

Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

Magisterská diplomová práce

2010

Vladimír Krapf

Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

Les évolutions démographiques à l'origine des défis économiques :

démarches possibles des Etats membres de l'Union européenne pour
aboutir à la situation de gagnant-gagnant ;
exemples de Malte et de la République tchèque

Magisterská diplomová práce

Studijní program: Odborná francouzština pro hospodářskou praxi

Vedoucí práce: Ing. Nicolas Schoemacker

Autor: Vladimír Krapf

Olomouc 2010

Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta
Akademický rok: 2009/2010

Studijní program: Filologie
Forma: Prezenční
Obor/komb.: Odborná francouzština pro

Podklad pro zadání DIPLOMOVÉ práce studenta

PŘEDKLÁDÁ:	ADRESA	OSOBNÍ ČÍSLO
Bc. KRAPF Vladimír	Mladoboleslavská 3281, Mělník	F080012

TÉMA ČESKY:

Immigration irrégulière en Europe : Répartition et intégration des réfugiés

NÁZEV ANGLICKY:

Irregular immigration in Europe: Allocation and integration of the refugees

VEDOUČÍ PRÁCE:

Ing. Nicolas Schoemaker - KRF

ZÁSADY PRO VYPRACOVÁNÍ:

- 1) Flux migratoires en Europe - UE de 27
- 2) Status officiels possibles pour les immigrants irréguliers
- 3) Pays le plus touché par les vagues d'immigrants
- 4) Aides des autres pays de l'UE
- 5) Solutions possibles
- 6) Gestion de l'immigration comme moyen de lutte contre le vieillissement de l'Europe

SEZNAM DOPORUČENÉ LITERATURY:

- Groupe de stagiaires du Comité des Régions de printemps 2009. Rapport du voyage d'étude en Malte du 4 au 8 mai 2009. 12 pages + documents-supports.
- Conseil britannique et Groupe de politique migratoire. Indices de politique migratoire d'intégration. Etudes dans le cadre des actions préparatoires pour l'intégration des ressortissants des pays-tiers. Plusieurs documents.
- WEBER Manfred, BEGLITIS Panagiotis, CARLOTTI Marie-Arlette (Rapporteurs/corapporteurs). Acte législatif du PE, COD/2005/0167. Politique migratoire: politique du retour dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Acte législatif définitif du 16 décembre 2008.
- Conseil de l'Europe. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Troisième rapport sur la Malte. Adopté le 14 décembre 2007. Bruxelles. 26 pages.
- Ministère de la Justice et des Affaires Intérieures. Etude de 2004, Immigrants irréguliers, Réfugiés et Intégration, Document politique. 36 pages.
- ST. JOHN Joseph, DELICATA Martha, AZZOPARDI Mario. Rapport nationale de 2008 - Point de contact national du Réseau de migration européen. Organisation des politiques d'asile et de migration en Malte, 37 pages.
- Centre de jésuites pour la croyance et la justice. Réfugiés et chercheurs d'asile dans le système d'éducation de Malte, RAXEN. Point focal national pour la Malte. Novembre 2004. 19 pages.

Podpis studenta: *Krapf Vladimír*

Datum: 03/12/2009

Podpis vedoucího práce: *Nicolas Schoemaker*

Datum: 3/12/09

Podpis vedoucího katedry: *Maria Jan*

Datum: 04.12.2009

Podpis děkana: *J. Šauer*

Datum: - 8 -12- 2009



Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

Prohlášení

Místopřísežně prohlašuji, že jsem diplomovou práci na téma: „Les évolutions démographiques à l’origine des défis économiques : démarches possibles des Etats membres de l’Union européenne pour aboutir à la situation de gagnant-gagnant ; exemples de Malte et de la République tchèque“ vypracoval samostatně pod odborným dohledem vedoucího diplomové práce a uvedl jsem všechny použité podklady a literaturu.

V Olomouci dne.

Podpis

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à mon directeur de recherche Monsieur Nicolas SCHOEMACKER. Ce mémoire de Master n'aurait pas abouti sans sa coopération et ses encouragements ainsi que efforts, à travers les lectures que je lui soumettais.

Je remercie également toutes les personnes qui ont facilité la progression de mes recherches de près et de loin.

Tables de matières :

Avant-propos	7
Introduction.....	9
PARTIE I.....	11
DEFIS DEMOGRAPHIQUES A L'ORIGINE DES PREOCCUPATIONS ECONOMIQUES EN EUROPE.....	11
Constat.....	11
1.1 Europe à la confrontation des défis démographiques	13
1.1.1 Vieillissement de l'Europe dans le contexte global.....	13
1.1.2 Image démographique en Europe.....	15
1.1.3 Pays les plus touchés	19
1.1.4 Origines et raisons des bouleversements de population européenne.....	21
1.2 Interférences démographiques et économiques	24
1.2.1 Changements de l'environnement économique européen	24
1.2.2 Fardeaux pour les budgets.....	26
1.2.3 Marché du travail	30
1.2.4 Remèdes possibles	33
Immigration aux restrictions raisonnables	37
PARTIE II.....	39
IMMIGRATION INDESIRABLE AINSI QU'INDISPENSABLE	39
2.1 Immigration indésirable.....	39
2.1.1 Origines des vagues d'arrivées d'étrangers.....	41
2.1.2 Procédure spécifique des demandeurs d'asile	44
2.1.3 Situation sans issue	48
2.1.4 Solutions possibles	51
2.2 Immigration indispensable, l'exemple de la République tchèque.....	56
2.2.1 Image actuelle démographique en République tchèque	57
2.2.2 Évolutions prévues	60
2.2.3 Impacts économiques	63
2.2.4 Coopération et solutions potentielles	67
Conclusion.....	70
Résumé – version anglaise.....	73
Résumé – version tchèque	76
Annexes	79
Anotace.....	98
Bibliographie	99

Avant-propos

Le travail que vous tenez en main est une étude qui traite des problématiques démographiques et économiques en tant qu'enjeux interconnectés. Son sujet principal est l'immigration profondément étudiée et considérée comme outil indispensable pour maintenir une société et une économie européenne efficace et de haut niveau mondial. Il révèle que la coopération entre les pays membres de l'Union européenne dans cette affaire est essentielle pour un développement futur durable et soutenable. Certaines zones géographiques disposent de caractéristiques plus ou moins similaires, en ce qui concerne l'immigration en Europe, mais les gouvernements appliquent pourtant des approches différentes et adoptent des mesures distinctes. L'accent particulier est donc mis sur deux pays qui sont récemment entrés dans l'Union européenne : Malte et la République tchèque. Les deux nouveaux États membres représentent deux cas exemplaires complètement opposés dans leurs démarches au niveau du cadre de l'immigration. Le premier n'est pas en mesure de répondre aux vagues d'immigrants de plus en plus importantes et pour le second, l'immigration est indispensable afin d'assurer l'existence durable de sa population à long terme. Le but de ce travail est donc proposer une solution possible qui reposerait sur les interactions et l'approfondissement de la coopération dans le domaine en question.

Pour garantir que la présente étude soit la plus compréhensible et représentative possible, la majeure partie de la documentation sur laquelle le travail s'appuie est composée de diverses données publiées par les Bureaux de statistiques nationaux publics et privés et Office européen des statistiques EUROSTAT. Le travail intègre également les conclusions du voyage d'étude du groupe de stagiaires du Comité des Régions de l'Union européenne au printemps 2009 à Malte. Dans le cadre de ce séjour 12 conférences et débats avec des hommes politiques, représentants universitaires, des ONG, associations, forces armées et hauts fonctionnaires d'État ont été entrepris et l'auteur de ce mémoire y a assisté. Les informations complémentaires utilisées pour la rédaction de cette étude proviennent d'articles de presse et électroniques avec des commentaires de lecteurs, des documents officiels gouvernementaux et communautaires, des documents fournis par des services administratifs des autorités

publiques des pays concernés et de diverses enquêtes publiées par des groupes d'intérêt, soit réalisées directement par l'auteur.

Le travail intègre plusieurs styles de rédaction et de recherche. D'une analyse de l'existant rédigée selon les conclusions de diverses études et la collecte d'informations, il passe à une analyse de l'action se fondant sur l'exploitation de nombreuses sources d'informations et analyses de données statistiques et essaye de proposer un projet de solutions possibles pour éliminer les impacts négatifs des défis structurels, tout en mettant l'accent sur le profit des intérêts de tous les partenaires afin de parvenir à une situation de « gagnant-gagnant ».

Introduction

Après des siècles remplis de conflits dramatiques et d'ampleurs mondiales successifs, la Terre se retrouve aujourd'hui dans une situation de suspension d'armes relative au niveau global. Ces circonstances facilitent le développement économique et social des pays et la prospérité qui contribue à l'augmentation du bien-être général. Dans ces conditions, les communautés profitent d'une bonne occasion d'évolutions favorables. La population globale aura doublé à l'horizon de quelques décennies par rapport à l'époque d'après guerre. Mais le système se produisant à l'heure actuelle -une forte mondialisation- sera capable d'assurer de la nourriture pour tous les habitants de la planète, à condition de le répartir équitablement. Et ce sont les régions jusqu'alors pauvres, les pays en voie de développement qui dégagent la croissance de la population la plus remarquable. Face à ces évolutions démographiques l'Europe est en retard. Le berceau des civilisations modernes avec son taux de fécondité misérable ne peut pas faire concurrence aux nations du monde dit « du Sud ». Le vieux continent qui demeure aujourd'hui une des zones économiquement les plus développées risque de perdre demain son rôle de joueur important sur le marché mondial. Le terme qui sera conjugué par tous les acteurs économiques présents s'appelle : le vieillissement démographique. A savoir, ces évolutions défavorables pourraient se refléter sur l'image économique des pays concernés.

Étant donné que la majorité des sociétés du Nord, c'est-à-dire tous les États membres de l'Union européenne et le Japon, n'assurent pas un nombre d'enfants nécessaire et que l'espérance de vie ne cesse de croître grâce aux progrès technique et médical, ces pays riches connaîtront bientôt des impacts négatifs qui provoqueront d'énormes dégâts sur le marché du travail, dans les systèmes sociaux. Une telle situation pourrait se traduire par la baisse de la viabilité de l'économie nationale ce qui se réfléchirait sur le positionnement du pays à échelle mondiale en ce qui concerne le marché global. Le vieillissement des populations et la situation économique sont alors deux sujets fortement interconnectés.

Certains gouvernements des États dont les équilibres dans la structure de générations sont en danger ont commencé à agir en adoptant des politiques macroéconomiques correspondantes. Néanmoins, les efforts dans le domaine en question ne répondent pas

entièrement aux défis que le vieillissement des populations engendrent. Une des actions qui est proposée en tant que remèdes possibles est sans doute les flux migratoires. Ces derniers raisonnent sur l'idée que pour sauver son profil démographique, l'Union européenne devrait mettre un accent plus important sur ses politiques d'immigration qui en même temps nécessiteront une très bonne coordination.

Quelles évolutions est-ce que les statisticiens et les économistes prévoient pour l'Europe ? Serait-il possible d'adopter une attitude européenne consistant en politiques communes ? Du fait qu'aucun des nations de l'Union européenne ne dispose d'un taux de fécondité satisfaisant pour équilibrer la proportion entre les personnes âgées et les enfants, sont-ils donc tous en mesure de résoudre la problématique du vieillissement par l'outil de l'ouverture de ses frontières à l'immigration ? Aura-t-elle les effets secondaires dans tous ses aspects pour tous les pays ? Et/ou comment arriver à une situation favorable pour tous ?

Pour pouvoir répondre aux questions posées précédemment, nous analyseront dans la première partie les prévisions des changements démographiques auxquelles les citoyens européens peuvent s'attendre. Cela nous donnera une conception à partir de laquelle nous étudierons les possibles impacts sur les économies et le marché commun intérieur et essayerons de trouver les instruments d'ajustement aux évolutions dans la structure de population. Nous verrons dans la deuxième partie les images démographiques et économiques de deux Etats membres de l'Union européenne qui nous donneront la réponse à la question concernant les différences entre les pays dans le domaine en question. Cette comparaison descriptive nous aidera à trouver un projet de solution pouvant aboutir à une stratégie de gagnat-gagnant.

PARTIE I

DEFIS DEMOGRAPHIQUES A L'ORIGINE DES PREOCCUPATIONS ECONOMIQUES EN EUROPE

Constat

Le monde s'approche de la fin de la première décennie du troisième millénaire¹ et par rapport aux époques précédentes, il se caractérise par la constatation que les populations des nations économiquement développées vivent dans une période d'une sûreté relative. Presque 65 ans se sont écoulés depuis la fin de la dernière guerre d'impacts fatales. Les bonnes relations diplomatiques ayant pu se produire sur la scène politique mondiale aboutissant à une coopération économique et sociale plus efficace entre les pays ont aidé à instaurer la paix entre les pays alors adversaires. Ceci et d'autres facteurs, tels que le progrès technique, l'évolution des NTIC, la mondialisation etc., sont à l'origine de la réorganisation des sociétés au profit du bien-être de tous. N'étant pas obligées de parer à des conflits de guerres, de famine ou de maladies graves, les sociétés se sont créés au fur et à mesure de nouvelles valeurs. Néanmoins, cette situation relève de nouveaux enjeux d'importance mondiale.

L'Europe renforcée par la paix et la stabilité grâce à la coopération d'une majorité de puissances économiques qui se réunissent sous les valeurs d'une communauté unique portant le nom d'Union européenne², doit pourtant à l'heure actuelle faire face à de nombreux défis et problématiques comme le font ses partenaires mondiaux. Les majeurs sujets que le vieux continent affronte sont le changement climatique dans tous ses aspects environnementaux, les dérogations et mutations démographiques, les inégalités entre les pays dits du Sud et du Nord, le terrorisme, l'insuffisance des ressources énergétiques, les flux migratoires, les crises de finances publiques et actuellement tous les impacts de la crise financière et économique récente.

¹ Selon les calendriers utilisés en Europe, la nature du travail ne se prend pas en considération le fait de l'existence d'autres millésimes dans le monde

² A condition qu'il soit mentionné autrement, outres les données présentes dans ce travail qui reprennent l'Union Européenne (UE) font référence à les 27 pays membre actuels

Certains des défis cités ci-dessus sont interconnectés et l'apparition de l'un est l'aboutissement d'un autre et vice-versa. C'est le cas des évolutions démographiques qui anticipent des problématiques dans les économies des pays membres de l'Union européenne et leurs politiques macroéconomiques devront s'y accommoder.

1.1 Europe à la confrontation des défis démographiques

1.1.1 Vieillesse de l'Europe dans le contexte global

Pour maintenir l'affluence de la population actuelle dans le monde, il est nécessaire que le taux de fécondité global total varie autour de 2,1³. Dans les cas limites, le chiffre acceptable peut être ceteris paribus égal à 2,05 ce qui suppose que pour 105 garçons il naît 100 filles, soit le résultat de 205 enfants par 100 femmes. Cette indice est un terme technique connu comme « le seuil de renouvellement des générations ». La majorité des pays dans la monde atteint, voire dépasse⁴ ce seuil ce qui se reflète par le fait que la population globale ne cesse de croître. Tandis que la moyenne mondiale en taux de fécondité en 2008 a été de 2,58, pour l'Europe il n'a atteint que le seuil de 1,56⁵. Les statistiques démographiques informent que le peuplement global va augmenter de 6,7 milliards de personnes actuellement à 9,2 milliards d'ici 2050. La Chine et l'Inde accueilleront un tiers de la population globale. En plus, 95 % de l'augmentation de la population mondiale aura toutefois lieu dans les pays en voie de développement, dont l'Afrique possède déjà le taux de croissance le plus marquant. Ces données ne sont pas du tout rassurantes pour le vieux continent de l'Europe. Face à cette brève présentation des évolutions démographiques à venir dans le monde, il existe des pays dans une situation inverse et les défis démographiques dont un des plus graves est le vieillissement de leurs populations. Et parmi eux se classent tous les pays membre de l'Union européenne. Seule la France a atteint le chiffre le plus satisfaisant de 2,00 en 2006. Tandis que dans les années 1960 le taux de natalité d'une femme en Europe a été de 2,5, en 1993 le même indicateur démographique n'a pas dépassé le seuil de 1,5. Et depuis plus de 15 ans le nombre moyen d'enfants par une femme reste inchangé.

³ TRAGAKI, Alexandra. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « The new world looks younger as the old world gets older: the fertility divide between the US and Europe ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 247.

⁴ Les pays avec les plus hauts taux de fécondité totaux annuels entre les années 2008 et 2009 ont été le Niger de 7,29; l'Ouganda de 6,81; la Somalie de 6,60; le Yémen de 6,41; l'Afghanistan de 6,58; l'Angola de 6,20; la Burkina-Faso de 6,34, le Burundi de 6,40. Et ceci a été le Niger où le taux de fécondité a encore augmenté de presque 0,5 entre les années 2008 et 2009.

⁵ Tableau de fécondité : http://www.statistiques-mondiales.com/taux_de_fecundite.htm

Le vieillissement des populations est un phénomène caractéristique pour les sociétés des pays industrialisés et aux systèmes économiques fortement développés par rapport au reste du monde. Ils disposent des spécificités typiques démographiques comme l'espérance de vie à la naissance remarquable, le nombre croissant et les proportions les plus hautes des personnes âgées par rapport à celles en âge de travailler, la diminution des naissances et les taux de fécondité en baisse. Dans les régions décrites ci-dessus appartiennent : l'Amérique du Nord (le Canada et les États-Unis), le Japon et l'Europe. Il semble donc que la croissance économique se traduit par le rapport direct avec des chocs démographiques. En égard à la proportion des habitants âgés de 60 ans et plus, l'attribut des pays avec les plus vieilles populations du monde gagnent le Japon, l'Italie et l'Allemagne. A l'exception du Japon, tous les pays qui constituent la liste des 20 nations avec ces proportions des habitants âgés de 60 ans et plus se trouvent en Europe⁶. Parmi tous les pays riches qui se caractérisent par la croissance de la population nette⁷ variant dans les limites proches du zéro, l'Europe a pris cette tendance des résultats de fécondité quasi négatifs la première.

Par rapport à son plus grand concurrent économique mondial – les États-Unis – l'Europe occupe une position moins prospère sur l'échelle des indicateurs démographiques. Tandis que d'ici 2050, la puissance de l'Amérique du Nord maintiendra sa 3^{ème} position parmi les nations les plus peuplées, juste derrière l'Inde et la Chine, le meilleur représentant de l'Europe tombera de la 15^{ème} à la 23^{ème} place. Du point de vue historique, les deux régions géopolitiques sont passées par des évolutions de sociétés peu différentes. Après la deuxième guerre mondiale, l'Europe ainsi que les États-Unis ont vu un phénomène que l'on appelle « un baby-boom ». Peu après, c'était les États-Unis qui avaient des fluctuations de fertilité plus expressives : du seuil de 3,7 enfants par femme enregistré à la fin des années 1950, le taux a rapidement baissé jusqu'à 1,7 à la moitié des années 1970. Depuis cette époque, il ne cessait de remonter pour recouvrer le seuil de renouvellement en 2006. En 2007, le taux de fécondité américain a été de 2,1 tandis que les femmes européennes n'accouchaient que 1,5 enfants en moyenne. La fertilité américaine se détermine par un taux assez haut des

⁶ KISTOWSKI, G. V. Kristin, VAUPEL, W. James. European View : The Challenges of Ageing Europe; « Living longer in an ageing Europe : a challenge for individuals and societies ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 225.

⁷ La croissance de la population nette désigne la différence entre les naissances et les décès. Voir le tableau 2 : « Croissance de la population cumulative dans certains pays de l'UE, 2008-2030 » en annexes.

mères de moins de 20 ans⁸. Il faut néanmoins noter que l'évolution croissante de la population des États-Unis est due principalement à la diversité raciale du pays et les modes de vie que confesse et promouvoit la société. Les hispano-américains ont le taux de fécondité le plus haut. Ce dernier s'est récemment élevé à 2,9 ; suivis par les habitants d'origine africaine avec le taux de 2,1 ; les asiatiques de 1,9 et les blancs (à part le premier groupe) ne contribuent à la moyenne nationale que par 1,86 enfants. Le dernier groupe malgré le taux le plus bas au niveau national dégage des valeurs supérieurs à la plupart de pays européens. L'autre aspect se relie à la nature du marché du travail américain qui se distingue par la flexibilité correspondant aux besoins des agents économiques. Cette qualité qui consiste à rendre possible l'existence des emplois à temps partiel ou la rémunération non-discriminatoire selon les sexes⁹, permet aux femmes de devenir une main-d'œuvre active en réconciliant leurs vies privées et professionnelles.

En général, il y a trois moyens pour combattre les problèmes issus des évolutions de populations défavorables et pour atteindre le profil démographique de l'Europe désiré : la natalité, la mortalité (y compris l'espérance de vie) et la migration¹⁰.

1.1.2 Image démographique en Europe

Depuis 1999, la population totale de l'Union européenne¹¹ a augmenté de 19 641 888 habitants, soit égal au taux de croissance de 4,1 % en 11 ans¹². Si cette évolution continuait l'Europe n'aurait pas de raisons pour s'inquiéter. Les statistiques démographiques montrent une croissance graduelle de la population des 27 pays membres de l'Union européenne actuels depuis les 50 dernières années. La société de cette zone géographique compte aujourd'hui de presque 98,5 millions d'habitants de

⁸ L'âge moyen de mères aux États-Unis est de 24,9 ans.

⁹ Alexandra Tragaki cite encore d'autres atouts dont dispose le marché du travail américain par rapport aux marchés du travail en Europe qui reposent sur les conditions socio-économiques, le logement, l'ouverture des magasins tard dans la nuit, une meilleure sécurité des emplois pour les femmes, etc. A voir la référence en note de bas de page numéro 3.

¹⁰ BAROSSO, José Manuel Durao. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « Commentary: Confronting the demographic challenge: the 2006 EU strategy on the demographic crisis ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 179.

¹¹ Ici, les données concernent tous les 27 pays de l'Union européenne actuels.

¹² Tableau détaillé avec les données pour chaque pays à voir en annexes : Tableau 1 : « Population totale en Europe ».

plus qu'en 1960¹³. Néanmoins, cette dernière donnée ne prend pas en considération les variations des taux de croissance de population annuelles et ne reflète donc pas le fait que le nombre de citoyens européens ne croît pas uniquement grâce à la natalité, mais surtout grâce à l'accompagnement parallèle de la migration nette¹⁴ positive. Si en 1960 le taux de croissance de population a été de 0,8 %, soit 3,5 millions d'habitants, trente ans plus tard il n'a représenté que 0,3 %. Et c'est les immigrants qui font dans les circonstances actuelles la base de l'augmentation des sociétés européennes.

L'évolution de la population européenne en nombre à venir se caractérisera par de grandes irrégularités. Tout d'abord, comme déjà cité précédemment, une hausse jusqu'à 521 millions d'habitants de l'Union européenne est prévue pour l'année 2035. Mais à partir de ce moment-ci, elle ne cessera pas de baisser afin de s'arrêter au seuil de seulement 506 millions en 2060. Seuls les États où les flux d'immigration sont importants à compter depuis quelques années, pourront empêcher la tendance décroissante du nombre de citoyens européens. Il s'agit par exemple de la Grande Bretagne dont le marché du travail s'est ouvert en faveur des travailleurs étrangers. Sa population prévoit encore une augmentation d'à peu près de 25 % à l'horizon 2060.

En revanche, il y a des pays qui ne s'attendent pas à un avenir fructueux au niveau de la population. Il s'agit notamment de la Bulgarie, l'Italie, l'Allemagne et la Grèce. Ils ont dépassé la balance proportionnelle entre les personnes âgées de plus de 65 ans par rapport aux enfants de moins de 15 ans déjà avant 2000. Malgré qu'en Europe les évolutions de population depuis des décennies soient de nature plutôt favorable, ce sont les mêmes études démographiques dans lesquelles les statisticiens avertissent le continent. Les données publiées donnent une image assez claire sur l'avenir de la population de l'Union européenne au travers de ses États membres. Par exemple, l'Italie compte aujourd'hui 58,2 millions d'habitants. Une diminution importante est prévue à l'horizon 2050 car elle n'aura que 52,8 nationaux, tout cela malgré les migrations. En effet, la tendance décroissante en Italie a débuté en 2000 et depuis ce temps-ci aucun changement ne s'est tenu. Pour l'Espagne, les prédictions ne sont pas plus positives. Même s'il s'agit du pays le plus submergé par les flots d'immigrants en Europe, le

¹³ JOYWIAK, Janina. KOTOWSKA, Irena. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « Decreasing birth rates in Europe: reasons and remedies ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 225.

¹⁴ Migration nette désigne la différence entre le nombre d'immigrés et le nombre d'émigrés.

nombre de citoyens espagnols commencera à diminuer à partir de l'année 2013. En Grèce, une telle tendance décroissante débutera en 2017, pour l'Autriche il s'agira de l'année 2021, et 2049 pour l'Irlande. En ce qui concerne l'Allemagne qui est à l'heure actuelle un des pays le plus accueillants au niveau de la migration en provenance des pays tiers, la nation la plus nombreuse de l'Union européenne perdra 8 millions d'habitants d'ici 2050. Selon des études¹⁵, un million d'immigrants supplémentaires par rapport à la moyenne actuelle augmenterait la population totale de l'UE de 13 % (505 million) à moyen terme; en revanche, l'empêchement de l'entrée de cette masse d'immigrants sur leur territoire européen aurait pour conséquence la baisse de la population de 3 % (433 million). Les immigrants s'habituent néanmoins au mode de vie de leurs concitoyens européens ce qui se manifeste également sur les taux de natalité totaux.

Entre les années 1960 et 1990 l'espérance de vie de la population en Europe a augmenté de 8 ans. Pendant les 40 ans à venir ce nombre aura encore augmenté d'environ 5 ans, cela donc représente 13 ans de vie supplémentaires pour un européen en sept décennies. Les prévisions statistiques de la structure d'âge des sociétés européennes pour l'avenir ne sont pas satisfaisantes. Les européens vieillissent chaque année de 2,5 ans en moyenne. Une telle vitesse de sénescence représente 2 ans supplémentaires en 10 ans. L'âge moyen de la population de l'UE des 27 a dépassé de 0,4 la limite de 40 ans en 2008. Il montera d'ici 2030 au seuil de 45,4.

Tandis qu'à la fin de la première décennie du XXI^{ème} siècle la proportion des personnes âgées de plus de 65 ans a été de 15 %, dans 50 ans cette part devrait s'élever à 1/3. La proportion des personnes âgées de plus de 80 ans représente actuellement 4 % de la population totale de l'Union européenne. D'ici 2050, elle se multipliera par 2,75 ce qui donnera la part de 11 %. L'évolution de la main-d'œuvre européenne se retrouve à ce point en danger. En gardant la structure d'aujourd'hui, le nombre des personnes en âge de travailler, c'est-à-dire les générations d'entre 15 et 64 ans, diminuera de plus ou moins 50 millions avant 2060. Seuls 5 sur 27 États membres de l'Union auront un surcroît oscillant entre 0,07 millions pour la Belgique et 4,35 millions pour le Royaume-

¹⁵ FASSLABEND, Werner. European View : The Challenges of Ageing Europe; « Demography is Europe's chance ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 163.

Uni. Concernant les pays qui feront face aux évolutions décroissantes, leurs pertes varieront entre 0,14 millions, l'exemple de Danemark, et 15,51 millions en Allemagne.

En transférant les données et les calculs au niveau régional pour pouvoir faire une comparaison parmi les régions européennes, cela nous montre que dans deux sur trois régions NUTS II de l'UE des 27 la population augmentera d'ici 2030¹⁶. En plus, une région sur quatre aura ses habitants âgés en moyenne de 48 ans. Il est prévu d'atteindre les niveaux moyens d'entre 34,2 et 57,0 ans en 2030, tandis qu'en 2008 il n'a oscillé qu'entre 32,9 et 47,8 ans. L'âge moyen le plus bas sera présent dans les régions à un haut niveau d'urbanisation, particulièrement des métropoles : l'Île de la France, la Région de Bruxelles-Capitale, Inner et Outer Londres. Elles auront l'âge moyen de 38,8 ans en 2030, soit les résidents de 2,5 mois plus jeunes que la moyenne totale de l'UE en 2008. Au même horizon, c'est-à-dire en 2030, le pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans est anticipé à osciller entre 10,4 % et 37,3 % par rapport aux moyennes de 9,1 % et 26,8 %. D'autre part, s'agissant du nombre total de la population de l'Union européenne âgée de plus de 65 ans, on s'attend à ce qu'il s'élève jusqu'à 23,5 % en 2030 contre 17,1 % en 2008.

Dans les sociétés industrialisées et développées, les personnes âgées s'étant retirées du marché du travail reçoivent diverses aides et soutiens de la part des gouvernements. Le nombre de ces vieilles générations en âge de prendre leur retraite augmente progressivement par rapport aux naissances. Il va bientôt constituer une difficulté pour les jeunes générations entrant sur le marché du travail qui sont de moins en moins nombreuses. Cette situation a été à l'origine de la création d'un nouvel indice démographique connue sous le terme du « ration de dépendance des personnes en âge avancé ». Elle désigne la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans soutenues par 100 personnes qui travaillent, dans le cas de l'Union européenne cela correspond à la population d'âge actif, c'est-à-dire les gens entre 15 et 64 ans. En 2008 il a été de 25,4 % pour l'UE des 27 et est prévu de passer de 38,0 % en 2030 jusqu'à 53,5 % en 2060. Le pays le plus affecté est sans doute la Pologne qui aura un taux alarmant pour ses actifs, et cela de 69,0 % en 2060, suivie par la Slovaquie avec une proportion de

¹⁶ Eurostat, « Population and social conditions », Konstantinos GIANNAKOURIS, janvier 2010.

68,5 retraités par 100 actifs, et le dernier pays qui conclut le trio d'exemples inquiétants est la Lituanie avec un taux de 65,7 %¹⁷.

1.1.3 Pays les plus touchés

De l'introduction descriptive ci-dessus il s'ensuit la conclusion que l'Europe, le berceau des civilisations modernes, devient de plus en plus petite et vieille. En général, moins les pays sont économiquement développés, plus vite leurs populations s'agrandissent. En Europe on peut observer exactement la même tendance. Aujourd'hui, dans la majorité des 27 pays de l'Union européenne, la proportion entre les personnes âgées de plus de 65 ans est supérieure aux enfants de moins de 15 ans. Au cours des vingt années à venir, tous les États membres parviendront à cette proportion structurelle défavorable. La tendance décroissante est née dans les années 1970 dans les pays de Scandinavie et s'est étendue d'une année à l'autre aux pays de l'Europe de l'Ouest comme une des conséquences de la prise de rôles actifs des femmes sur le marché du travail et du nombre de mariages en diminution. S'agissant des taux de fécondité en baisse, l'Europe du Sud et l'Europe centrale et orientale n'ont pas longtemps tardé derrière leurs voisins occidentaux. Pendant les trois décennies, le continent entier s'est vu touché par ce phénomène et la quasi totalité des pays balançaient autour du seuil de renouvellement des générations.

En 2007, il n'y avait que trois pays dans l'UE où la natalité a été le moteur principal de la croissance de leurs populations : la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. La Pologne avec une baisse a représenté le cas contraire. En plus, il s'agit du seul pays de l'Union européenne dont le nombre d'habitants a diminué également à cause de la migration nette négative. En règle générale, les pays de l'Europe occidentale dont les économies sont au niveau mondial unes des plus puissantes disposent en moyenne de taux de fécondité un peu supérieurs à ceux des pays d'Europe centrale et orientale. En effet, ce dépassement est dû, dans un premier temps à la stabilité politique et économique de longue durée, et dans un deuxième temps à l'ouverture des frontières et marchés aux immigrants des pays tiers. Par exemple, la zone euro de 16 pays a

¹⁷ Le tableau détaillé pour tous les pays de l'Union européenne est à consulter en annexes sous référence de Tableau 7 : « Evolution de la population âgée d'entre 15 et 64 ans ».

contribué à la croissance de la population totale européenne entre les années 1999 et 2010 par la tranche de 18 045 342 habitants dans le nombre total de 19 641 888 de l'UE des 27. Le Royaume-Uni ne faisant pas partie de la zone euro et ayant eu une augmentation de sa population pendant la période donnée de 3 464 023 habitants renforce l'inégalité démographique dans l'Europe centrale et orientale par rapport à l'Ouest.

Pour pouvoir faire une présentation et une comparaison plus efficaces, on peut encore raisonner sur d'autres données statistiques qui décrivent les principaux axes de développement de la population européenne. Concernant le taux de mortalité, le pays « gagnant » a été la Bulgarie avec la proportion de 14,2 % en 2009 par rapport à la moyenne de l'Union européenne de 10,2 %. Entre les années 2010 et 2030, suite à des naissances inférieures aux décès, le pays perdra plus de 800 000 habitants, soit 10,6 % de sa population actuelle. La tendance décroissante se poursuivra et cinq ans plus tard la croissance négative représentera - 14,5 % et passera jusqu'à - 28,2 % en 2060. Les prévisions démographiques indiquent également une évolution semblable pour les nations telles que la Lettonie (- 9,52 % ; - 13,2 % ; - 25,9 %), la Lituanie (- 7,52 % ; - 10,9 % ; - 24,3 %) et la Pologne (- 2,93 % ; - 5,2 % ; - 18,3 %) ; cumulés, ces quatre derniers pays seront à l'origine de la baisse de la population européenne de 2 400 000 habitants en 20 ans. Au même niveau, l'Union européenne multiplier sa population de plus de 4 % en moyenne. Le cas inverse à celui de la Bulgarie c'est l'Irlande avec le taux de mortalité le plus bas dans l'Union. Au cours de la période considérée, le nombre d'habitants irlandais est susceptible de croître de 4,614 à 5,881 millions, soit à peu près de 27,5 %. A condition que l'évolution actuelle ne change pas, sa population augmentera voire même de 52,9 % avant 2060. L'Irlande fait donc partie des 13 États membres sur 27 de l'UE qui s'attendent à une croissance positive de leur population.

A l'échelle mondiale, les deux zones géopolitiques aux taux de fécondité nationaux les plus pitoyables et effrayants pour les générations futures se trouvent en Europe, et dans la majorité des cas ils font partie de l'Union européenne. Il s'agit des États de la Méditerranée et des anciens adhérents du pôle soviétique qui avec leur situation démographique dépassent le premier groupe. La zone concernée des pays de l'Europe centrale et orientale fait face à une tendance de baisse de la population depuis quelques décennies. Ces pays postcommunistes n'ont eu un taux de fécondité que de 1,28 au

Pays dont le taux de natalité a été extrêmement bas à la fin des années 1990		
Pays	le taux de natalité	année
Bulgarie	1,09	1997
Lettonie	1,12	1998
République tchèque	1,13	1999

tournant du millénaire. Une des explications possibles s'offre par l'interprétation des causes émergées sous le communisme qui s'est renforcée durant le passage au capitalisme car c'était une période de grande incertitude parce que les

gens ne savaient pas ce qu'ils pouvaient attendre des nouvelles constitutions dans leurs pays. La diminution la plus frappante est dégagée par la Lettonie (1,29), la Lituanie (1,22) et la République tchèque (1,23¹⁸). Ces trois derniers ne disposent que d'un taux de reproduction de 60 % ce qui est une donnée alarmante.

1.1.4 Origines et raisons des bouleversements de population européenne

Un des facteurs qui détermine les changements dans la structure de populations européennes est sans doute l'espérance de vie qui ne cesse de croître. Ses valeurs diffèrent selon les pays et le sexe. Entre les années 1997 et 2008 l'espérance de vie chez les femmes s'est élevée de 1,5 à 4 ans et chez les hommes de 0,8 à 4,5 ans. En 2008, ce sont les hommes néerlandais qui vivaient le plus longtemps avec une espérance de vie de 78,43 ans et pour les femmes elle a été enregistrée à 84,32 ans en Espagne¹⁹.

En Europe le nombre de nouveaux-nés avait été en baisse depuis la moitié des années 1960 jusqu'au début du XXI^{ème} siècle quand une croissance légère est apparue. Entre ces deux périodes, le nombre de naissances annuelles est tombé de 7,8 millions en 1964 à 4,99 millions 2002. Il faut néanmoins mentionner qu'il ne s'agit que de chiffres moyens dans l'Union européenne et il y a donc effectivement des pays qui subissent toujours une tendance décroissante de la natalité.

Plusieurs facteurs causent les taux de natalité décroissants dans les pays de l'Union européenne : le niveau de l'enseignement, la situation sur le marché du travail, des

¹⁸ Les données relatives à l'année 2008.

¹⁹ Le tableau détaillé avec les valeurs pour tous les pays de l'Union européenne à voir en annexes Tableau 5 : « Espérance de vie à la naissance, par sexe; Femmes » et Tableau 6 : « Espérance de vie à la naissance, par sexe; Hommes ».

exigences matérielles, la sécurité. La baisse du taux de natalité dans l'Europe de l'Ouest et du Nord, et en général dans les économies développées, s'explique dans la majorité des cas par le changement de valeurs dans les sociétés. La valeur principale, typique pour la période d'après guerre : la fondation d'une famille, est à l'heure actuelle en recul. Tout cela en faveur de la vie professionnelle et de l'approfondissement de son parcours pédagogique. Les jeunes gens préfèrent accomplir tout d'abord leurs études et se créer un profil professionnel compétitif sur le marché du travail avant de décider de fonder une famille. Très souvent, cette approche de décalage provoque des conséquences familiales destructrices qui se manifestent par de nombreuses influences dans l'économie réelle et plus particulièrement sur le marché du travail.

En effet, les facteurs moteurs de ce comportement réservé sont liés aux concepts économiques. Le premier concept consiste en coûts d'opportunités. Les femmes qui se retirent du marché du travail pour la période des congés maternité y sacrifient leurs revenus. Alors, plus une femme a d'enfants, plus cela lui coûte. Une autre théorie est fondée sur le lien entre la natalité et les arrangements du bien-être et de l'assurance sociale. Elle s'explique par le fait que l'on a des enfants pour se munir contre les risques et l'incertitude de l'avenir. Les systèmes sociaux dans les pays développés ont repris les missions de protections des personnes avec moins d'opportunités et la raison économique d'avoir des enfants a disparu. Le rôle actuel d'une famille repose donc sur les besoins émotionnels.

La majorité des pays ayant rejoint l'UE durant la première décennie du XXI^{ème} siècle avaient fait partie du monde socialiste avant de se libérer et de passer aux systèmes démocratiques, d'économies de marché. En effet, la baisse de la population dans la zone a commencé à se développer dans les années 1970 et s'est encore renforcée dans les années 1990 après la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Union Soviétique. Dès la fin des années 1980, les nations de ces pays devaient faire face à de nombreux défis de l'Europe en processus de modification. Pour les habitants de ces républiques postcommunistes, il s'agissait d'une nouvelle période d'incertitude. Pour beaucoup de couples, ce n'était pas un bon moment pour avoir des enfants et la décision de fonder une famille a été souvent reculé. Et plus tard, quand le passage aux constitutions démocratiques a été finalisé et les économies se sont stabilisées, avec tous les

investissements et l'arrivée des entrepreneurs et firmes occidentaux, les populations des pays de l'Europe centrale et orientale ont vite appris le mode de vie occidental.

Pour certains économistes et représentants du milieu socio-professionnel, nous nous retrouvons au début d'une véritable crise démographique. Ces enjeux dans la grandeur et dans la structure des populations européennes sont effectivement sujets à plusieurs problèmes macroéconomiques et microéconomiques.

1.2 Interférences démographiques et économiques

En gardant la structure et le niveau de l'immigration actuels, l'Europe perdra, entre les années 2010 et 2030, approximativement 13 millions de travailleurs âgés de 15 à 64 ans. A l'horizon 2060, la baisse de la population active de l'UE des 27 est prévue à une augmentation allant jusqu'à 51 millions de citoyens²⁰. En revanche, la nouvelle composition de la société européenne sera de 152 millions de personnes âgées de plus de 65 ans dont 61,2 millions de plus de 80 ans. Encore un autre indicateur démographique se propose pour conclure la liste des prévisions pessimistes pour l'Europe : à partir de l'année 2015 les décès commenceront à surpasser successivement les naissances. Ce dernier aura pour conséquence l'incapacité des sociétés d'assurer le renouvellement de la main-d'œuvre sur le marché du travail.

Ces prévisions, une fois remplies, auront d'énormes impacts négatifs voire destructifs sur la croissance économique, le fonctionnement du marché intérieur étant mis en place depuis des décennies, mais représenteront aussi des menaces très graves pour la compétitivité des sociétés basées sur le vieux continent et exploitant les facteurs de production locaux. A l'heure actuelle, une telle situation face à la concurrence globale dans le climat fortement mondialisé est plus qu'indésirable.

1.2.1 Changements de l'environnement économique européen

Le vieillissement de la population touche directement l'évolution du PIB et donc le PIB par habitant, deux indices qui servent à la comparaison des économies nationales dans le monde. En même temps, de nombreux effets budgétaires indirects et latéraux, d'importance non négligeable, apparaîtront parallèlement à ce phénomène démographique. Toutes ces incidences se réfléchiront sur la performance économique totale. Les déséquilibres dans la structure de population européenne pourraient provoquer d'autres ennuis pour certains indicateurs financiers comme par exemple : les flux de capitaux internationaux, les taux d'échange, les taux d'intérêt etc. Ces mutations entraîneront de grands changements de l'offre de travail, de la qualité de la main-

²⁰ Source: Eurostat, EUROPOP2008 convergence scenario. GIANNAKOURIS, Konstantinos : « Population and social conditions », Statistics in focus 72/2008. 16.07.2008.

d'œuvre reposant sur la structure d'âge et le capital humain, des taux d'épargne et de la rentabilité du capital, du progrès technique et de l'innovation dans l'économie.

Les dérogations de la composition démographique des sociétés européennes pourraient également influencer la structure de la consommation des ménages marquée par le rapport entre les propensions à consommer et à épargner. Sous cette optique, la production nationale sera forcée de s'en accommoder. Concernant l'épargne, les prévisions statistiques et économiques diffèrent sensiblement. Certaines affirment que suite à l'incertitude liée à l'espérance de vie et aux conditions sur le marché du travail, les personnes âgées auront une propension à épargner. Les autres, comme par exemple les données prévisionnelles de l'OCDE pour la période des 30 années à venir ou encore les épargnes publiques baisseront de 6 %²¹.

En retournant vers le sujet du PIB, pour l'exprimer plus concrètement, on peut mentionner certains indicateurs. Selon les conclusions des études menées par la Commission européenne en 2002, le PIB par habitant annuel pour l'UE des 15 sera de 0,4 % inférieur à celui des États-Unis entre les années 2000 et 2050. L'OCDE a publié les estimations similaires : les pays de l'Europe occidentale verront la baisse de la croissance économique de - 0,2 % en moyenne d'ici 2050. Pour les deux statistiques, c'est le déclin de la population européenne en âge de travailler qui en est responsable.

Les structures des économies nationales seront obligées de s'y adapter. Les ajustements s'effectueront au fur et à mesure de manière automatique par des facteurs et les agents basés sur le marché européen. Plusieurs entreprises dont l'activité commerciale s'oriente vers les produits ou services pour les enfants ou les jeunes se retrouveront dans la situation de faillite ou se retireront de l'Europe et s'installeront dans les pays qui se développent à l'heure actuelle de façon sensationnelle et qui leur offriront un environnement entrepreneurial attrayant avec les coûts de production raisonnables ainsi que les débouchés à un fort potentiel. Comme exemple, on peut citer les nouveaux pays industrialisés d'Asie et d'Amérique du Sud. En revanche, les marchés européens proposeront d'excellents débouchés pour les nouveaux producteurs et prestataires de

²¹ Le papier économique numéro 236 sur les impacts du vieillissement de l'Europe. Direction générale pour les affaires économiques et financières de la Commission européenne. Décembre 2005, Giuseppe Caroline, Declan Costello, Nuria Diez Guardia, Gilles Mourre, Bartosz Przywara, Aino Salomaki. ISBN : 92-894-8875-1. page 12.

services dans le segment des générations des consommateurs de 50 ans et plus. Ces changements auront pour conséquence le passage à de nouveaux modes de vie économique.

Face à toutes ces prévisions, il sera difficile pour l'Europe de garder son statut de joueur mondial, rester la puissance d'efficacité et d'innovation industrielles et économiques et renforcer sa compétitivité extérieure.

Dans la situation de l'accroissement de la part de population âgée dans les sociétés européennes, les politiques macroéconomiques nécessitent d'être remaniées. Ceci prévoit des réformes structurelles qui vont mener à une meilleure viabilité budgétaire, la stabilité financière, la croissance économique et son renforcement. Si les gouvernements n'arrivent pas à coordonner leurs actions dans ce domaine, la compétitivité du marché intérieur européen risque de se retrouver en danger.

1.2.2 Fardeaux pour les budgets

Tous les États membres de l'Union européenne sont obligés de respecter leurs engagements financiers définis par les institutions européennes. Il s'agit notamment des objectifs budgétaires à moyen terme pour les pays de la zone euro et les critères incorporés dans le pacte de stabilité et de croissance. Ils doivent donc adopter les meilleures politiques possibles afin d'atteindre les équilibres budgétaires désirés et recommandés. Et ce sont, avant tout, les budgets qui risquent de tomber d'une extrémité à l'autre dans une situation précaire si les gouvernements nationaux ne prennent pas en compte les charges qui peuvent se produire à cause du vieillissement de la population.

Si les politiques macroéconomiques actuellement mises en œuvre restent inchangées, la population européenne qui graduellement vieillit anticipera la hausse dans la partie de débits des finances publiques. Les dépenses les plus considérables émergeront avant tout pour le financement des retraites, les soins de santé et d'autres allocations sociales fournies par les États. Les déficits de la balance des opérations courantes risquent donc de devenir insoutenables. Le PIB par habitant et la croissance économique en baisse

provoqueront des déséquilibres fiscaux. A ce stade les budgets publics auront été déjà marqués par les fardeaux de l'indice croissante de dépendance économique²² et des dérogations dans les systèmes des impôts et de l'ensemble des transferts gouvernementaux qui comportent : l'assurance-emploi, les prestations fiscales pour les enfants, la sécurité de la vieillesse, l'assistance sociale, les indemnités des accidents de travail et les allocations familiales. Les prédictions financières montrent que durant la période de 2000 à 2050 les charges associées à des dépenses de vieillesse varieront autour de 7 % du PIB. C'est particulièrement le cas de l'Espagne avec près de 8 % du PIB, l'Allemagne de 5 % et la France avec environ de 4 %. En 2050 l'UE des 25 dépensera 12,8 % de son revenu pour satisfaire les besoins de ses plus vieilles générations.

Les pensions de vieillesse et toutes les charges liées représenteront d'énormes dépenses pour les budgets publics. Leur financement par l'augmentation des taxes et des prélèvements dans le cadre des assiettes salariales déformerait le profil économique européen et son attraction et attirance pour les agents, et ainsi influencerait négativement la croissance économique. Ce ne sont donc pas seulement les aspects budgétaires qui sont menacés mais a priori toute l'économie nationale.

A cet égard, le vieillissement de la population n'anticipe donc pas que des déséquilibres démographiques, mais entraîne aussi des coûts considérables et des conséquences dévastatrices budgétaires. Les gouvernements se voient faire face à une problématique très difficile à résoudre. La question qui se pose est : « comment remanier et combiner les politiques macroéconomiques pour préserver les équilibres économiques et budgétaires en les adaptant aux défis du vieillissement démographique tout en combattant le chômage et en favorisant l'augmentation de l'offre de la main-d'œuvre sur les marchés du travail ? ». Il est essentiel de prendre de telles mesures qui préserveraient la viabilité de l'économie et la stabilité financière. Ces mesures exigeront également une réforme des systèmes de protection sociale et de soins de santé²³. Une

²² L'indice de dépendance économique, souvent calculée et présentée sous terme du rapport de dépendance économique désigne les paiements de transferts gouvernementaux par rapport au revenu d'emploi total. Institut de la statistique Québec.

http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil16/CRE/conditions_vie/rde.htm

²³ Ici – l'immigration pourrait contribuer à éloigner le délai obligatoire de transition vers un nouveau système.

exploitation efficace de l'utilisation des fonds publics joue cependant un rôle très important dans le financement des dispositions correctrices.

Si les dépenses obligatoirement effectuées par les gouvernements ne cessent de s'agrandir, les États seront obligés de trouver une compensation au niveau des recettes. Soit, ils épargnent plus, soit ils intègrent des ajustements dans la taxation. Néanmoins, des impôts plus grands auront des incidences négatives sur tous les agents concernés, ce qui se reflètera sur l'économie réelle. Il existe pourtant des taxes acceptables comme par exemple la taxe écologique. Elle ne représenterait pas cependant des recettes suffisantes. En plus, moins de personnes actives sur le marché contribuant par leurs impôts au budget constituera un autre facteur de décroissance pour les recettes de pays.

Les soins de santé deviendront aussi un fardeau très grave pour les finances publiques. Pour la majorité des pays, les dépenses engendrées par une plus grande nécessité des soins de santé représenteront une hausse de 1,5 à 2 % du PIB d'ici 2050. Sur le même plan, l'aide et l'assistance aux personnes âgées à long terme signifiera une augmentation des dépenses publiques de 0,5 à 1 % du PIB. Une autre question se pose dans ce domaine : « comment renforcer les systèmes de pension et d'assurance social pour pouvoir donner suite aux exigences des salariés, des retraités ainsi qu'à celles des employeurs ? ». Toute sorte d'imposition supplémentaire dans l'économie globale fortement mondialisée avec le commerce ouvert et le progrès technique prompt pourrait jouer un des rôles décisifs dans le choix des entreprises d'importance globale dans leur choix de destination de leurs investissements. Si l'Europe se voit diminuer les investissements directs en provenance de l'étranger, sa compétitivité sera très menacée. Il est donc recommandé de ne pas mettre d'obstacles au développement des marchés européens au profit du bien-être de la population âgée, car ceci pourrait avoir des effets pervers.

En ce qui concerne encore les pensions vieillesse, le gouvernement néerlandais s'étant rendu compte des bouleversements du système des pensions initiés par le vieillissement démographique, il a trouvé à partir de calculs statistiques que le nombre de retraités accru augmentera les dépenses publiques de 4,7 % du PIB actuels à 8,8 % en 2040²⁴.

²⁴ BOVENBERG, Lans. GRADUS, Raymond. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « Dutch policies towards ageing ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 271.

Les difficultés qui proviennent des systèmes de retraites ont déjà trouvé leurs remèdes dans certains pays développés sous formes de division partielle entre les secteurs public et privé. Les travailleurs sont obligés dans ces circonstances de cotiser eux-mêmes pour leur retraite. Une solution possible qui s'offre est de partiellement céder le fardeau des retraites et des charges sociales à des établissements financiers de secteur privé. Les gouvernements pourraient ainsi se dessaisir d'une partie des coûts liés à l'administration de réception et de répartition de cet argent et également d'une partie des allocations versées. L'avantage du secteur privé est aussi une professionnalisation et des rendements plus importants. D'autre part, il existe actuellement de nombreux outils pour prévenir les risques sur les marchés financiers. Cette approche constitue le système dit d'assistance tandis que la plupart de pays européens disposent des systèmes d'assurance. Il est cependant vrai que les gouvernements européens procèdent peu à peu à la coopération avec le secteur privé en matières des pensions vieillesse.

Sous tous les rapports, les gouvernements sont obligés de créer des politiques raisonnables pour garantir aux agents économiques un environnement d'entrepreneuriat stable et intéressant aux investissements. La cession d'activité de firmes au profit des marchés économiquement plus attractifs représente une menace sous forme d'une boule de neige où une altération provoque une autre. Cette théorie se justifie par le fait que si les grandes firmes quittent le territoire du pays et les petites entreprises sous-traitants faillissent, au niveau de l'augmentation du chômage et la baisse des recettes, la production nationale ne sera pas en mesure de satisfaire les besoins de ses indigènes à cette époque-ci déjà d'âge avancé, il faudra chercher les biens à l'extérieur. Ceci augmentera les importations et causera des déficits extérieurs. Les pays affronteraient donc des déséquilibres extérieurs ainsi qu'internes ce qui pourrait aller aussi loin que la baisse du rating du pays concerné par leurs agences de notation financière.

1.2.3 Marché du travail

Tous les changements pouvant se produire dans la structure de population font varier la balance entre les individus actifs et inactifs. Dans le cas du vieillissement, c'est la population active qui diminue par rapport aux inactifs et cela engendre de vastes pénuries sur le marché du travail. Les moins nombreux, les plus précieux pour le pays, les individus actifs seront pourtant très défavorisés car une plus grande partie de leurs revenus sera demandée par les inactifs. Le phénomène démographique de la population vieillissant peut donc initier une baisse de la production potentielle par habitant parce que personne ne voudra travailler plus et en même temps gagner réellement moins. D'autre part, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, un excédent d'emploi au nombre de personnes en âge de travailler est prévu. Le vieux continent à partir d'un certain moment rencontrera un manque substantiel au niveau de la demande de travail. En outre, le milieu professionnel européen se distingue très souvent par l'effet connu sous l'expression de « la séniorité » dans l'emploi qui désigne en l'occurrence une prééminence résultant de l'ancienneté. Et c'est un des facteurs qui le rendent rigide. A savoir, dans beaucoup d'entreprises présentes en Europe, les jeunes diplômés doivent débiter leur carrière sur des postes en-dessous de leur niveau de qualifications réel, avant d'espérer atteindre un niveau hiérarchique plus satisfaisant. Cette circonstance défavorable pourrait causer des expatriations de cadres-juniors bien formés et souvent hautement expérimentés. Les opportunités s'offrant dans les régions à un très fort potentiel, comme par exemple la Chine, l'Inde, mais aussi les pays d'Amérique latine, constituent des possibilités améliorées de bénéficier de plus grandes responsabilités au sein de la direction. Il est donc temps d'adopter des politiques d'emploi à l'égard des jeunes diplômés afin de limiter le phénomène de « la fuite des cerveaux » du marché du travail de l'Union européenne.

Plusieurs politiques correctrices s'offrent pour améliorer la situation ; des instruments fiscaux aux actions directes sur les emplois et employés. Si les gouvernements agissent sur la fiscalité, ils ont deux possibilités : soit d'imposer plus les entreprises et sociétés soit les impôts sur les plus hauts revenus. Les deux cas se réfléchiront sur la cession de l'activité des agents économiques et le retrait des firmes du marché européen. Si les firmes s'en retirent, le chômage augmentera et il y aura un déséquilibre accru entre les

individus actifs et inactifs. Dans ces conditions, il pourrait arriver la situation où une grand-mère prête de l'argent épargné de sa retraite à son petit-fils qui a perdu du travail. D'autre part, si on éloigne l'âge de retraite pour avoir plus de travailleurs et que l'on incite les firmes à embaucher des personnes plus âgées que jusqu'alors, cela pourrait représenter des charges supplémentaires pour les employeurs. En effet, les employés en âge avancé ont une productivité plus basse que leurs jeunes collègues. Elle se traduit aussi par le ralentissement de l'activité vitale, dans la vie privée ainsi que dans la vie professionnelle, dû au vieillissement. Les domaines les plus problématiques pour les travailleurs âgés sont ceux qui nécessitent le travail manuel, une vitesse, ou une grande quantité d'informations à mémoriser. Mais en même temps ils demandent des salaires supérieurs car ils disposent des meilleurs parcours professionnels. Ces coûts de travail disproportionnés seront pour les firmes insupportables, et elles ne pourront que se retirer du marché intérieur européen au profit des pays offrant des conditions plus avantageuses. Étant donnée que l'espérance de vie incessamment croît, une prolongation de la vie professionnelle paraît être inévitable. Il faut convaincre le plus grand nombre de la population active capable de travailler à s'engager de manière active sur le marché du travail. Les politiques nécessitent donc de combiner le mieux possible et avec prudence la stratégie de l'éloignement de l'âge de retraite et de la participation des individus en âge avancé.

Il est nécessaire d'assurer l'accroissement des emplois soutenables de haute qualification et d'encourager l'offre d'emploi sur le marché du travail. Pour pouvoir l'atteindre, un surplus d'investissements dans l'amélioration du niveau de l'éducation et de la formation est donc important. Et afin de répondre à la concurrence globale, les marchés nationaux seront obligés d'incorporer dans leurs fonctionnements de nouvelles exigences et valeurs. Les facteurs dominants sur le marché du travail global seront la qualité du capital humain, la productivité de la main-d'œuvre et la réglementation qu'emploient les gouvernements nationaux. Conformément à la situation marquée par les changements démographiques l'Europe devrait essayer de se positionner en faveur du premier et du troisième cités précédemment. Dans le cadre du perfectionnement de la qualité de la main-d'œuvre européenne, il faudra qu'un plus grand capital soit versé par les gouvernements nationaux et institutions européennes pour l'éducation. En plus, les États devront s'engager pour l'encouragement dans le premier temps de la flexibilité de la main-d'œuvre, consistant en une meilleure mobilité des travailleurs et leur volonté

d'accepter de nouvelles formes de contrats de travail, et aussi pour la sécurité des employés. En reliant ces deux approches le marché soutient le phénomène de la soi-disant « flexicurité »²⁵.

En ce qui concerne les salaires, leur évolution pourrait positivement contribuer à stabiliser les défis macroéconomiques. « ..., il importe que les hausses des salaires réels soient en phase avec le taux sous-jacent d'accroissement de la productivité à moyen terme et qu'elles soient compatibles avec un taux de rentabilité permettant des investissements capables de renforcer la productivité, les capacités et l'emploi »²⁶. Cette théorie ne peut néanmoins être appliquée de manière soutenable qu'à moyen terme. Pour éliminer les impacts négatifs du vieillissement de la population européenne, il faudra adopter une vraie politique avec des orientations adéquates à la gravité de la problématique. Une politique qui permettrait d'accroître la productivité de la main-d'œuvre à un niveau ajusté aux coûts d'emploi à payer par les entreprises pourrait contribuer à maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union européenne. Vu les circonstances de la participation d'argent²⁷ qui probablement provoquera une baisse de la productivité moyenne sur le marché du travail de l'Union européenne, une politique harmonisant le niveau de salaires aux coûts unitaires de la main-d'œuvre dans les présentes conditions semble très difficile voire impossible à mettre en place pour certains pays .

Afin d'améliorer les conditions sur le marché du travail au profit de tous les acteurs, les politiques macroéconomiques auront la mission d'assurer la création d'emplois cousus sur mesure pour la population active tout en mettant l'accent sur la productivité. De toute façon, les évolutions des salaires nominaux doivent rester compatibles avec la productivité de travail. Une des priorités des États passera donc par des investissements accrus dans l'éducation nationale comme réaction à la baisse du nombre des européens en âge de travailler. Les établissements d'enseignement européens auront confiés la mission de former les travailleurs disposant des connaissances et savoir-faire

²⁵ Flexicurité désigne une nouvelle approche de la régulation du marché du travail dont le but est de trouver un compromis entre la flexibilité et les besoins des employés afin d'atteindre l'objectif de la situation de gagnant-gagnant. <http://www.flexicurity.org/flexicurite-EN.html>

²⁶ Recommandation du Conseil du 14 mai 2008 concernant les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres de la Communauté (2008-2010) (2008/390/CE). Section A, A.1., ligne directrice no 3., paragraphe 4.

²⁷ Participation d'argent est un terme technique qui désigne une grande part des personnes en âge avancé dans la population active.

correspondant à ceux que cherchent les entreprises mondialisées. En même temps, les demandeurs d'emploi européens doivent être très flexibles.

Dans les années à venir des millions de jeunes travailleurs, des pays comme la Chine et l'Inde, très motivés, enthousiastes, pleins d'énergie et avec des parcours pédagogiques extrêmement intéressants rejoindront le marché du travail global. Si l'Europe n'adopte pas de nouvelles orientations dans ses sociétés, le bien-être et la prospérité sociale et économique qu'elle connaît depuis des siècles pourraient s'approcher de leur fin. La productivité combinée avec la qualité de la main-d'œuvre reprennent au fur et à mesure le rôle principal dans la concurrence des marchés du travail au niveau mondial et deviennent des facteurs dominants de la procédure d'embauche dans la fonction des ressources humaines de nombreuses entreprises.

1.2.4 Remèdes possibles

Tous les pays européens ont pris conscience des problèmes issus des changements démographiques dans les sociétés développées. La nature des approches et attitudes adoptées varie d'un pays à l'autre. Dans la majorité des cas, elles reposent sur les axes principaux suivants :

Une réorganisation de l'économie nationale et notamment du marché du travail. Les pays entreprennent des démarches pour privilégier certains secteurs opportuns et favorables à la nouvelle structure de la main-d'œuvre européenne, c'est-à-dire, en âge avancé. Les politiques soutiennent en l'occurrence les secteurs de recherche, d'innovation, de connaissance où le travail physique n'est que latéral pour pouvoir intégrer la main-d'œuvre soi-disant « d'argent ». Elles cherchent également à rendre possible la création des positions à temps partiel pour que les femmes puissent travailler ainsi que s'occuper de leurs enfants, puis de former les travailleurs flexibles et garantir une sécurité du travail accrue. Malgré le fait qu'il s'agisse d'une solution raisonnable qui risque d'aboutir, une réorganisation bouleversante dans une économie développée est dans la majorité des cas un acte qui demande beaucoup de temps. Il s'agira néanmoins des évolutions se produisant parallèlement aux changements démographiques. Les économies et les politiques

structurelles seront contraintes à s'adapter soit à des besoins de générations de retraités soit à des biens et services demandés par les intérêts et coutumes des immigrants, mais dans la quasi-totalité des cas aux deux.

L'encouragement des nationaux à devenir plus actifs et à changer de valeurs en faveur des familles. Dans le cadre de cette stratégie, les gouvernements augmentent des allocations familiales, introduisent des avantages pour les familles nombreuses dans la société etc. Cette tentative de mieux coordonner le taux de fécondité représente de grandes charges et l'objectif est très difficile à atteindre. Pour arriver à une croissance de naissances suffisante et surtout soutenable dans le pays, il faudrait une longue durée de plusieurs générations et le succès n'est pas forcément garanti.

L'ouverture des frontières nationales, ou communautaires, aux ressortissants des pays tiers qui veulent s'expatrier afin de pouvoir s'installer pour toujours dans un autre pays. L'immigration peut servir comme un remède contribuant au maintien d'une ampleur de population nécessaire pour une société équilibrée. Une telle approche s'appelle « la Migration de renouvellement ».

Les gouvernements européens combinent, dans la création de leurs politiques les trois grands instruments cités précédemment, plus ou moins. Ce présent travail met un accent particulier la stratégie de gestion des flux migratoires.

A partir de la brève description ci-dessus, l'immigration se présente comme une des solutions les plus convenables pour la lutte contre les influences négatives du vieillissement de la population. Elle peut contribuer à stabiliser le marché du travail et répondre à son besoin du facteur de production humain. Il s'agit d'un outil pour garantir une bonne voie vers une prospérité économique européenne. Malgré les nombreuses tentatives d'adopter une attitude ou approche commune au niveau européen, telles que des livres verts publiés par la Commission européenne, des projets et programmes sectoriels ou sociaux, une action commune d'impact universel pour résoudre la problématique de l'immigration n'a pas été encore retenue. Chaque État procède l'immigration selon ses propres bonnes pratiques.

Les opposants de l'immigration accélérée en Europe²⁸ raisonnent sur l'adaptation des migrants à des conditions et valeurs dans la société qui les accueille. Selon leurs théories, les étrangers arrivant en Europe d'un pays au taux de fécondité supérieur à celui de l'Union européenne, sont fortement encouragés par les exigences de la société civile européenne actuelle à s'habituer aux modes de vie locaux. Le marché du travail européen nécessiterait dans les années à venir plus ou moins 100 millions de travailleurs supplémentaires dans les conditions d'évolution actuelles. Mais ce grand nombre bouleverserait les milieux culturels et religieux de l'Europe et représenterait une forte concurrence pour la main-d'œuvre locale²⁹. D'un autre côté, les défenseurs de l'immigration argumentent que même si les immigrants suite à des impulsions de leurs nouveaux concitoyens européens décident d'avoir moins d'enfants, leurs familles dépassent en nombre celles des européens. En général, les migrants cherchant du travail contribuent largement à la production nationale ainsi qu'au système de sécurité sociale du pays d'accueil.

Concernant l'immigration extérieure de l'Union européenne, la majorité des experts trouvent d'ailleurs un point sur lequel ils se mettent d'accord : une fois l'immigration approuvée comme indispensable pour le futur de l'Europe elle doit être profondément travaillée et bien gérée, monitorée et évaluée. Une politique commune d'immigration qui déterminerait le volume, l'origine, le but et les objectifs des immigrants doit être mise en action. Une immigration spontanée et illimitée n'est pas ce dont l'Union européenne a besoin³⁰.

Et pendant que les zones géographiques développées comme le Canada ou les États-Unis attirent les étrangers à rejoindre leurs économies pour pouvoir garantir une évolution saine de leurs populations, l'Europe vieillit de 2,5 mois chaque année. Une réaction est donc très urgente. Une restructuration des économies nationales serait une démarche dont la mise en œuvre nécessiterait une très longue période, l'ouverture des frontières de l'Union européenne semble probablement être une solution réunissant la vitesse et les rendements presque à atteindre en une courte période. Selon les données

²⁸ Ici, les opposants sont des hommes politiques, des chercheurs et d'autres professionnels. Ne sont pas considérées les opinions publiques ou des groupes rasistes.

²⁹ STAUNER, Gabriele. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « The future of social security systems and demographic change ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 204.

³⁰ FASSLABEND, Werner. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « Demography is Europe's chance ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 166.

prévisionnelles modérées d'Eurostat, à peu près 40 millions de personnes vont s'expatrier et émigrer vers l'Union européenne d'ici 2050. La croissance nette de la population européenne en 2060 sera seulement de 10 millions d'habitants³¹. Or, ces prévisions optimistes se basent sur la condition que l'Europe accueillera approximativement 60 millions de nouveaux migrants à l'horizon 2060. Autrement, elle diminuera de 50 millions d'habitants ; notamment à cause du manque de jeunes gens en Allemagne, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni.

Un problème se révèle cependant : certains pays ne sont pas en mesure de pouvoir intégrer d'avantage d'immigrants dans leurs marchés et communautés car il y a des limites qui ne le leur permettraient pas. Ce sont en particulier les cas exemplaires d'une part des Pays-Bas qui arrangent encore à l'heure actuelle les incidences de vastes vagues d'immigration s'étant tenues au cours des années 1970, et d'autre part de Malte qui est limitée de manière géopolitique.

³¹ GOLDSTONE, Jack A.. *European View : The Challenges of Ageing Europe*; « Europe's brave new world: security implications of global population changes, 2007-2050 ». Bruxelles : Springer, 2008. Page 324.

Immigration aux restrictions raisonnables

L'Union européenne se rendant compte des évolutions démographiques terrifiantes auxquelles tous ses États membres bientôt feront face, elle mène des actions de plus en plus fréquentes dans les questions d'asile et d'immigration sur son territoire. Dans ce domaine délicat, elle est représentée par Monsieur Jacques Barrot, membre et vice-président de la Commission européenne chargé des questions de Justice, Liberté et Sécurité. Les États membres demandent aux institutions d'adopter un pacte européen et de définir une stratégie européenne commune dans ce domaine d'immigration et d'asile. En novembre 2008, le Parlement européen a adopté un projet dont le sujet est la création des « cartes bleues³² » qui légalisent les séjours des immigrants soumis à conditions et réglementations plus détaillées sur les territoires de l'Union européenne. Les hommes politiques européens se sont inspirés de leurs collègues américains qui avaient inventé un système semblable de permis dits « cartes vertes ». Des démarches communes définies au niveau européen et de coopération nationale et interrégionale se manifestent cependant comme indispensables pour pouvoir coordonner les politiques le mieux possible afin d'atteindre les objectifs désirés en ce qui concerne l'immigration. Dans un cas contraire, une mauvaise gestion et de grands flux de migrants illimités et anarchiques pourraient susciter l'approfondissement de la crise démographique qui se développe peu à peu et risque véritablement d'éclater dans tous ses aspects au cours de la deuxième moitié du XXI^{ème} siècle.

Il y a néanmoins certains pays qui mettent des obstacles à une politique commune d'immigration à cause de la crise économique qui a été à l'origine de la hausse du chômage et de la baisse de croissance économique. Ces derniers doivent pourtant prendre en considération les aspects positifs des immigrants en provenance des pays tiers en raison du développement durable de populations. L'Europe doit penser à ses besoins de compenser les manques de citoyens à venir ce qu'elle pourrait faire en accueillant des personnes persécutées ou en recherche des meilleures conditions pour vivre. Une harmonisation de la procédure des demandes d'asile commune porterait ainsi ses fruits tant qu'une tactique et qu'une aide aux pays qui sont submergés par les flots

³² Adopté le 4 novembre 2008 par la commission parlementaire des libertés civiles. <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?language=FR&type=IM-PRESS&reference=20081013STO39205>

d'immigrants qui arrivent sur leurs côtes de la Méditerranée, à citer parmi les plus touchées par les vagues d'immigrants qui ne cessent d'augmenter la Grèce, l'Italie, l'Espagne et Malte.

Il est important d'assurer que l'immigration vers l'Union européenne soit stable afin d'éviter des problèmes pouvant se produire comme résultat des changements dans la structure de sociétés. Mais d'un autre côté l'Europe et plus particulièrement les pays de superficie plus restreinte représentent des restrictions territoriales. Les gouvernements nationaux, avec les institutions européennes dans l'élaboration des politiques communes sur les migrations en provenance des pays tiers, doivent prendre en compte les barrières potentielles et incorporer des limites quantitatives et qualitatives dans les lignes des textes du droit communautaire. Cette hypothèse concerne notamment le cas de la République de Malte.

PARTIE II

IMMIGRATION INDESIRABLE AINSI QU'INDISPENSABLE

2.1 Immigration indésirable

Malte, État insulaire, est un des pays membres benjamins de l'Union européenne qui est entré dans la Communauté en 2004 dans la cadre d'un plus grand élargissement dans son histoire depuis sa création vers l'Est et vers le Sud de l'Europe. Malte se compose de sept îles situées dans la mer Méditerranée dont seules les trois plus grandes sont habitées de manière permanente : Malte, Goyo et Comino. Il s'agit géographiquement du point de l'Union européenne situé le plus au Sud, très proche de l'Afrique. Cette ancienne colonie britannique se trouve à 93 kilomètres de la Sicile, 288 de la Tunisie et à 340 km au nord de la Libye. Concernant les frontières maritimes, ses pays voisins sont : l'Italie, la Grèce, l'Albanie, la Tunisie et la Libye. Par sa grandeur Malte correspond à peu près à la superficie de la capitale italienne, Rome. Sa position explique que Malte connaît depuis une vingtaine d'années des vagues d'immigration parfois très importantes.

Avec une population de presque 414 000 habitants étendus sur la superficie de 316 km², Malte est le plus petit pays de l'Union européenne mais avec une position très stratégique. La population se caractérise par un taux important d'urbanisation³³ et d'une des plus grandes densités du monde. Sa densité absolue s'élève à 1310 habitant/km². L'âge moyen de 39 ans correspond par à la moyenne absolue de l'Union européenne. Suivant une forte émigration dans les années passées, on peut trouver des ressortissants maltais installés dans d'autres pays du monde dont les plus importants sont l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni ou la France. Par contre, près de onze mille

³³ Le pourcentage de la population urbaine est de 94,26 %.

étrangers se sont installés à Malte³⁴. Par conséquent, 2,66 % des résidents composant la société maltaise actuelle y vivent conformément à la loi. En revanche, 1,3 % des personnes installées sur le territoire y sont arrivées clandestinement sans aucune autorisation. Une telle immigration se conjugue dans la terminologie technique internationale spécialisée sous le titre de « immigration irrégulière » ou bien « immigration illégale »³⁵.

³⁴ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/malte_230/presentation-malte_1400/geographie_8690.html

³⁵ Les deux notions évoquent de nombreux débats sur leurs exactitude et correction au niveau social et de droits. Même les hommes politiques et les représentants de la société civile de Malte ne se mettent d'accord sur la terminologie. Par exemple le Président de la République de Malte soutient le terme de « l'immigration irrégulière » et le leader du Parti travailliste Dr Joseph Muscat défend l'autre.

2.1.1 Origines des vagues d'arrivées d'étrangers

Selon les études de UNHCR³⁶ dans les pays de l'Europe du Sud, les demandes d'asile ont augmenté de 20 % entre les années 2007 et 2008. Au cours de la première moitié de l'année 2009, leur nombre s'est encore élevé de 13 % par rapport à la même période en 2008. Le UNHCR constate que Malte est un des pays qui se retrouvent sous une pression extraordinaire dans ce domaine. L'immigration irrégulière est une affaire qui a récemment pénétrée la société maltaise et elle a bouleversé l'opinion publique. En fait, c'est un nouveau phénomène que Malte connaît depuis 2002. Depuis cette année fatale, le nombre accru de migrants arrivant sur l'île est devenu une des principales préoccupations socio-culturelles du pays.

Pour l'exprimer en chiffres, du début de 2002 à la fin du 3ème trimestre de 2009, 13 355 personnes ont débarquées sur la côte de Malte. Si toutes étaient restées sur l'île et s'étaient intégrées dans la société maltaise, ils auraient agrandi la population locale de 3,23 % et auraient former 3,13 % des citoyens maltais. Les régions d'où la majorité des immigrants proviennent sont : l'Afrique de l'Ouest (surtout le Niger) et les pays de la Corne de l'Afrique (le Soudan, l'Érythrée, l'Éthiopie et le Tchad)³⁷. Puisque les frontières maritimes de la mer Méditerranée de l'Ouest sont presque impossible à franchir, les ressortissants des deux zones géographiques ont tendance à passer par la Libye pour accéder à l'Europe en traversant la mer en bateaux de pêche. Pour la majeure partie des immigrants qui se retrouvent à Malte, il ne s'agit pas de la destination cible. Soit ils y arrivent par hasard, soit volontairement avec l'intention de continuer leur voyage plus vers l'Europe continentale, ou encore comme ils sont repêchés en mer dans le cadre des missions de sauvetage par les Forces Armées de Malte qui opèrent dans leurs eaux territoriales. Les bateaux pénétrant clandestinement les frontières maritimes de l'Union européenne se dirigent vers l'Europe continentale, particulièrement l'Italie et son île de Lampedusa située aux abords du continent africain.

Les 80 % de personnes arrivant de l'immigration irrégulière ou illégale demandent l'asile aux autorités maltaises. 60 % d'eux le reçoivent soit sous forme d'une protection

³⁶ UNHCR est une abbréviation anglaise qui désigne « Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ». (United Nations High Commissioner for Refugees).

³⁷ Les attributions de la protection humanitaire ou statutaire aux demandeurs d'asile à Malte en 2008 : la Somalie 1 120 (79,3 %), l'Érythrée 260 (18,5 %), le Soudan 15 (1 %).

humanitaire ou directement le statut de réfugiés selon les conventions internationales. En général, comme déjà mentionné ci-dessus, les immigrants visent l'Italie, quand les Forces Armées de Malte les sauvent, ils sont déçus et mécontents. Cette tendance se renforce par le nombre de personnes qui sont débarquées sur la côte de l'Italie par bateau : 30 000 durant les 10 premiers mois de 2008 par rapport aux 19 900 à la même époque l'année précédente. Pour l'Espagne ce nombre a été de 10 700. La Grèce et ses îles et îlots sont devenus des cibles pour 15 000 immigrants de janvier à juillet 2008.

Il y a pourtant beaucoup d'expatriés qui n'ont jamais eu l'occasion de voir les côtes de l'Europe car ils se sont noyés dans la mer Méditerranée. Les bateaux sur lesquels ils embarquent sont construits avec des matériaux peu coûteux afin que les trafiquants qui les leur mettent à disposition aient les plus grands gains possibles. Beaucoup de ces bateaux coulent ce qui cause d'énormes pertes de vies. Une telle barque de taille moyenne peut transporter à peu près 200 expatriés qui passent le voyage de quelques jours debout³⁸. Plusieurs fois, une flottille de deux ou trois barques sont larguées ensemble. Mais quand les Forces Armées les découvrent en mer il n'en reste souvent qu'une. Si une barque se renverse près des côtes de Malte, les jours d'après, la marée haute rejette des cadavres.

Les missions de sauvetage se traduisent par de grands obstacles posés par les personnes en bateaux. En effet, les migrants ne désirent pas être sauvés parce qu'un sauvetage par les soldats de la marine maltaise signifie l'échec juste aux portes du but à atteindre – la côte continentale d'Europe. Selon la loi internationale³⁹, les demandes d'asile doivent être déposées auprès des administrations du pays dont les frontières ont été franchies en première par les migrants. Le document rend ainsi impossible les départs libres des immigrants du territoire des îles. Les marins des Forces Armées sont donc obligés de suivre les bateaux de migrants et communiquer avec eux sans l'utilisation d'aucun moyen de communication moderne jusqu'à ce que la situation devienne insupportable et

³⁸ Pour un tel voyage « les passagers » paient environ 100 dollars américains, le prix dépend néanmoins de la décision des trafiquants qui le souvent modifient même le jour du départ et si les immigrants ne sont pas en mesure de payer une telle somme ils sont victimes de nombreux actes de violence dont témoignent les interrogatoires de ceux qui ont survécu.

³⁹ Le règlement Dublin II : Règlement (CE) no343/2003 du Conseil du 18 février 2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers. http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/free_movement_of_persons_asylum_migration/l33153_fr.htm

la frustration des personnes sur les bateaux les pousse à se laisser sauver. En retournant un peu dans le passé, on peut retrouver les données disant qu'en 2002, l'Armée a « recueilli » 466 sur le nombre total de 1 686 personnes étrangères arrivées à Malte illégalement. Avec l'augmentation du nombre des migrants qui traversent la mer Méditerranée, les Forces Armées maltaises sont contraintes d'affronter de graves défis et difficultés reposant avant tout sur les besoins de matériel de logistique et de personnel. L'emploi des ressources militaires a d'énormes impacts sur le développement organisationnel des troupes. Presque 90 % du temps de travail est consacré à la recherche et au sauvetage, le temps restant ne suffit pas pour l'exécution des autres obligations comme les entraînements en bases militaires, la protection de la pêche.

En 2002 quand le nombre de nouveaux arrivés a dépassé pour la première fois dans l'histoire le seuil de 1 000 personnes, les maltais ont commencé à s'inquiéter. Pour le petit archipel, les centaines d'immigrants des années précédentes avaient déjà représenté un énorme fardeau. En raisonnant sur les valeurs absolues en nombre d'immigrants parmi les Etats les plus touchés par les flux migratoires de l'Union européenne se classent la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Suède et l'Allemagne. Il y a plus d'une centaine de milliers de demandes déposées par un dans ces pays. Mais si l'on considère la proportion du nombre des demandes avec celle des habitants du pays, Malte avec ses 6 demandeurs d'asile par 1 000 habitants occupe la position la plus terrifiante à cet égard. Le premier janvier 2009, il vivait à Malte 4 834⁴⁰ immigrants non européens issus de milieu précaire, dont 4 331 réfugiés, 503 demandeurs d'asile, soit 12 étrangers illégitimes sur l'île pour 1 000 habitants. Cela représente le même ratio que si l'Allemagne accueillait presque un million de chercheurs d'asile dans des centres spéciaux.

Selon les informations les plus récentes, quelques 4 700 migrants vivent à Malte et encore 250 autres se trouvent dans des camps de détention fermés⁴¹.

⁴⁰ Statistiques du Bureau du Haut Commissaire aux réfugiés des Nations Unies en Malte. www.unhcr.org

⁴¹ L'information communiquée par M Julian Micallef, assistant du département de la direction des affaires de Nationaux des pays tiers, le Ministère de la Justice et de l'Intérieur. Courrier électronique du 8 mars 2010.

2.1.2 Procédure spécifique des demandeurs d'asile

Les migrants qui se retrouvent sur l'île de manière clandestine sont obligés de faire une demande d'asile dès qu'ils arrivent. Ignorant leur situation, les pouvoirs publics les placent tous en centres fermés où se tiennent les premiers entretiens sous forme d'interview-interrogatoire. Une fois les demandes d'asile faites par les étrangers illégalement entrés sur le territoire de Malte, elles doivent être présentées au Commissaire aux réfugiés⁴², dont le service est directement soumis au Ministère de la Justice et de l'Intérieur. S'ensuit le traitement des dossiers composé de plusieurs étapes et mené par l'Office du Commissaire aux réfugiés qui à la fin de l'enquête et a posteriori décide sur le statut de solliciteurs. Celle-ci peut durer jusqu'à 18 mois. Mais ce n'est pas la bureaucratie qui pèse sur la procédure. En effet, le travail du personnel de l'Office se heurte à des difficultés comme par exemple : le nombre croissant de demandes d'asile, les tentatives de tromperies et les déclarations frauduleuses, la documentation quasi inexistante, l'âge de mineurs prétendu, les barrières linguistiques et de communication, les mauvaises relations avec les pays de l'origine des immigrants, de divers dangers de contracter des maladies graves, etc. Généralement la longue durée de cette étape se justifie donc par le fait que les étrangers arrivent sur l'île sans documents⁴³ et l'enquête qui est mise en place doit découvrir à travers de nombreuses interrogations et recherche d'informations⁴⁴ les données sur la personne demandant l'asile indispensables pour pouvoir faire des conclusions sur le statut. A la fin de l'enquête, les demandeurs reçoivent une réponse de l'Office soit refusant leur demande, soit accordant un des statuts suivants : réfugié, protection humanitaire et protection solidaire temporaire⁴⁵.

⁴² Au moment de la rédaction du présent travail, le poste du Commissaire aux réfugiés de Malte était occupé par Monsieur Mario G. Friggieri.

⁴³ Ou ils les jettent dans la mer quand ils voient les Forces Armées.

⁴⁴ Pour ces démarches l'Office du Commissaire aux réfugiés se sert des services des interprètes et utilise de bonnes pratiques pour dresser le projet d'interrogations. Certains migrants tentent de mentir sur leur origine avec l'intention d'être octroyer le statut de réfugié proposant au titulaire de nombreux avantages aux pays d'accueil.

⁴⁵ La loi sur l'asile définie dans la convention de Genève de 1951, puis du protocole de New York en 1971. Le cadre juridique dans le domaine d'asile étant très ample et n'étant pas sujet de ce travail ne peut pas être développé plus en détail dans ce mémoire.

A la fin de l'année 2009, le nombre annuel de demandes soumises à l'Office du Commissaire aux réfugiés s'est arrêté à 2 337. Au total, entre les années 2002 et 2009 10 851 de demandes d'asile ont été faites. Comparé aux autres pays de l'Union européenne, presque 6 demandes pour 1 000 habitants place Malte au premier rang dans l'UE en ce qui concerne le rapport entre les demandes d'asile et la population du pays accueillant. Seuls 5 autres pays reçoivent annuellement plus qu'une demande d'asile par 1 000 habitants⁴⁶, parmi eux le gagnant est la Suède avec 2,54 demandes. De l'ensemble des demandes soumises entre les années 2002 et 2009, 41 % ont été rejetées, 52,5 % ont gagné le droit à la protection humanitaire ou protection temporaire et seulement 2,2 % ont reçu le statut de réfugiés⁴⁷. Malte est donc avec les 52,5 % de demandeurs dont le dossier a eu la réponse positive le pays avec le nombre de protections humanitaires et temporaires le plus grand à l'échelle européenne. Les personnes ayant reçu une réponse positive de la part de l'Office du Commissaire aux réfugiés restent souvent sur l'île parce que Malte n'a pas signé de conventions bilatérales de rapatriements avec la majorité des pays dont les réfugiés statutaires ou humanitaires viennent. C'est notamment avec la Libye d'où ils partent et prennent la mer.

La problématique devient encore plus grave quand il émerge des pressions internationales critiquant les disfonctionnements de la procédure d'asile qui consistent dans les approches des autorités de Malte par rapport à la protection des droits de l'homme et des intérêts nationaux du pays. Le pays est donc obligé de se plonger profondément dans la problématique qui devient de plus en plus difficile et démonstrative. L'ouverture récente du Bureau du Haut Commissaire pour les Réfugiés des Nations Unies (UNHRC) dans la capitale de La Valette en est la preuve. Le contenu principal de son travail consiste à monitorer la situation, aider les migrants et défendre leurs droits. Le pays ne dispose pas d'infrastructure satisfaisante pour accueillir ces masses de migrants. On les place tous en détention administrative, même si il y a des demandeurs d'asile parmi eux, ils deviennent tous titulaires d'une épithète officielle : « illégal ». Ces placements systématiques des sans papiers en centres fermés selon les critères d'âge, de sexe, d'ethnique, d'origine de situation familiale et d'état physique et

⁴⁶ La Grèce de 1,45; la Finlande de 1,02; la Belgique de 1,71; l'Autriche de 1,86. A voir la liste complète dans le tableau Nombre de demandes d'asile annuel dans l'UE 27, du 3ème trimestre 2008 au 3ème trimestre 2009 en annexes.

⁴⁷ Pour la liste complète à voir le le Tableau 15 : « Nombre de demandes d'asile à Malte » en annexes.

psychique soulèvent donc des objections au niveau international. Les détenus sont dans la majorité des cas frustrés. Ils ont échappé à des conditions pitoyables et misérables qu'ils avaient dans leurs pays et ont fini comme prisonniers⁴⁸. Le Commissaire aux réfugiés de Malte et son équipe expriment malgré tout l'intention de rendre la procédure d'examen plus effective et raccourcir ainsi sa durée à seulement 6 mois⁴⁹. En ce qui concerne les mineurs non accompagnés et les femmes avec des enfants, une exception aux centres fermés s'applique car on leur met à disposition un hébergement spécial.

Concernant les centres de détention fermés, seulement quelques personnes non étatiques sont autorisées à y entrer : avocats, représentants d'ONG ou organisations religieuses. En période de grandes vagues d'immigrants inattendues la situation exigeait une réaction immédiate, les migrants ont été donc mis dans les camps avec des tentes provisoires aménagés. Aujourd'hui, il existe plusieurs centres fermés à Malte pour pouvoir séparer les immigrants des tribus ou nations adversaires, pour diviser les femmes, enfants, familles, mineurs des majeurs. Ces camps de détention fermés sont souvent sujets à de nombreuses critiques révélant le surpeuplement et un phénomène appelé la ghettosation. Les gens sont très souvent frustrés par les conditions de détention et commettent alors des actes violents : endommagements des baraques et leurs équipements, agressions physiques entre eux, grèves de la faim, tentatives de suicide ou d'évasion. Ce comportement dû au désespoir auquel les immigrants doivent faire face cause aussi beaucoup de problèmes de nature psychologique. Ils ont entrepris un très long voyage extrêmement coûteux et ont failli mourir en mer ; tout cela pour être enfermés dans un camp sur le territoire où ils ne veulent pas rester. La mise en place de mesures de sécurité exige donc l'implication de policiers et soldats qui assurent la surveillance.

Parallèlement à ces camps de détention fermés, qui ont été de 5 à l'époque d'une forte augmentation de demandeurs d'asile en 2002⁵⁰, le gouvernement maltais a fait

⁴⁸ La loi appliquée dans mouvements migratoires au niveau international depuis 2002 décriminalise le fait de pénétrer le territoire d'un autre pays sans titre. La procédure employée à Malte est donc considérée comme violence de loi. Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Rapport n°403, septembre 2004, Enfermer les étrangers, dissuader les réfugiés : le contrôle des flux migratoires à Malte.

⁴⁹ Cette idée a été présentée par le Commissaire aux réfugiés au début du mois de mai 2009 quand Malte comptait 758 nouveaux arrivés depuis le 1er janvier 2009. Ce nombre s'est néanmoins arrêté au seuil de 2 337 à la fin de l'année.

⁵⁰ Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme.

construire des centres de nature opposée que l'on appelle « les centres ouverts ». Et c'est là-bas où s'installe la très grande majorité des détenus libérés des centres fermés. Le nombre⁵¹ et la composition des « locataires » dans ce type d'établissements varient selon la nature des camps. Il y a des centres pour familles, pour les célibataires, pour les hommes, pour les femmes, etc. La séparation se fait pour garantir la meilleure sécurité possible et pour empêcher tous conflits pouvant se produire entre les différentes groupes ethniques. Dans les centres ouverts, les immigrants ont la possibilité de créer leurs propres commerces et restaurants avec des produits pour les concitoyens. De plus, la direction des centres ouverts et fermés assure des formations et cours de langues et de TIC. L'éducation dans les centres pour les migrants est fortement soutenue par les pouvoirs publics. Elle ne se concentre toutefois qu'aux adultes. Les spécialistes en psychologie recommande l'adoption d'un système éducatif aussi pour les mineurs. Vu les critères linguistiques, ils ne sont pas en mesure de fréquenter les établissements de l'enseignement public maltais parce que les cours s'y déroulent principalement en maltais⁵². Les psychologues conseillent le gouvernement à faire plus pour l'intégration des mineurs à travers des activités sportives et socio-culturelles partagées avec la jeunesse locale. Ainsi, ils pourront contribuer à la création future de la main-d'œuvre pour Malte.

Tandis que la presse maltaise parle plutôt des aspects négatifs que les migrants entrés illégalement sur le territoire causent, les journaux étrangers traitent de sujets sur les conditions des « détenus étrangers » dans les centres de détention et critiquent les autorités maltaises pour leur procédés par rapport aux demandeurs d'asile. Elles se défendent en notant qu'en raison de l'accroissement du nombre des immigrants arrivant sur l'île, il ne s'offre pas d'autres possibilités d'action que celle de considérer au départ tous les migrants comme étant illégaux. Mais cette approche s'explique aussi par une justification de sécurité. A savoir, les immigrants libres sur le territoire pourraient être objets de diverses agressions de la part des indigènes, mais aussi certains étrangers illégaux souffrant de maladies graves, leur détention et surveillance contribuent à une protection de tous. D'autre part, si les migrants étaient libres dès leur arrivée sur l'archipel ceci aurait des conséquences perturbantes sur le marché du travail et dans le

⁵¹ Les nombres d'immigrants logés dans les centres ouverts oscillent des dizaines à des centaines.

⁵² La langue maltaise est très proche de l'arabe; les migrants venant des pays arabes se l'approprient assez vite.

secteur d'hébergement. Alors que dans tous les pays les flux migratoires de l'extérieur soient, ou bientôt seront, bienvenus, Malte ne les désire pas.

2.1.3 Situation sans issue

Malte, en tant que pays indépendant et souverain, doit trouver un équilibre entre ses obligations au niveau mondial et ses actions et intérêts. Il faut donc harmoniser la protection des droits de l'homme et la sécurité des citoyens indigènes de la République.

Malgré toutes les tentatives tendant à rendre le système d'immigration actuel à Malte plus efficace et plus performant, un problème d'importance essentielle à tout moment demeure : la grandeur du pays n'est pas illimitée. Et comme il s'agit d'une île, l'économie nationale a également ses limites. Le pays est caractérisé par sa grande densité et comme le revenu moyen est inférieur⁵³ à la moyenne européenne, il ne peut pas accueillir tous les migrants qui débarquent. La migration clandestine amène donc des défis économiques, sociaux et humanitaires et bouleverse la société maltaise.

D'autres problèmes liés à l'immigration irrégulière à Malte existent, par exemple le financement des opérations de secours. Les ressources du gouvernement pour cette sphère sont faibles et les fonds de l'Union européenne ne financent pas les coûts de missions militaires. Les problèmes fondamentaux généraux provoqués par les flux migratoires se traduisent par :

- 1 Perte des vies dans la mer dont le montant précis est indéterminable.
- 2 Abus du système de recherche et de sauvetage.
- 3 Risques de contamination des maladies infectieuses pour le personnel : 32 personnes⁵⁴ sauvées et éradiquées à Malte ont été contaminées par la tuberculose.
- 4 Pression sur les institutions nationales concernant les mesures sociales et de sécurité. Plusieurs associations et organisation humanitaires actives dans les enjeux de défense des droits de l'homme, de la vie digne des réfugiés et migrants

⁵³ 76,3 % de la moyenne de l'Union européenne.

⁵⁴ Le nombre fourni par Monsieur le Commandant Andrew Mallia au mois de mai 2009.

et d'autres défis sociaux demandent aux autorités maltaises un plus grand respect de la dignité et un meilleur traitement plus juste des immigrants.

5 Obstacles culturels à l'intégration.

Le procès de traitement des immigrés coûte très cher au gouvernement de Malte. La construction et le fonctionnement quotidien des camps de rétention fermés et des centres ouverts, les centres spécialement aménagés et équipés pour les femmes et les mineurs, l'administration, les démarches d'intégration, la sécurité, les soins médicaux et psychologiques, le transport, etc. ; toutes ces mesures deviennent très coûteuses. Mais le gouvernement ne dispose pas de moyens et ressources suffisants pour maîtriser le problème. Plusieurs personnes comme les fonctionnaires, les soldats, les policiers, les médecins, les instructeurs et enseignants etc. sont déjà engagées dans la procédure. Les coûts journaliers pour un migrant résidant à Malte montent jusqu'à 100 euros. Le traitement de ceux infectés par le SIDA coûte 500 euros par jour⁵⁵. Vu que le pays reçoit 2 500 personnes en moyenne par an, les dépenses publiques vis-à-vis de tout ce qui est la sécurité, la nourriture, l'hébergement etc. peuvent s'élever à 91 550 000 euros⁵⁶. Cette somme représente à peu près 1,5 % du PIB de Malte⁵⁷.

Les caractéristiques géopolitiques, topographiques et économiques du pays ne permettent pas d'offrir à tous les immigrants un domicile ni la possibilité de s'installer à Malte avec les mêmes droits que les nationaux. Les disponibilités de l'économie ainsi que les facteurs de production nationaux et les biens ne sont pas illimités. Étant donné les circonstances de terres disponibles, l'espace de vie du pays est aussi réduit. La crise économique et financière globale a eu également des impacts sur la performance économique de Malte. Pendant le premier semestre de 2009, le PIB a marqué une baisse de 2,6 %. En 2008 le PIB par habitant en SPA de Malte n'a été que de 76,3 % de la moyenne de l'Union européenne. Avec son PNB, l'économie maltaise occupe le 137^e

⁵⁵ Quelques 22 millions de personnes infectées par le SIDA vivent dans les régions d'où viennent la majorité de migrants qui arrivent à Malte.

⁵⁶ La hypothèse suppose que tous les migrants qui arrivent à Malte y restent toute l'année comptant 365 jours. Le calcul ne prend pas en compte les coûts variables par rapport aux coûts fixes. Le montant de 100 euros dépensés pour un migrant a été mentionné durant la table ronde avec des représentants et les élus des Conseils régionaux regroupés en LCA : Local Council's Association (Association des Conseils régionaux). Les calculs comprennent aussi un certain nombre de traitements spéciaux de ceux qui subissent le SIDA.

⁵⁷ En 2009, le PIB de Malte a été de 5 682,9 millions d'euros. Source : Eurostat, les statistiques nationales. Le PIB calculé aux prix de marché.

rang au niveau mondial, converti par rapport à sa population, le PNB par habitant la classe sur la 66^e position. Par contre le taux d'inflation est resté assez haut : 4,36 % en avril et 3,46 % en septembre 2009. Le déficit budgétaire a atteint 333,9 millions d'euros en septembre 2009, soit une augmentation de 29 % par rapport à 2008. Les dépenses du gouvernement ont augmenté de 1,7 %. Concernant le marché du travail, la population active employée a été de 144 743 personnes ce qui représente une baisse de 1 179 travailleurs, soit 0,8 %. Le taux de chômage est par rapport à la moyennes de l'Union européenne relativement bas, il s'est arrêté à 4,8 % en 2009. Le chiffre d'affaire du secteur industriel est tombé de 21,6 % celui dégagé par les services a baissé de 10,4 %. Le ralentissement économique a suscité une situation d'incertitude. Ceci a aussi influencé la consommation des ménages en ce qui concerne sa structure et ses dépenses⁵⁸.

Les ressources naturelles sont limitées et le secteur agricole en recul constant. Face à ces évolutions, le gouvernement a décidé de baser l'économie du pays sur le tourisme et les services qui y sont liés. Le secteur tertiaire représentant 76 % de la création de la richesse du pays se trouve en pleine expansion⁵⁹. Il emploie un tiers de la population active de Malte. Il est néanmoins actuellement gravement marqué par l'amplitude du nombre de touristes qui viennent à Malte, et ceci comme conséquence du déclin du tourisme mondial provoqué par la crise économique. Dans ces conditions, le taux d'emplois des immigrants accru sur le marché du travail de Malte n'est pas considéré comme une solution qui aboutirait à un profit de chacun. Pour expliquer plus en détail, les migrants, peu importe si légaux ou non⁶⁰, ont théoriquement le droit de travailler à Malte librement. Il est pourtant très difficile pour eux de s'intégrer dans le marché du travail principal ; par contre le travail « au noir » semble beaucoup plus facile à atteindre. Le statut de protection temporaire rend la recherche d'emploi encore plus compliquée parce que les employeurs s'inquiètent du départ possible du pays du travailleur étranger dans les mois à venir.

⁵⁸ Economic Survey, Economic Policy Division, Valletta, Malta. Le Ministère des Finances de l'Economie et des Investissements. Le 9 novembre 2009. 204 pages. ISN: 978-99932-94-24-5. Government press.

⁵⁹ http://www.finance.gov.mt/image.aspx?site=MFIN&ref=2010_budget_Economic_Survey_2009
Suivi par l'industrie (21,5 %). L'agriculture se composant notamment de la cultivation et de la pêche n'occupe que la troisième position à l'échelle de l'économie nationale de Malte (2,5 %). <http://atlas.challenges.fr/pays/MT-malte/economie.html>

⁶⁰ En cas de l'embauche des migrants illégaux, les employeurs doivent demander un permis de travail.

D'autre part, c'est le plus petit État et en même temps le plus peuplé, membre de l'Union européenne actuelle. Il dispose au niveau culturel de la société la plus homogène en Europe. 91 % des habitants se disent appartenir à la religion chrétienne catholique. Vis-à-vis de ces caractères, les immigrants arabes et noirs de plus en plus nombreux qui pèsent lourdement sur les citoyens et l'administration maltais sont souvent perçus comme « ravageurs des valeurs de la société maltaise ». Ce choc culturel provoque l'hostilité systématique dans la société qui souvent aboutit aux actes de xénophobie envers les étrangers. Il s'est produit des cas où les parents maltais ont retiré leurs enfants de l'école à cause de la présence d'élèves noirs. La haine devient encore plus grande avec les articles dans la presse qui ne parlent de l'immigration que d'un point de vue négatif. De là, la perception des migrants en tant que criminels dans l'opinion publique est née. La majorité des gens argumentent néanmoins qu'il ne s'agit pas d'une xénophobie ou du racisme, ils ne désirent pas que les immigrants restent sur les îles parce que Malte est un pays avec de beaucoup de limites : la grandeur et la structure sectorielle de l'économie maltaise et la grandeur géographique.

2.1.4 Solutions possibles

Le Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés promouvoit trois mesures-solutions clé pour Malte⁶¹ :

- 1 Rapatriements : il s'agit des efforts joints avec l'Organisation International pour la Migration.
- 2 Intégration dans la société locale.
- 3 Déplacements : domicilier les migrants résidant à Malte dans un autre pays.

En ce qui concerne les rapatriements, ils se divisent en retours forcés (les migrants n'ont pas le droit de devenir titulaire réfugié soit statutaire ou humanitaire) et retours volontaires (quand les migrants ont su que Malte ne peut pas leur offrir ce qu'ils avaient attendu de leur voyage). Pour pouvoir maîtriser les vagues d'immigration, il est nécessaire de mettre en œuvre des programmes de coopération entre Malte et les pays

⁶¹ Les solutions présentées par Monsieur Kheradmand le Haut Commissaire aux réfugiés des Nations Unies pendant la visite de son Bureau à la Valette.

d'origine des migrants, surtout avec la Libye d'où la quasi-totalité des migrants irréguliers visant l'Europe se mettent en route à travers la mer. Une coopération similaire connue sous le titre du programme de « HERA » entre l'Espagne d'un côté et la Mauritanie et le Sénégal du côté partenaire, fonctionne déjà très bien.

L'organisation non gouvernementale appelée SOS Malta⁶² est à l'origine de deux projets qui visent à aider les immigrants qui se retrouvent à Malte. Le premier, nommé « EUNET » qui se déroule au niveau local, a pour but d'intégrer les migrants dans la société et d'empêcher une exclusion sociale. Au travers du second connu comme le programme « DAR », l'ONG essaie d'aider les migrants à retourner si possible dans leurs pays d'origine et de les réintégrer dans leur propre communauté. Pour leur retour, ils bénéficient d'aides financières d'un montant de 5 000 euros pour pouvoir débiter une nouvelle vie, créer une entreprise ou fonder une ferme ou d'autres activités selon leurs projets. Quelques 150 personnes depuis le lancement du programme sont rentrées en Afrique par les biais du programme DAR. Même si la somme d'aide pourrait paraître assez haute, elle est au fait égale au montant des dépenses de l'État pour un migrant restant sur Malte pendant 50 jours. C'est donc un projet qui une fois accompli permet la mise en œuvre d'une situation de gagnant-gagnant. Malheureusement, toutes les personnes ne peuvent bénéficier de ce programme à cause de diverses raisons⁶³ et elles sont donc obligées de rester sur l'île.

S'agissant de l'intégration des migrants dans la société maltaise, un millier de migrants travaillent actuellement de façon officielle sur le marché de travail formel. Selon les prévisions de vieillissement des populations européennes, Malte perdra d'ici 2030 quelques points positifs dans la proportions des personnes en âge de travailler et des gens retirés du marché du travail. Cette proportion donnant la preuve de la diminution de la main-d'œuvre absolue dans la société sera néanmoins une des meilleures à l'échelle mondiale. Généralement, les défenseurs de l'immigration proposent de profiter des immigrants comme travailleurs futurs. Il n'est pourtant pas vrai que les masses de migrants venant à Malte à l'heure actuelle surpassent remarquablement les besoins de la main-d'œuvre pour l'avenir. Certains maltais optimistes trouvent que le pays est

⁶² L'ONG créée en 1991 et actuellement dirigée par Mme Philippa Darrigo, chef de projets de l'UE fournit aux gens avec moins d'opportunités et en situations précaires les services de juriste et soutiens sociaux.

⁶³ Les guerres dans les pays d'origine, problèmes et exclusion politiques, sociale, raciales, etc.

beaucoup mieux préparé à gérer les flux migratoires par rapport aux cinq années précédentes. Pour empêcher les conflits sociaux, la société civile maltaise a récemment lancé un autre projet visant à améliorer la situation des immigrants à Malte. Il s'agit de « la clinique légale » et dans son cadre les étudiants et les lycéens bénévoles agissent tous ensemble pour aider les gens descendus des bateaux dans leurs démarches administratives. Une telle approche de rapprochement des deux cultures est vraiment importante pour la compréhension mutuelle. En effet, le taux de fécondité de Malte est assez bas et les statistiques démographiques qui n'incorporent pas les immigrants illégaux prévoient une baisse légère de la population en âge de travailler par rapport au nombre des personnes âgées. Les pays pourra donc compenser ce manque par les travailleurs immigrés. Tout en respectant les limites de Malte, les plafonds du nombre de travailleurs étrangers doivent sans doutes être raisonnablement déterminés.

La troisième possibilité qui s'offre comme une des solutions possibles est de déplacer les personnes arrivées clandestinement sur l'archipel dans un des pays développés partenaires. Une coopération dans ce domaine entre la Malte et les États-Unis fonctionne depuis quelques années et est fondée sur un programme de déplacements des migrants de Malte dans une des régions des États-Unis afin de les intégrer dans la société locale. Souvent, les américains ont aidé Malte plus que certains partenaires de la Communauté européenne. Au niveau européen, un remède inspiré de la coopération citée précédemment qui consisterait en la création d'un système commun dans les affaires migratoires et donc faciliterait l'intégration des chercheurs d'asile au sein de l'Union européenne devrait nécessairement voir le jour. Les pays qui ont participé le plus dans divers programmes de déplacements ont été : les Pays-Bas, l'Allemagne, la France, la Lituanie, l'Irlande et le Portugal.

Enfin, le 4 juin 2009 la Commission Européenne a annoncé le lancement du « Projet-pilote Commun de Partage⁶⁴ des Lardeaux », créé pour répondre aux besoins de Malte. Un tel programme existe depuis des années entre Malte et certains pays, mais une coopération officielle peut contribuer à rendre les accords bilatéraux plus souples ce qui

⁶⁴ Projet a été lancé sous le terme anglais de « Pilot Project Burden Sharing » le 4 juin 2009 à la réunion des Ministères européens de la Justice et de l'Intérieur à Luxembourg. CAMILLERI, Ivan. « Updated : EU to introduce pilot burden-sharing project for Malta. Times of Malta, Bruxelles, le 4 juin 2009. <http://www.timesofmalta.com/articles/view/20090604/local/eu-to-introduce-pilot-burden-sharing-project-for-malta>

aboutirait à une meilleure efficacité dans la recherche de nouveaux domiciles pour les immigrés résidant à Malte. Il s'agit d'un projet volontaire mis en place après la visite d'une délégation de la Commission européenne dans le pays. Par ce biais, quelques 250 personnes s'étant vues octroyé la protection internationale devraient être déplacées dans un des dix pays participants : l'Allemagne, la France, le Luxembourg, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et le Royaume-Uni.

Pour arriver à une situation désirée, saine, équilibrée et surtout soutenable, les calculs suivants à partir des évolutions démographiques et statistiques peuvent créer des orientations décisionnelles. La population de Malte passera par des flottements importants : de 414 mille d'habitants d'aujourd'hui elle s'élèvera à 431,6 en 2030 et retombera à 404,7 mille en 2060. Le nombre d'immigrants arrivant sur Malte a atteint son plus haut seuil en 2008, 6,77 personnes pour 1 000 habitants. En 2009 ce chiffre a baissé un peu en dessous de 6. Le taux de fécondité de Malte varie autour de 1,5 enfants par une femme. Eurostat prévoit qu'entre les années 2008 et 2030 le nombre de naissances dans le pays s'élèvera à 90 000 tandis que les décès augmenteront de 3 000. La population âgée de plus de 65 ans représentera en 2060 32,4 % de la société maltaise totale. Le nombre moyen de personnes immigrées à Malte au cours des dernières années est de 2 500. Supposons que toutes ces évolutions continuent ainsi et que la moitié des migrants ne quittent pas les îles immédiatement comme aujourd'hui. En 2060, la population de Malte compte 469 000 habitants dont 131 000 en retraite, 90 586 gens en âge de travailler et le pays accueille 65 000 immigrants détenus ainsi qu'intégrés. Alors, l'image démographique annuelle : les naissances représentent 6 000 enfants⁶⁵ dont seulement 1/3 des familles indigènes maltaises, 2 500 nouveaux migrants, 4 500 décès, 1 400 nouveaux retraités. Cette vision-hypothèse exagérée aurait des conséquences dévastatrices.

Les hommes politiques se préoccupent de la situation de vagues de migrants croissantes qui deviennent insoutenables. La Maltese Labour Party⁶⁶ a présenté son Plan d'Action⁶⁷ qui se compose de vingt points clefs pour lutter contre les influences négatives que l'immigration irrégulière provoque. L'objectif du plan est de protéger le système social,

⁶⁵ Les statistiques officielles d'Eurostat prévoient 4000 naissances et 4200 décès annuels en moyenne entre 2008 et 2030.

⁶⁶ La Partie travailliste de Malte.

⁶⁷ Le plan a été présenté par Dr Joseph Muscat, le leadre de la Maltese Labour Party.

de santé, de travail contre toutes sortes d'incidences détériorantes. D'un autre côté, c'était la même partie qui a ouvert au public les débats sur les questions de xénophobie, les conditions dans les centres de détention et l'intégration. La majorité des élus réclament à l'Union européenne la création d'un véritable programme d'échanges et de participation dans les affaires d'asile.

Malte est donc un des pays pour lesquels les flux migratoires représentent de nombreux problèmes, à l'heure actuelle ainsi que dans l'avenir. En revanche, il y a des pays en Europe pour lesquels l'immigration semble être l'unique remède pour combattre les défis démographiques dont les origines sont nées il y a des décennies et qui se développent largement. Sans aucunes actions, les régions faisant face au vieillissement problématique se retrouveront dans une vraie crise socioéconomique. Cette constatation met en lumière l'interaction des soucis opposés au profit des deux zones. A savoir, la forte majorité d'immigrants résidant à Malte veulent partir pour l'Europe continentale ! Malte n'est pas en mesure d'accueillir tous ces immigrants en question ! La plupart des pays européens ont besoins des immigrants ! En satisfaisant les besoins démographiques de toutes les parties prenantes tout en mettant en œuvre la coopération d'échanges entre Malte et les autres pays européens, particulièrement les plus touchés, on pourrait mettre en place une situation de gagnant-gagnant dans les affaires de migration en Europe. Et c'est une occasion et une chance pour les pays de l'Europe centrale et orientale.

2.2 Immigration indispensable, l'exemple de la République tchèque

La crise économique mondiale a gravement influencé les flux migratoires et la perception des migrants en Europe. Non seulement Malte, mais aussi d'autres pays de l'Union européenne font face à de nombreuses tentatives de pénétration des frontières externes et sont obligés de les éliminer. Entre les années 2005 et 2009, les immigrants illégaux en Grèce se sont multipliés presque par trois ; à savoir de 40 à 112 mille. La majorité parmi eux sont les Afghans qui passent par la Turquie et entrent en Grèce. Les pouvoirs publics locaux ne peuvent pas les laisser continuer plus loin dans le continent. Le gouvernement n'octroie l'asile qu'à 0,6 de demandeurs. Le pays, actuellement économiquement frustré, n'est pas en mesure d'en accueillir plus. L'Allemagne et surtout sa capitale cosmopolite et culturellement très diversifiée⁶⁸ a mis en œuvre plusieurs programmes d'intégration des immigrants qui sont de plus en plus nombreux. L'accent particulier est mis sur l'éducation, l'appropriation et le partage des valeurs communes. Le leader européen le plus accueillant au niveau de l'immigration est sans doute le Royaume-Uni. Quatre millions de ses habitants sont nés hors de ses frontières. Du point de vue économique, l'ouverture du pays aux immigrants a apporté ses fruits mais a eu également des impacts négatifs comme par exemple la hausse des prix dans le secteur d'immobiliers.

Les études démographiques récemment menées par Eurostat ont montré que le nombre de citoyens européens montait avant tout grâce aux immigrants. Les estimations du nombre d'illégaux résidant dans l'Union européenne varient autour de 8 millions de personnes⁶⁹. Pour l'année 2009, 5,4 millions de nouveaux-nés ont été prévus ce qui aurait fait 10,8 enfants par 1 000 habitants de l'UE des 27 pays. La situation la plus défavorable se développe depuis plusieurs années dans la majorité des nouveaux États membres, plus particulièrement dans la zone des pays de l'Europe centrale et orientale. Pour y réagir, les Ministres de l'Intérieur de l'Union européenne ont adopté le Pacte de la Migration. Il s'agit d'un plan d'action pour unifier les principes et bonnes pratiques appliqués dans tous les États membres ce qui permettra de créer un système commun de

⁶⁸ 25 % de résidents ont leurs origines hors de pays.

⁶⁹ Estimations de 2008. Journal E15. Numéro 218 du 26 septembre 2008. Page 21 : « Pakt o migraci má zelenou ».

règles dans les affaires d'immigration et d'asile. Son but consiste également à lutter contre l'arrivée des migrants clandestins et à acquérir de la main-d'œuvre des pays tiers dont l'Europe a besoin. Il est aussi prévu un programme de contrôles sur les frontières externes plus tendre et une liste de groupes de migrants prioritaires.

La République tchèque faisant partie de la zone des PECO, elle se caractérise par des évolutions démographiques négatives pour son avenir. Sa nation peu à peu s'amenuise. Pour combattre les conséquences du vieillissement de sa population en employant l'outil de migrations, elle peut s'inspirer des expériences des autres pays qui ont lancé leur politiques d'immigration il y a déjà longtemps. Elle ne peut profiter que des informations et tactiques, mais elle peut s'adresser à des individus immigrés superflus dans certains États comme par exemple Malte et les faire venir dans le pays. Soit par une coopération bilatérale soit par le biais du programme européen de « Projet-pilote Commun de Partage des Lardeaux », la République tchèque pourrait partiellement soulager l'archipel et ainsi aider de préserver son propre profil démographique.

2.2.1 Image actuelle démographique en République tchèque

Pendant la première moitié de l'année 2008, il est né 59 300 enfants, soit de 3 300 plus que durant la même période de 2007. La comparaison annuelle a dégagé la croissance en valeurs absolues de 4 938 naissances, donc un ralentissement durant la deuxième moitié de l'année 2008. Au cours des trois premiers trimestres de 2009, le nombre des naissances a diminué de 1 727 par rapport à 2008, soit la croissance de la population nette due à la naissance a été de 10 846 ce qui représente une baisse de 2 026 par rapport à la même période en 2008. Au début du mois d'octobre, la population totale de la République tchèque a été de 10 501 197, soit une augmentation annuelle de 47 515 d'habitants⁷⁰. Il s'agit donc de flux migratoires positifs dans les pays. Ces tendances récentes se poursuivent : la population absolue ne cesse de croître depuis sept ans et l'an 2009 a été la quatrième année consécutive où les naissances ont été supérieures aux

⁷⁰ Voir les données détaillées dans les tableaux 17 : « La population de la République tchèque » (valeurs absolues, variations annuelles) et Tableau 22 : « Données démographiques assorties sur la République tchèque », en annexes.

décès. Il est néanmoins à noter que ces évolutions ont leurs origines dans les années 1970, une période démographiquement très fructueuse suivant les politiques de fécondité. En ce qui concerne la mortalité des nourrissons, la République tchèque se classe avec le taux de 0,3 % parmi les pays les plus développés ; il n'est pas donc possible d'améliorer ses évolutions démographiques en mettant l'accent sur cet aspect. D'autre part, grâce à la médecine moderne dont l'on bénéficie aujourd'hui, l'âge médian des tchèques s'est amélioré de 4 ans⁷¹. La génération de personnes âgées a grandi ce qui a pour conséquence des coûts de soins médicaux croissants qu'enregistrent les sociétés d'assurance. Concernant les décès, en 2006 cet indicateur démographique a atteint le nombre de 104 000 de personnes. L'augmentation de centaines de décès au cours de deux années suivantes ont eu pour conséquences qu'en 2009, les registres nationaux en ont enregistré 107 000.

En 2008 le pays a eu le plus grand nombre de naissances depuis sa création en 1993, le taux de fécondité est ainsi monté à 1,49. Pendant les trois premiers trimestres de 2009, il est né 89 800 enfants, soit de 1 700 moins qu'au cours de la même période en 2008. « Les enfants de Husak » ont pris de l'âge et le baby boom tchèque du 21^{ème} siècle s'est donc approché de sa fin⁷². La baisse est au fur et à mesure récompensée par les immigrants qui s'installent en République tchèque. Durant les neuf premiers mois de l'année 2009 quelques 22 800 personnes sont officiellement arrivés dans le pays et 9 300 personnes l'ont quitté (soit presque le double par rapport à 2008). Il faut cependant mentionner que ces flux migratoires représentent une diminution immense. Durant la même période considérée en 2008, il y a eu presque 60 000 de nouveaux immigrants sur le territoire tchèque, soit une baisse de 62 %. Il est pourtant essentiel pour assurer la croissance démographique équilibrée du pays à l'heure actuelle de maintenir un taux de migration positif. A savoir, l'immigration a contribué par la part de 83 % à la croissance de la population tchèque en 2008, en 2009 il n'a contribué qu'à

⁷¹ Article électronique. HOLUB, Petr. Le 16 mars 2010. « V Česku žijeme déle a více umíráme, je nám líto. » <http://aktualne.centrum.cz/domaci/spolecnost/clanek.phtml?id=663342>

⁷² « Husákovy děti » désigne la génération des tchèques née pendant la période de présidence de Gustav Husák dans les années 1970. Les politiques d'Etats de population durant la période de Normalisation en Tchécoslovaquie. Les naissances ont souvent atteint le seuil de 200 000 au cours de cette époque.

deux tiers⁷³. En 2009, 80 800 immigrants formaient l'évolution d'habitants absolu, cela signifie 7,7 personnes par 1 000 habitants⁷⁴.

Les deux diminutions en 2008, l'immigration dans le pays et les naissances, sont sans doute dues à la crise économique. L'offre de travail misérable sur le marché du travail, la situation d'incertitude relative dans la société. Ces deux effets renforcent la théorie que la majeure partie des immigrants arrivent en République tchèque seulement pour travailler et repartir dans leurs pays d'origine avec l'argent gagné. Pour répondre aux besoins futurs des générations tchèques, il vaudrait mieux inciter les migrants à rester sur le territoire de la république à jamais, fonder leurs familles et ainsi contribuer à la création de la richesse du pays. Une fois domiciliés et intégrés, les nouveaux nationaux dépenseront leurs revenus dans l'économie nationale et contribueront aux recettes du gouvernement.

Traditionnellement les groupes les plus présents parmi les immigrants sont les ukrainiens, les vietnamiens et les slovaques (par exemple pendant les neuf premiers mois de 2009, 7 300 d'ukrainiens, 3 100 de russes et 2 300 de vietnamiens). Mais les tendances d'aujourd'hui montrent que les premiers sont de moins en moins nombreux à venir en République tchèque comme les revenus en Ukraine croient rapidement et les vietnamiens deviennent souvent entrepreneurs. Il faudrait donc assurer et/ou former la main-d'œuvre pour l'industrie et les emplois de travail manuel. Pour cette recherche, Malte et ses immigrants illégaux pourraient offrir comme une des possibilités.

En 2005, la République tchèque a rencontré au point de vue migratoire deux tendances principales : l'augmentation du nombre d'immigrants de 43 000 personnes et la baisse de dépôts de demandes d'asile soumises au cours de l'année mentionnée d'un autre côté. La première donnée témoigne en faveur de la République tchèque en tant que pays qui s'est bien établi sur la scène mondiale parmi les destinations les plus attractives pour

⁷³ Article électronique « Počet narozených dětí poprvé za osm let klesl, populaci ČR zvedají imigranti » paru le 14 décembre 2009. http://zpravy.idnes.cz/pocet-narozenyh-deti-poprve-za-osm-let-klesl-populaci-cr-zvedaji-imigranti-17e-domaci.asp?c=A091214_091313_domaci_taj#utm_source=idnes.cz&utm_medium=rss

⁷⁴ [http://zahranicni.ihned.cz/c1-31718780-eurostat-pocet-lidi-v-eu-roste-hlavne-diky-pristehovalcum, 15.12.2008.](http://zahranicni.ihned.cz/c1-31718780-eurostat-pocet-lidi-v-eu-roste-hlavne-diky-pristehovalcum, 15.12.2008)

les migrants des pays tiers⁷⁵. A la fin du mois de mai de 2008, quelques 410 094 étrangers vivaient en République tchèque, soit 3,9 % de la population totale⁷⁶. A la fin du mois de septembre 2009, il en vivait déjà 437 251, cette fois le chiffre égal à la part de 4,2 %.

La différence entre les minorités d'étrangers qui vivaient dans le pays à l'époque de sa création et le nombre d'aujourd'hui est éminente. Selon les indices migratoires, le pays est devenu depuis les années 1990 une nouvelle cible pour les immigrants. Le nombre d'étrangers depuis l'an 1990 s'est multiplié par treize. Durant la période de la crise économique, la croissance en nombre diminue, mais concernant sa vitesse en temps, le pays est un des pays aux flux d'immigrations les plus remarquables⁷⁷. Concrètement, 80 000 étrangers en 1993 par rapport à plus de 450 000 selon les recensements les plus récents. Le gouvernement tchèque s'étant rendu compte de ces évolutions croissantes, il a commencé à traiter profondément le sujet de l'immigration et a lancé plusieurs programmes pour mieux gérer les flux migratoires légaux et clandestins. Le projet introduisant les cartes vertes à partir du mois d'avril 2009 en est une preuve⁷⁸.

2.2.2 Évolutions prévues

Selon les estimations des statisticiens, la composition de la société tchèque en 2065 sera probablement composée de la façon suivante : les retraités formeront un tiers de la population, et les étrangers un cinquième. Les prévisions démographiques se divisent en trois possibilités dépendant des grands axes liés aux évolutions dans le pays. La plus optimiste prévoit une population de 12,3 millions d'habitants, selon la variante moyenne le nombre variera autour de 10,67 millions et la plus sceptique ne compte que sur 9 millions de nationaux tchèques. En plus, le progrès dans la médecine entraînera la

⁷⁵ MOTEJL, Otakar. Article « Co vidíte jako podstatné události a změny, které se udály na poli migrace ve Střední a Východní Evropě v roce 2006? ». <http://www.migraceonline.cz/e-knihovna/?x=1978391>

⁷⁶ Journal E15. Numéro 208 du 12 septembre 2008. Page 4 et 5 : « Počet obyvatel Česka narostl za půl roku o 43 800 lidí ».

⁷⁷ SLÁDKOVÁ, Lucie. Directrice de l'Organisation internationale pour la migration. Journal E15. Numéro 521 du 14 décembre 2009. « V Česku výrazně přibývá cizinců ». Page 3.

⁷⁸ Le projet vise à recruter la main-d'oeuvre bien formée et à réduire les coûts de l'administration migratoire.

hausse de taux de l'espérance de vie, les hommes pourront espérer vivre jusqu'à l'âge de 88,5 ans en moyenne, les femmes jusqu'à 92 ans⁷⁹.

Depuis 2003, le nombre de naissances a été en pleine croissance. Cette tendance a fini à mi-décembre 2009 et de nouvelles évolutions montrent que sans immigration la part des personnes âgées sera supérieure à celle des enfants dans toutes les régions tchèques, ce qui peut arriver déjà en 2014. En 2050, le taux de natalité se stabilisera autour de 1,6 – 1,7 enfants par femme, soit le taux comparable à celui connu dans les années 1990. En 2065, l'indice de vieillesse pourrait osciller entre les niveaux de 245 et 354⁸⁰. Si la migration de long terme n'est pas présente dans le pays, en 2065 la population aura diminué de 1,8 millions d'habitants. A la fin du mois de janvier 2010, la population totale de la République tchèque a été de 10 501 197 d'habitants. Malgré que les naissances croissantes soient prévues pour l'avenir, elles ne seront pas suffisamment nombreuses pour pouvoir compenser de nouveau la diminution de la population, notamment des jeunes.

Aujourd'hui, les salaires de 25 actifs financent les retraites de dix personnes. Si les évolutions actuelles se poursuivent, dans 30 ans, la proportion sera de 11 actifs pour 10 retraités. La société tchèque contemporaine comporte 1 450 000 personnes âgées de plus de 65 ans ; en 2050 ce nombre doublera. A l'heure actuelle, les dépenses pour les retraites dépassent le montant de 11,5 milliards d'euros⁸¹ ce qui représente de 9,5 % du PIB. Si aucune réforme du système de pensions vieillesse n'est élaborée, cette part risque d'atteindre d'environ 20 %⁸². Selon les économistes, le système qui fonctionne en République tchèque depuis des décennies pourrait durer encore pour les 40 ans à venir, la valeur nette réelle des retraites qui tiennent 52 % des salaires nets baissera à seulement un quart. Et avec ce revenu, les retraités se retrouveraient dans une situation de misère. Le vieillissement de la population rend le système inefficace, étant donné qu'il repose sur les contribution des actifs aux inactifs.

⁷⁹ Article électronique « Český babyboom končí, Husákovy děti už odrodily » paru le 11 septembre 2009 sur [novinky.cz](http://www.novinky.cz). HOLY, Tomas.

⁸⁰ <http://www.novinky.cz/domaci/178740-cesky-babyboom-konci-husakovy-deti-uz-odrodily.html>
La proportion des personnes âgées et des enfants. Le valeur de 100 désigne un taux égal, c'est-à-dire le rapport de 100 personnes âgées par 100 enfants.

⁸¹ Taux d'échange utilisé dans la travail : 26 couronnes tchèques pour 1 euro.

⁸² Journal E15. Numéro 546 du 21 janvier 2010. HAVLIGEROVA, Jana. Article « Janota vrací do hry debatu o penězích ». Page 4 et 5.

En dehors d'une réforme de retraites, l'immigration semble être également indispensable pour garantir le développement de l'économie et de la population durable et soutenable. De toute façon, il est nécessaire de se plonger plus profondément dans la problématique de l'intégration ; et ceci pour deux groupes : les personnes arrivants et les ressortissants locaux. Par rapport aux nationaux des pays de l'Europe occidentale, les attitudes des tchèques sont de nature plutôt négative en ce qui concerne les flux migratoires. Ils perçoivent les immigrants dans leur société comme éléments dérangeant leurs valeurs culturelles : la majorité des tchèques pensent que les migrants engendrent la croissance de la criminalité, provoquent la hausse du chômage et sont porteurs de maladies contagieuses. Les études socio-culturelles montrent que les tchèques demandent l'assimilation et l'intégration totales⁸³. Ils trouvent également que l'immigration représente de grandes charges pour l'État et pèse ainsi sur les finances publiques et influence indirectement la croissance économique⁸⁴.

Depuis janvier 2009, tous les étrangers intéressés à l'acquisition du permis de séjour permanent dans le pays doivent passer l'épreuve de la langue tchèque correspondant au niveau européen de A1. Il s'agit d'une voie relativement transparente pour vérifier l'effort des immigrants de s'intégrer dans la société⁸⁵. D'un autre côté, il est presque impossible pour certains migrants de travail, comme par exemple pour les ouvriers, de se préparer pour une telle épreuve. Ni leurs ressources financières ni leurs disponibilités, vu les heures de travail, ne leur permettent pas de se payer des cours de langue. Une enquête sur le sujet de ces épreuves a été récemment menée. Ses résultats montrent que la forte majorité des tchèques, et cela est de 88 %⁸⁶, s'expriment en faveur ce qui témoigne de la conviction publique sur l'intégration radicale des étrangers dans la société. Le Médiateur de la République tchèque signale au gouvernement tchèque depuis quelques années qu'il faut agir au niveau de l'intégration. La négligence de l'importance des mécanismes d'intégration risque à l'avenir de mener à des problèmes avec des impacts sur la société civile entière. Cette tendance peut être observée dans

⁸³ LEONTIYEVA, Yana. Article électronique du 30 décembre 2009. « Imigranti v ČR – jsou přínosem nebo zátěží? ». <http://www.socioweb.cz/index.php?disp=temata&shw=330&lst=105>

⁸⁴ La perception ici présentée concerne l'opinion générale, mais majoritaire.

⁸⁵ GÛNTER, Vladislav. Chef de projets du Centre pour l'intégration des étrangers. Journal E15. Numéro 249 du 11 novembre 2008. « Přiliv imigrantů do Evropy brzdí krize ». Pages 6 et 7.

⁸⁶ Journal E15. Numéro 249 du 12 novembre 2008. Page 5 : « Anketa : Est-ce que l'obligation de passer l'examen de tchèque pour les étrangers demandant le permis de séjour permanent à partir de janvier 2009 est un bon moyen pour leur intégration ? ».

quelques pays de l'Europe de l'Ouest⁸⁷. Mais les hommes politiques n'ont pas apparemment pris en considération ces avertissements communiqués par le Médiateur tchèque.

2.2.3 Impacts économiques

Le nombre des citoyens en provenance d'autres États membres de l'Union européenne et établis sur le marché du travail tchèque est deux fois supérieur au nombre des travailleurs tchèques installés dans un des 26 autres pays. Les restrictions d'accès aux marchés du travail nationaux envers les tchèques ont été donc excessives. La République tchèque accueille plus de 144 mille citoyens européens tandis que les tchèques partis pour le travail dans le marché intérieur hors de leur nation n'ont été que de 71 mille⁸⁸. La majorité de ces travailleurs en République tchèque ont été les ressortissants de la Slovaquie, à savoir 101 mille travailleurs. Étant donné le fait que les Slovaques ne sont pas perçus comme de vrais étrangers dans la société tchèque, les 43 mille personnes restantes sont considérées comme véritables étrangers sur le marché du travail⁸⁹. En comparaison avec les autres pays de l'Union européenne, la République tchèque est en retard de manière frappante concernant le taux de flexibilité de son marché du travail. À savoir, la part des employés à temps partiel dans le pays ne représente que 5,5 %. Ce niveau le place à la troisième position parmi les marchés du travail au point de vue des plus rigides, juste après la Bulgarie et la Slovaquie. Le taux moyen dans l'UE des 27 est toutefois de 18,7 %⁹⁰.

Un tel marché décrit précédemment devrait dans le cadre de son développement soutenable et de sa croissance durable attirer la main-d'œuvre bien formée et aussi les ouvriers pour les secteurs au travail manuel prépondérant. L'emploi officiel des étrangers en République tchèque est passé au nombre de 222 719 personnes à la fin du

⁸⁷ MOTEJL, Otakar. Article « Co vidíte jako podstatné události a změny, které se udály na poli migrace ve Střední a Východní Evropě v roce 2006? ». <http://www.migraceonline.cz/e-knihovna/?x=1978391>

⁸⁸ Journal E15. Numéro 224 du 6 octobre 2008. Page 3 : « Lidí z unie pracuje v Česku dvakrát víc než Čechů v unii ».

⁸⁹ Seulement 10 % des personnes interrogées au cours d'une enquête menée sur Internet se prononcent percevoir les Slovaques être étrangers. Echantillon composé de 38 personnes.

⁹⁰ Journal E15. Numéro 558 du 8 février 2010. Page 7 : « ČSÚ: Nezaměstnanost vzrostla na 7,3 procenta ».

mois de février 2010, dont 60,8 % ont été des ressortissants européens. En revanche, les estimations du nombre des immigrants installés de manière clandestine oscillent entre 50 et 300 mille⁹¹. En ce qui concerne les cartes vertes, les autorités en ont accordé 64⁹². Par rapport à 2008, le nombre de permis de travail permanents en deux ans a augmenté de 30 %⁹³.

Le but des cartes vertes est de faire venir dans le pays la main-d'œuvre brillamment formée. Par surcroît, il sera nécessaire d'assurer également les travailleurs pour répondre aux besoins des secteurs qu'exige le travail manuel et auxquels les tchèques ne portent pas leur intérêt. La République tchèque fait partie du groupe de pays économiquement développés soit disant « pays donneurs » selon les critères d'évaluation de la Banque Mondiale⁹⁴. Il y a donc une forte tertiarisation dans le pays et la situation sur la scène de l'éducation nationale y correspond. Par conséquent, les secteurs de la construction, la sylviculture, les industries textiles et alimentaires, voire même certains domaines de prestations des services n'attirent pas la main-d'œuvre locale. Le système social riche en allocations renforce leurs décisions. Et c'est ici, où le pays a besoin des migrants de travail.

Ce n'est pas seulement l'industrie qui attire les étrangers, mais aussi la sphère commerciale : entre deux et trois mille magasins de type épicerie de vente en soirée ou nocturne exploités par les ressortissants vietnamiens ont fonctionné au début de l'année 2010. Par son nombre elles s'approchent des magasins de coopératives qui sont actuellement 3 000 sur le marché tchèque. La puissance des commerçants vietnamiens est devenue si importante sur le marché de commerce en gros, qu'un des réseaux fournisseurs clé a commencé à publier ses catalogues entre autres en vietnamien⁹⁵.

⁹¹ Estimation en 2007. Article électronique. DRBOHLAV, Dušan. « Ekonomické dopady migrace ». <http://www.migration4media.net/node/7>

⁹² Les statistiques du Ministère du Travail est des Affaires sociales : « L'emploi des ressortissants étrangers : février 2010 ». http://portal.mpsv.cz/sz/stat/zam_ciz_stat_prisl

⁹³ De 431 mille d'étrangers qui vivaient en République tchèque en 2008 à peu près de 171 mille étaient titulaires de permis de séjours permanent. PAVLAŠČÁKOVÁ, Pavla. Journal E15. Numéro 274 du 17 décembre 2008. « Cizinci se na zkoušky z češtiny nehrnou ». Page 6.

⁹⁴ Les pays donneurs désigne le groupe des pays les plus développés dans le monde qui contribuent financièrement au développement des pays pauvres ou en voie du développement.

⁹⁵ Journal E15. Numéro 556 du 4 février 2010. Page 6 : « Tisíce vietnamských večerek ».

Une étude récemment menée sur les impacts financiers de l'immigration en République tchèque a montré que les montants d'impôts payés par les immigrants sont supérieurs à tous les aides financiers qu'ils obtiennent⁹⁶ de l'État. D'un autre côté, ils sont souvent à l'origine de la sortie des capitaux. Beaucoup d'étrangers installés sur le marché du travail en République tchèque envoient une partie de leurs salaires à leurs familles qui sont restées dans leur pays d'origine. En 2009, il s'est agi de la somme de 380 millions d'euros dont 50 millions sont restés à l'intérieur de l'Union européenne⁹⁷.

Il y a des régions tchèques qui souffrent du manque de la main-d'œuvre dans certains secteurs, notamment ceux d'industrie. Ces genres de besoins les plus importants se produisent dans le secteur de constructions mécaniques. Les usines informent les agences d'emploi sur leurs intentions d'embauche, mais ces dernières ne trouvent pas de candidats convenables. Les raisons sont liées au désintérêt des jeunes tchèques au travail proposé. Ils préfèrent travailler dans les bureaux et c'est pourquoi même les établissements d'apprentissage professionnel souffrent d'un grand manque d'apprentis. La région la plus touchée est le Nord de la Bohême, mais cela dit, tout le pays est concerné. Deux concepts pour combattre l'enjeu se proposent. Le premier niveau purement national consiste à des cours de reconversion donnés aux chômeurs et aux personnes intéressées. Le second au niveau international repose sur la recherche de travailleurs en dehors de l'Union européenne. Alors, les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre étrangère, le pays nécessite les familles des migrants pour le travail. Une meilleure coordination de l'intégration des immigrés et de leurs familles pourrait donc contribuer à assurer une meilleure stabilité et un développement soutenable de la société.

La crise économique s'étant amplement manifestée depuis 2008 a évidemment aussi affecté l'économie tchèque. Les études statistiques récentes de CSU⁹⁸ ont montré que suite au taux de chômage croissant provoqué par la baisse globale d'activité résultant de la crise économique, la proportion des personnes économiquement actives et celles

⁹⁶ Article électronique du 9 janvier 2004. DRBOHLAV, Dušan. HN.IHNED.CZ. « Přistěhovalci zaplatí v daních státu více, než od něj pak čerpají ». <http://hn.ihned.cz/c1-13829570-pristehovalci-zaplati-v-danich-statu-vice-nez-od-nej-pak-cepaji>

⁹⁷ Pour comparer : les immigrants à l'Union européenne ont exporté le montant de 31,8 milliards d'euros en 2008. Article électronique du 15 février 2010. Lidove noviny. http://byznys.lidovky.cz/pristehovalci-poslou-z-ceska-domu-kazdy-rok-miliardy-korun-p47-/firmy-trhy.asp?c=A100215_102946_firmy-trhy_nev

⁹⁸ CSU veut dire Český statistický úřad ce qui signifie l'Office des statistiques tchèque en français.

d'inactives a atteint un niveau désavantageux. En effet, au début de 2010 la population active tchèque a compté 5,6 millions d'habitants, c'est-à-dire 53,2 % - enfants compris. Sur l'échelle européenne, la République tchèque occupe la 12^{ème} position ce qui la classe dans le groupe des pays avec un taux d'emploi au-dessus de la moyenne communautaire⁹⁹. Le secteur le plus frappé a été l'industrie. Il assure un grand emploi dans le pays, soit directement ou sous forme d'entreprises sous-traitantes. Et c'est justement dans ce domaine où la majorité des étrangers hors de l'Union européenne travaillent. C'est pour cette raison que les hommes politiques ont décidé d'encourager les étrangers à se retirer du marché du travail tchèque et quitter le pays. De plus, le public accuse dans la période de crise les immigrants du ralentissement économique et de peser à tous les niveaux sur le développement du pays. Dans le cas de la montée du chômage, les immigrants sont accusés de parasiter la demande de travail. Ils effectuent pourtant le travail que les locaux ne veulent pas faire. L'intérêt du pays que promouvoit le Ministère de l'Intérieur chez les personnes résidant sur le territoire tchèque clandestinement sans aucune autorisation est le retour dans leurs pays d'origine¹⁰⁰. Si les immigrants illégaux ne le font pas de façon volontaire, le pays dispose de plusieurs moyens pour les y forcer. Un d'eux est le retour par le biais des accords de réadmission avec les pays d'origine. Jusqu'alors, la diplomatie tchèque a conclu ces accords avec 14 pays.

D'autre part, au début de février 2009, le gouvernement tchèque a adopté le projet présenté sous le titre de « Retours volontaires ». Son but est d'aider les étrangers installés en République tchèque qui ont perdu leur travail à cause de la crise économique et ne disposent pas de moyens suffisants pour le trajet de retour dans son pays¹⁰¹. Un tel départ ne se reflète pas négativement dans les évidences et une fois la situation économique prospère ils auront la possibilité de revenir en République tchèque. Durant les cinq mois de la première étape, 97 % de 1 871 étrangers inscrits dans le projet ont quitté le pays. Le budget a été de 2,34 millions d'euros. La deuxième

⁹⁹ 65,2 % d'emplois des personnes âgées entre 15 et 65 ans tandis que la moyenne européenne ne s'élève qu'à 64,8 %. Journal E15. Numéro 558 du 8 février 2010. Page 7 : « ČSÚ: Nezaměstnanost vzrostla na 7,3 procenta ».

¹⁰⁰ De la présente affirmation ils sont exclues toutes les titulaire du statut de réfugié.

¹⁰¹ Dans le cadre du projet, les autorités proposent aux travailleurs migrants la réservation des billets d'avion ainsi que leur règlement, l'assistance avant et pendant le voyage et encore une indemnité de réinstallation au montant de 500 euros pour un adulte et 250 euros pour les enfants de moins de 15 ans. Le projet dispose des moyens pour les retours de 2 000 personnes. Communiqué « Dobrovolné návraty » du Ministère du Travail et des Affaires sociales du 23 mars 2009. <http://www.mpsv.cz/cs/6575>

étape a disposé du budget de 1,95 millions d'euros et s'est terminé a la fin de décembre 2009¹⁰². Au lieu de penser à l'avenir, le gouvernement se débarrasse des fardeaux financiers que les étrangers représentent à l'heure actuelle.

2.2.4 Coopération et solutions potentielles

Il est vrai que les flux d'immigration ne pourront sauver entièrement la population tchèque du vieillissement, il peuvent néanmoins ralentir les proportions négatives entre les personnes âgées et les jeunes travailleurs. Selon une étude de l'Université Charles à Prague¹⁰³, pour maintenir l'âge moyen dans le pays au niveau actuel à l'horizon 2060, il faudrait accueillir 90 millions d'immigrants ce qui ne serait pas conforme aux disponibilités du pays.

Les immigrants qui viennent compenser les manques sur le marché du travail contribueront à la formation de la future main-d'œuvre. Une meilleure composition de la force travailleuse sur le marché du travail subviendra à maintenir une croissance économique soutenable. Ces immigrants ne s'installent pourtant pas pour toujours sur le territoire de la République tchèque, ne fondent pas de familles dans le pays, et dans le cas contraire, ceux qui se domicilient n'ont pas beaucoup d'enfants. L'immigration en provenance des pays à un taux de fécondité élevé pourrait aider la population. Les régions dont la population croît le plus rapidement se trouvent en Afrique. Ici, il se propose l'idée de coopération avec Malte dans les affaires de migration qui aboutirait aux aides réciproques. Par rapport à Malte, la forte majorité des étrangers arrivant en République tchèque sont des ressortissants des autres États membres de l'Union européenne. En 2006, le pays a accueilli 68 134 étrangers dont 83 % ont été des citoyens européens, soit un peu moins que 56 600 personnes¹⁰⁴. A rappeler, les plus grandes minorités formant la population étrangère en République tchèque sont : les ukrainiens, les slovaques, les vietnamiens, les russes et les polonais. A l'exception du

¹⁰² Le montant d'allocations par personne ont diminué à 300 euros. Le Portail électronique du Ministère de l'Intérieur de la République tchèque. Article « Projekt dobrovolných návratů » du 2 août 2009. <http://www.mvcr.cz/clanek/migrace-novy-clanek-890951.aspx?q=Y2hudW09NQ%3D%3D>

¹⁰³ Journal E15. Numéro 226 du 8 octobre 2008. « Experti: Česko před stárnutím neochrání ani přistěhovalci ». Page 4.

¹⁰⁴ Eurostat : communiqué de presse numéro 162/2008 du 18 novembre 2008 : « Immigration in the EU27 in 2006. 40 % of immigrants who settled in the EU27 were citizens of EU27 Member States ».

troisième groupe, tous les Slaves ce qui représente une certaine homogénéité même avec la société des tchèques.

Certains pays s'en sont déjà rendus compte et ont entamé une coopération dans les affaires de migration avec Malte. Par exemple, le 9 juillet 2009 la France a accueilli par l'intermédiaire du programme d'échange 92 personnes qui étaient venues à Malte chercher une protection internationale. Quatre autres personnes de cette première vague les ont rejoint quelques jours plus tard. La majorité d'elles, 57 personnes, sont originaires de la Somalie, suivie par l'Érythrée (18), le Soudan (9), l'Éthiopie (3) et 6 autres nationalités. Étant donné que 22 % de ces immigrants étaient des enfants et la forte majorité des majeures dans l'âge actif, ceci pourrait d'autre part représenter un avantage démographique pour le pays bénéficiaire. Un programme d'accueil consistant au logement, à des cours de français et à un travail a été bien travaillé et mis en place par les autorités françaises. La République tchèque devrait s'en inspirer et prendre en considération les avantages futures pour sa société.

Avec le passage de l'économie à la tertiarisation, les écoles et les centres d'apprentissage tchèque retrouvent leurs classes vides. Les jeunes préfèrent de plus en plus le travail administratif au travail manuel. Les migrants pourraient ainsi remplir les établissements d'apprentissage qui fourniraient les ouvriers qualifiés au marché.

La main-d'œuvre sera nécessaire pour garantir l'augmentation du bien-être dans le pays. Les prévisions démographiques contemporaines ne le permettront pas. Pour pouvoir garder sa structure prospère, le marché devra aller chercher les travailleurs à l'étranger. Et cela sera le rôle de l'État. La recherche et l'arrivée des migrants pour le travail pourront être accompagnées par des difficultés de la part des habitants. En effet, les pays dont les ressortissants viennent en République tchèque pour travailler ou s'installer voient un développement remarquable de leurs économies. Le niveau de vie s'approchant de celui des tchèques les démotivera de s'expatrier au profit du marché tchèque. Ce dernier devra donc s'adresser à la main-d'œuvre disponible dans d'autres pays plus lointains d'Afrique et d'Asie. Si cette décision est prise à la dernière heure, la situation risquera d'engendrer un choc culturel et des actes de xénophobie, voire raciaux. Voici l'exemple des circonstances à Malte aujourd'hui. En plus, des tentatives d'intégration intensives dans le futur pourraient représenter des coûts considérables

étant donné les impacts économiques et financiers d'un plus grand délai¹⁰⁵. Pour éviter tous les problèmes socio-culturels qui pourraient se produire à l'avenir dus à l'arrivée accélérée des immigrants indispensables, il est nécessaire d'assurer leur venue dans le pays pas à pas à partir d'aujourd'hui. Les tchèques doivent s'accommoder du fait que la société contiendra des ressortissants de couleurs de peau différentes. Il est vrai que au fur et à mesure, les étrangers sont de plus en plus nombreux en République tchèque, mais cela concerne dans la majorité des cas la capitale et quelques autres grandes villes.

A l'heure actuelle, il se propose à la République tchèque une très bonne opportunité de profiter de la situation de Malte. Le pays insulaire qui souffre de grandes vagues d'immigrants insoutenables pourrait représenter un certain avantage pour le pays de l'Europe centrale dont le grand souci démographique se traduit par un déséquilibre dans la structure des générations de ses ressortissants. Les immigrants qui arrivent à Malte sont contrôlés par les pouvoirs publics, soignés, partiellement formés et préparés à s'impliquer dans les sociétés européennes modernes. Ces gens sont très motivés à trouver un nouveau domicile et prêts à s'investir dans les tâches en tant que citoyens européens¹⁰⁶. Si la République tchèque décidait de s'associer au programme de « Projet-pilote Commun de Partage des Lardeaux » et ainsi aider à soulager Malte, elle pourrait bénéficier de la main-d'œuvre future pour son marché du travail et des nouveaux ressortissants dont elle aura bientôt besoin pour équilibrer son image démographique. L'échange faciliterait donc la recherche et la venue des immigrants pour la République tchèque d'un côté, et secourrait Malte dans son problème. Une telle coopération représenterait la situation de « gagnant-gagnant » en matière de migration ce qui s'accompagnerait par les économies de ressources financières et humaines.

¹⁰⁵ Les immigrants intégrés dans la société aujourd'hui qui travaillent contribuent aux recettes de l'Etat et ainsi aux prélèvements pour les retraites etc. Ils fondent les familles ce qui diminue les écarts entre la proportion des personnes âgées et les enfants. Les dépenses liées à l'intégration, l'enseignement etc. se font successivement.

¹⁰⁶ Les africains que la France a accueilli dans le cadre de ce programme d'échange avec Malte se sont prononcés d'être enthousiaste d'apprendre la langue, de s'intégrer et de travailler. Article électronique de William Spindler. <http://www.unhcr.org/4a574d906.html>

Conclusion

Les 27 pays de l'Union européenne actuelle se voient faire face à des évolutions démographiques désavantageuses pour leur développement soutenable futur. Cette situation alarmante exige que les gouvernements nationaux et les institutions européennes deviennent plus actifs dans le domaine et adoptent des politiques pour éliminer tous les influences négatives. Avec des taux de fécondité différents selon les pays qui ne dépassent pas le seuil de 2, l'Europe n'est pas en mesure d'assurer le renouvellement automatique de ses générations, et ses citoyens ainsi vieillissent chaque mois de plus de deux mois. Le marché du travail propose une main-d'œuvre âgée et chère, des conditions d'embauche très coûteuses, et un environnement d'investissements peu attractif. Ce sont quelques caractéristiques qui risquent de s'implanter sur le marché intérieur commun comme une des conséquences du vieillissement de population. La compétitivité nationale et européenne commune se retrouveront ainsi en danger ce qui pourrait provoquer des sorties de capitaux au profit des pays actuellement en voie de développement qui proposeront de meilleures conditions d'entrepreneuriat pour les investisseurs au niveau mondial. La zone européenne la plus frappée est représentée par les pays de l'Europe centrale et orientale où la proportion entre les personnes âgées et les enfants va bientôt devenir insoutenable. Il est donc nécessaire d'introduire des démarches adéquates pour répondre à cette situation dramatique. Un des outils qui s'offre sur la scène internationale est l'immigration.

Les flux migratoires sont devenus un des instruments radicaux pour compenser le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs, notamment dans l'industrie. Il y a actuellement des millions d'immigrants installés sur le territoire de l'Union européenne. Les États membres qui accueillent le plus de ressortissants des pays tiers se trouvent dans l'Ouest de l'Europe. Ils bénéficient des avantages qu'ils rapportent aux économies en tant qu'employés, payeurs des impôts et consommateurs. En revanche, il existe des États où le nombre croissant des migrants arrivant n'est pas désiré parce que les limites géopolitiques ne le permettent pas. Il s'agit avant tout de la République de Malte. Malgré son désaccord, le pays doit faire face à des arrivées d'immigrants de plus en

plus nombreuses et il n'arrive pas à les maîtriser. Avec 2 500 demandeurs d'asile annuels en moyenne, Malte est le pays avec le plus grand nombre de demandes de protection par rapport à une tranche de 1 000 habitants. En plus, s'agissant d'un archipel, ses possibilités spatiales et économiques sont fortement limitées. Suivant les conventions et les accords conclus au niveau européen et international, les immigrants doivent rester sur l'île ce qui se reflète de façon négative dans l'économie et la société. Heureusement, de nombreux projets de coopération bilatérale ou multilatérale reposant sur le déplacement des immigrants s'étant vu octroyés le statut de réfugié statutaire ou humanitaire ont été lancés.

Le pays qui représente le cas contraire à celui de Malte se trouve dans la zone de PECO et s'appelle la République tchèque. Cet État post-communiste vient d'entrer dans une période démographiquement très défavorable où le taux de natalité prévoit des valeurs de plus en plus faibles. Une chance qui se propose pour garantir le développement sain et prospère pour son peuple et pour son économie passe par l'immigration. Ses habitants réclament néanmoins une intégration totale et bien gérée. De toute façon, si les immigrants n'arrivaient pas dans le pays la population diminuera énormément. Le gouvernement doit donc assurer des flux d'arrivées d'étrangers suffisants pour empêcher la baisse de population et le vieillissement ainsi défavorisants pour son économie nationale. Il ne faut pourtant pas aller chercher les nouveaux citoyens très loin. La situation à Malte pourrait servir à la République tchèque comme base de ressources du capital humain.

Les personnes arrivant à Malte en tant qu'immigrants irréguliers sont placées dans des centres de détention fermés où ils restent avant que les autorités complètent la documentation nécessaire ; il s'agirait donc d'un soulagement de formalités pour l'administration tchèque. Les « détenus » suivent des cours de langue et prennent connaissance de la culture générale de la société européenne à travers diverses présentations; ceci contribuerait à faciliter leur intégration. Les arrivées d'immigrants seront indispensables pour maintenir l'équilibre du marché du travail, des systèmes sociaux, des balances budgétaires et de paiements et garantir un environnement d'entrepreneuriat attrayant. Les citoyens tchèques devront se rendre à l'évidence du fait que la présence d'étrangers parmi eux sera inévitable. En intégrant les immigrants successivement dans la société tchèque, on évitera un grand choc culturel à venir. En

plus les jeunes migrants pourraient fréquenter les établissements d'apprentissage peu attractif pour les tchèques et ainsi compenser le manque dans les secteurs correspondants.

Malte et la République tchèque figurent dans ce travail comme deux pays aux problèmes contraires. Il ne s'agit néanmoins que de cas exemplaires. Il y a d'autres régions qui font face à des flux d'immigration difficiles : l'Italie, la Grèce ou l'Espagne. D'un autre côté, il y a d'ailleurs plusieurs pays pour lesquels les migrants représenteront un certain sauvetage pour la vie socio-économique de la nation : presque tous les pays de la zone de PECO. Un tel projet de coopération bilatéral pourrait s'étendre sur tous les États concernés. Cela veut dire que plus d'efforts entrepris sur le plan européen entre les zones citées apporterait ses fruits et mettrait en œuvre une collaboration efficace dans une optique de gagnant-gagnant.

Résumé – version anglaise

Today, we live in a peacetime compared to period a few decades ago. The absence of wars with global fatal impact enabled the development of the global economy and nations. Such prosperity has contributed to the enhancement of the global wealth. Event though the global population will double within a couple of decades compared to the 1950s, modernized economies and the technical progress are supposed to ensure a sufficient quantity of food in order to feed the billions of people worldwide, of course on condition of an equitable repartition.

The fastest population growth can be observed in most of the Asian and African regions. These regions will represent the share of 95 % in the global population growth in 2030. The European continent constitutes a countertendency to the mentioned growth evolutions. The European Union, one of the three most developed world economies has to face the problems introduced by demographic changes in its society. Most of the member countries are marked by a decreasing number of births, increasing life expectancy rate and unbalanced ratios between births and deaths. The proportion between young and old people, consequently the active and inactive workforce are neither well-balanced. These evolutionary characteristics show Europe as an ageing continent whose population has been continuously thinning. Such unfavourable situation can have enormous impacts on all the national economies as well as on the whole Internal Market. Demographic ageing has destructive impact above all on the labour market, where it influences the labour supply as well as demand. Furthermore, through national social systems the consequences harm Public Finance and influences many other sectors of the country's economy. Such adverse entrepreneurial environment can provoke efflux of capital and a decline of foreign investments in the country. There have been many possible instruments implemented to solve the problematic demographic issue along with its economic impacts. One of them is well-controlled and followed-up immigration policy from third countries.

There has not yet been adopted any common policy in the matter of immigration and asylum on the European level. Each member state of the European Union has more or less its own practices in this issue and not all countries dispose of capabilities to receive an increased number of immigrants or asylum seekers and integrate them into their

societies. One of the extreme cases is Malta, a small insular Republic in the Mediterranean sea. Malta has the smallest countryland in the EU, the most homogenous and uniform society and one of the biggest population densities in the world. These country specifics have become largely prominent especially during the last couple of years when thousands of asylum seekers from North African regions have been illegally arriving to Malta. Regarding the conversion to the local population, with the average number of 2 500 applications for an international protection, Malta belongs among the most targeted immigration destinations in the world. Nevertheless, its geopolitical and economic possibilities do not allow the country to face up all the immigrants reaching the island.

The European region with the lowest birth rate and the fastest ageing population is formed by the group of the 12 former communist republics, which have recently joined the European Union. One of them is the Czech Republic. This Central European country entered the period of disadvantageous evolution of the population last year. The predictions of demographic changes say that the country will have lost up to 17 % of its current population by 2050. Once such demographic evolution comes true it will have an enormously destructive impact on the whole national economy. In order to tackle the negative incidences, the Czech Republic could concentrate its policy on immigrants coming from third countries. These could represent the necessary labour force in the economic areas where the Czechs refuse to get employed and young immigrants could go to the vocational schools which have problems to attract enough students. With their economic activity on the local market the integrated immigrants would contribute to the public revenues, and in general to the creation of Czech wealth. The Czech government should thus start ensuring a sufficient influx of future citizens to the country market and into the society in order to avoid cultural shock in the future.

So called irregular or illegal immigrants that arrive to Malta are systematically closed in specialized detention centres where they remain until the authorities complete the investigatory files. During the stay in the close centres which could last even 18 months, they are provided with medical care, language courses, education and training courses through which they get basic information about European culture. These immigrants could represent a perfect resource for the Czech Republic. Once the migrants are

educated and prepared for integration in Europe, their integration do not import many administrative and financial charges for the receiving partner country.

Cooperation between the Czech Republic and Malta in the discussed matter would unburden both countries and it would hereby lead to a win-win situation where both concerned partners will become winners. The similar issue as the Maltese one can be seen in Italy, Greece and Spain that face increasing influx of migrants from third countries. And not only the Czech Republic but also many other countries from the former Eastern Socialist Europe are affected by demographic ageing of the population. If the proposed programmes of cooperation between the Czech Republic and Malta were spread into the European regions which are in need, both groups of the indicated countries would take advantage of the described burden sharing programmes.

Résumé – version tchèque

V současné době žijeme v období relativního míru a neexistence globálních válečných konfliktů umožnila rozvoj světových ekonomik a jejich národů. Tato prosperita přispívá ke zlepšení obecné úrovně blahobytu. I přes to, že světová populace se za několik desetiletí téměř zdvojnásobí v porovnání se stavem z poválečného období, předpokládá se, že modernizace ekonomik a technický pokrok jsou schopny zajistit dostatečné množství potravy, samozřejmě za předpokladu rovnocenné redistribuce.

Pokud se týká nárůstu počtu obyvatel, nejrychleji se rozvíjející regiony leží v oblastech Afriky a Asie. Právě tyto regiony budou mít po roce 2030 95% podíl v růstu globální populace. Oproti těmto předpovědím rychlého rozvoje stojí Evropa. Jedna ze tří nejlépe rozvinutých ekonomik světa – Evropská unie – v současnosti musí čelit problémům, které přináší demografické stárnutí obyvatelstva. Počet dětí se snižuje, naděje na dožití dynamicky roste, počet úmrtí převyšuje počet nově narozených. Poměr starých a mladých lidí, tedy ekonomicky aktivní a neaktivní části populace bude tedy velmi nevyvážen. Z dané charakteristiky vyplývá, že starý kontinent stárne a jeho obyvatelstvo řídne. Tento nepříznivý vývoj evropské společnosti se negativně může odrazit na poli ekonomik jednotlivých států i společného trhu. Demografické stárnutí má ničivé dopady především na pracovní trh, kde se jeho vlivy odráží jak na straně poptávky, tak na straně nabídky, dále způsobuje nerovnovážený stav veřejných financí skrze sociální systém, od něhož se dále promítá do dalších sfér ekonomického dění ve státě. V krajních případech může být výsledkem takovýchto změn snížení postavení země na mezinárodní úrovni z pohledu hospodářského a pokles zahraničních investic z důvodu nepříznivého ekonomického klimatu na vnitřním trhu. Pro řešení dané situace se nabízí několik nástrojů, z nichž jedním je bezesporu řízená imigrační politika.

Na evropské úrovni nebyla doposud stanovena žádná závazná společná politika v oblasti imigrace a azylu. Každý stát si tedy více méně určuje své vlastní postupy a ne všechny země disponují možnostmi zvýšené integrace imigrantů ze třetích zemí. Jednou z těchto členských zemí Evropské unie je Malta, malý ostrovní stát ve Středozemním moři. Charakteristickým znakem této nejmenší členské republiky EU je velmi homogenní společnost a jedna z největších hustot obyvatelstva na světě. Tyto markantní

rysy vychází najevo především v průběhu posledního desetiletí, kdy na Maltu přijíždí tisíce ilegálních imigrantů z Afriky. S průměrně 2 500 žadateli o azyl ročně se řadí tento stát se žádostmi o mezinárodní ochranu v přepočtu na tisíc obyvatel mezi největší imigrační destinace. Geopolitické a ekonomické možnosti státu však neumožňují takto velkému přílivu cizinců čelit.

Nejvíce postiženou oblast s nejnižší mírou porodnosti a nejrychlejším stárnutím obyvatelstva tvoří do Evropské unie nově přistoupiší státy, bývalé socialistické republiky. Ukázkovým příkladem může být Česká republika. Tato středoevropská země loňským rokem vstoupila do nepříznivého období demografických změn, který hrozí strmým pádem počtu obyvatel, dle extrémních předpovědí pohybujícím se okolo 17 % do roku 2050. Pokud by se takovéto populační změny naplnily, měly by pro české hospodářství destruktivní následky. České republice se však nabízí záplata v podobě přistěhovalců z třetích zemí. Ti by mohli zajistit dostatek pracovních sil v odvětvích, kde se Češi odmítají nechat zaměstnat, a mladí imigranti by též mohli naplnit lavice učňovských oborů, které v současnosti zejí prázdnotou. Svou ekonomickou aktivitou na českém trhu by přispívali v tvorbě bohatství země a daněmi do státní kasy. Česká společnost však vyžaduje úplnou integrace přistěhovalců. Vláda by tak měla co nejdříve zajistit dostatečný avšak pozvolný příliv cizinců ze třetích zemí na domácí trh, aby tak předešla kulturnímu šoku se všemi jeho možnými aspekty při případné jednorázové integraci velkého počtu přistěhovalců v budoucnu. A zde se nabízí spolupráce s Maltou.

Ilegální přistěhovalci přijíždějící na Maltu jsou systematicky umístováni do speciálních uzavřených táborů, dokud úřady nezkompletují dostatečnou dokumentaci o každém z nich. V těchto táborech je přistěhovalcům poskytnuta lékařská pomoc, navštěvují zde jazykové a jiné vzdělávací kurzy, jejichž prostřednictvím se seznamují s evropskou kulturou. O takto „připravené imigranty“ by mohla Česká republika projevit zájem a začlenit je do své společnosti. Ušetřila by tím mnoho administrativních kroků a tedy finančních a lidských zdrojů.

Společná spolupráce mezi Maltou a Českou republikou v dané problematice, která by ulehčila oběma zemím by takto napomohla k dosažení tzv. situace win-win, tedy strategie, z níž těží každá ze zúčastněných stran a obě jsou tedy vítězi. Stejně jako Malta, tak i Itálie, Řecko a Španělsko čelí stále narůstajícímu přílivu přistěhovalců. A

nejen Česká republika, ale i ostatní státy bývalého Východního bloku jsou zasaženy demografickým stárnutím obyvatelstva, které takto početně slábne. Pokud by navržená spolupráce mezi Maltou a Českou republikou byla rozšířena na evropskou úroveň, obě skupiny uvedených států by prostřednictvím těchto programů výměn mohly těžit.

Annexes

Table des matières :

Tableau 1 : « Population totale en Europe »	80
Tableau 2 : « Croissance de la population cumulative »	81
Tableau 3 : « Evolution de la population selon les régions de l'UE »	81
Tableau 4 : « Indice de structures de la population européenne »	82
Graphique 1 : « Attribution de la citoyenneté dans les pays de l'UE des 27 »	83
Tableau 5 : « Espérance de vie à la naissance, par sexe; Femmes »	83
Tableau 6 : « Espérance de vie à la naissance, par sexe; Hommes »	84
Tableau 7 : « Evolution de la population âgée d'entre 15 et 64 ans »	84
Tableau 7 : « Evolution de la population âgée d'entre 15 et 64 ans » - la suite	85
Tableau 8 : « Croissance de la population totale »	85
Graphique 2 : « Immigrants détenus dans les centres ouverts et de détention »	87
Graphique 3 : « Immigrants détenus dans les centres ouverts et de détention »	87
Tableau 10 : « Nombre de personnes nouvelles-arrivées »	88
Tableau 11 : « Décomposition des demandeurs d'asile à Malte et en République tchèque » ..	88
Tableau 12 : « Répartitions des demandeurs d'asile selon leur pays d'origine »	88
Tableau 13 : « Nombre de demandes d'asile annuel dans l'UE 27 »	89
Tableau 14 : « Evolution de la Population Totale »	89
Tableau 15 : « Nombre de demandes d'asile à Malte »	90
Tableau 16 : « Comparaison des profils économiques et de marchés du travail »	91
Tableau 17 : « La population de la République tchèque »	92
Tableau 18 : « Etrangers installés en République tchèque de façon permanente »	92
Tableau 19 et 20 : « Données démographiques sur la République tchèque »	93
Tableau 21 : « Evolutions du taux de chômage en République tchèque »	93
Tableau 22 : « Données démographiques assorties sur la République tchèque »,	95

Tableau 1 : « Population totale en Europe »

données du 1 ^{er} janvier						
zone géographique \ année	1999	2002	2005	2008	2009	2010
UE 27	481617952	484636747	491153644	497649125	499723520	501259840
UE 25	450898986	454912169	461734067	468480260	470618353	472216915
zone euro 16 pays	311626496	315611013	321680141	327121928	328629982	329671838
zone euro 15 pays	306233114	310232062	316295319	321720930	323217728	324247781
Belgique	10213752	10309725	10445852	10666866	10750000	10827519
Bulgarie	8230371	7891095	7761049	7640238	7606551	7576751
République tchèque	10289621	10206436	10220577	10381130	10467542	10512397
Danemark	5313577	5368354	5411405	5475791	5511451	5547088
Allemagne	82037011	82440309	82500849	82217837	82002356	81757595
Estonie	1379237	1361242	1347510	1340935	1340415	1340274
Irlande	3732201	3899876	4109173	4401335	4450014	4450878
Grèce	10861402	10968708	11082751	11213785	11260402	11306183
Espagne	39802827	40964244	43038035	45283259	45828172	46087170
France	60158533	61424036	62772870	63982881	64350759	64709480
Italie	56909109	56993742	58462375	59619290	60045068	60397353
Chypres	682862	705539	749175	789269	796875	801851
Lettonie	2399248	2345768	2306434	2270894	2261294	2248961
Lituanie	3536401	3475586	3425324	3366357	3349872	3329227
Luxembourg (Grand-Duché)	427350	444050	461230	483799	493500	502207
Hongrie	10253416	10174853	10097549	10045401	10030975	10013628
Malte	378518	394641	402668	410290	413609	416333
Pays-Bas	15760225	16105285	16305526	16405399	16485787	16576800
Autriche	7982461	8063640	8201359	8318592	8355260	8372930
Pologne	38666983	38242197	38173835	38115641	38135876	38163895
Portugal	10148883	10329340	10529255	10617575	10627250	10636888
Roumanie	22488595	21833483	21658528	21528627	21498616	21466174
Slovénie	1978334	1994026	1997590	2010269	2032362	2054119
Slovaquie	5393382	5378951	5384822	5400998	5412254	5424057
Finlande	5159646	5194901	5236611	5300484	5326314	5350475
Suède	8854322	8909128	9011392	9182927	9256347	9347899
Royaume Uni	58579685	59217592	60059900	61179256	61634599	62041708
Croatie	4527459	4444608	4443901	4436401	4435056	:
Mécédonie	2012705	2038651	2035196	2045177	2048619	:
Turquie	65786563	68838069	71610009	70586256	71517100	:
Islande	275712	286575	293577	315459	319368	318755
Liechtenstein	32015	33525	34600	35356	35589	35981
Norvège	4445329	4524066	4606363	4737171	4799252	4854824
Suisse	7123537	7255653	7415102	7593494	7701856	7760477

Source : Eurostat, la version du 27 janvier 2010

Tableau 2 : « Croissance de la population cumulative »

Croissance de la population cumulative dans certains pays de l'UE, 2008-2030							
2008-2030	Evolutions démographiques		Migration nette	Croissance brute en %	Taux de natalité en %	Taux de mortalité en %	Taux de migration nette total en %
	en milliers						
Zone/pays	Naissances	Décès	Internationale				
Union européenne	115 173	120 649	30 268	2,1	9,9	10,3	2,6
Belgique	2 837	2 602	889	2,1	9,8	10,3	2,6
Bulgarie	1 395	2 333	3	-5,7	8,5	14,2	0,0
Chypres	243	152	197	13,4	11,3	7,1	9,2
République tchèque	2 104	2 626	572	0,2	8,8	11,0	2,4
Allemagne	15 222	21 376	3 948	-1,2	8,2	11,5	2,1
Espagne	10 578	10 503	7 387	6,6	9,4	9,3	6,6
France	17 938	13 776	2 161	4,2	12,0	9,2	1,4
Grèce	2 287	2 808	877	1,4	8,7	10,7	3,3
Hongrie	2 029	2 911	458	-1,9	9,0	12,9	2,0
Italie	11 609	14 928	5 691	1,7	8,3	10,7	4,1
Malte	90	93	23	2,1	9,4	9,6	2,4
Pays-Bas	4 142	3 572	253	2,1	10,7	9,2	0,7
Pologne	7 802	9 174	77	-1,5	9,1	10,6	0,1
Slovénie	391	498	102	-0,1	8,4	10,7	2,2
Slovaquie	1 100	1 284	99	-0,7	8,9	10,4	0,8
Royaume Uni	18 408	14 014	3 868	5,5	12,3	9,3	2,6

Source : Eurostat, « Population and social conditions », Konstantinos GIANNAKOURIS, janvier 2010

Tableau 3 : « Evolution de la population selon les régions de l'UE »

Nombre de régions dans les pays de l'UE avec une augmentation ou une baisse de la population entre les années 2008 et 2030		
Pays	régions avec une baisse	régions avec une augmentation
Belgique	0	11
Bulgarie	6	0
République tchèque	5	3
Danemark	0	5
Allemagne	28	11
Estonie	1	0
Irlande	0	2
Grèce	5	8
Espagne	4	15
France	2	19
Italie	8	13
Chypres	0	1
Lettonie	1	0
Lituanie	1	0
Luxembourg (Grand-Duché)	0	1
Hongrie	6	1
Malte	0	1

Pays-Bas	2	10
Autriche	1	8
Pologne	12	4
Portugal	2	5
Roumanie	8	0
Slovénie	1	1
Slovaquie	2	2
Finlande	1	4
Suède	1	7
Royaume Uni	0	37

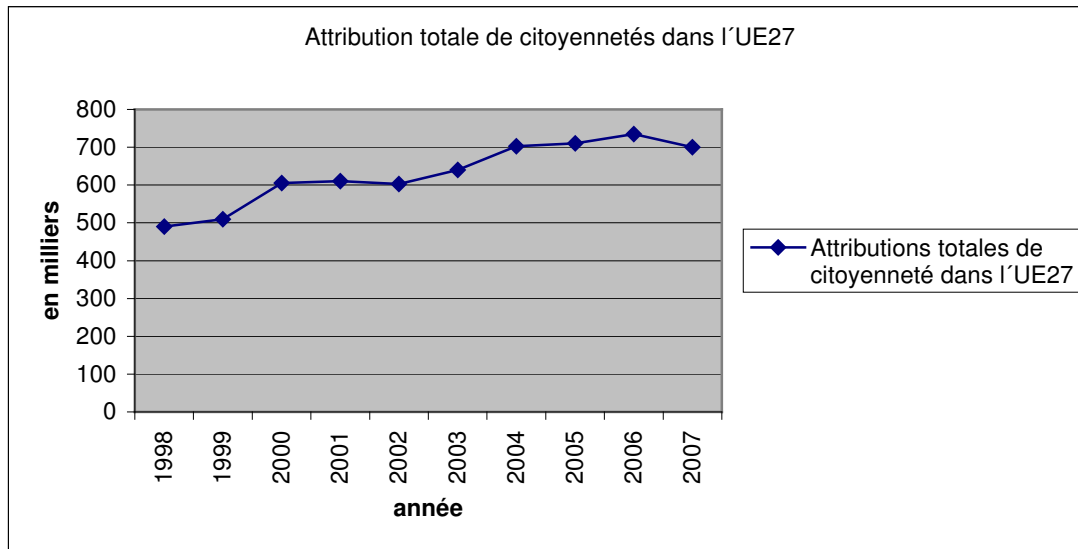
Source : Eurostat, « Population and social conditions », Konstantinos GIANNAKOURIS, janvier 2010

Tableau 4 : « Indice de structures de la population européenne »

Indice de structures de la population européenne						
pays	population totale en milliers		part de la population de 65 ans et plus en %		ratio de la dépendance de la population âgée de plus de 65 ans, en %	
	2010	2030	2010	2030	2010	2030
UE 27	499 389	519 942	17,4	23,6	25,9	38
Belgique	10 784	11 745	17,2	22,9	26,1	37,6
Bulgarie	7 564	6 753	17,5	23,3	25,3	36,3
République tchèque	10 394	10 420	15,4	22,9	21,8	35,7
Danemark	5 512	5 808	16,4	22,8	25	37,8
Allemagne	82 145	80 152	20,6	27,6	31,2	46,2
Estonie	1 333	1 267	17	21,7	25	34,4
Irlande	4 614	5 881	11,3	16	16,7	24,6
Grèce	11 307	11 573	18,9	24,2	28,2	38,5
Espagne	46 673	52 661	16,7	22,1	24,4	34,3
France	62 583	67 982	16,7	23,2	25,8	39
Italie	60 017	61 868	20,3	26,2	31	42,4
Chypres	821	1 072	12,7	17,9	18	27,4
Lituanie	3 337	3 083	16	22,1	23,2	34,7
Lettonie	2 247	2 033	17,4	22,2	25,2	34,6
Luxembourg (Grand-Duché)	494	607	14,3	19,6	21,1	30,8
Hongrie	10 023	9 651	16,6	22	24,2	34,1
Malte	414	432	14,8	24,2	21,2	39,1
Pays-Bas	16 503	17 208	15,3	24,1	22,8	40
Autriche	8 405	8 988	17,6	23,7	26	38,1
Pologne	38 092	36 975	13,6	23	19	36
Portugal	10 723	11 317	17,8	23,3	26,6	36,6
Roumanie	21 334	20 049	14,9	20,3	21,3	30,3
Slovénie	2 034	2 023	16,6	25,3	23,9	40,8
Slovaquie	5 407	5 332	12,3	21,3	16,9	32,3
Finlande	5 337	5 569	17,1	25,5	25,7	43,9
Suède	9 306	10 270	18,2	22,5	27,8	37,4
Royaume Uni	61 984	69 224	16,4	20,5	24,7	33,2

Source : Eurostat, « Population and social conditions », Konstantinos GIANNAKOURIS, janvier 2010

Graphique 1 : « Attribution de la citoyenneté dans les pays de l'UE des 27 »



Source : Eurostat

Tableau 5 : « Espérance de vie à la naissance, par sexe; Femmes »

Pays\Année	1997	2001	2007	2008
Belgique	80,71	81,24	82,6	:
Bulgarie	73,77	75,38	76,65	77,03
République tchèque	77,58	78,6	80,22	80,52
Danemark	78,57	79,27	80,59	80,99
Allemagne	80,5	81,45	82,67	82,67
Estonie	75,86	76,35	78,84	79,51
Irlande	78,71	79,88	82,07	82,3
Grèce	80,43	81,04	81,83	82,35
Espagne	82,33	83,19	84,33	84,32
France	:	82,98	84,83	:
Italie	82,02	83,11	:	:
Chypre	79,96	81,42	82,24	83,09
Lettonie	:	:	76,46	77,77
Lituanie	76,63	77,57	77,23	77,63
Luxembourg (Grand-Duché)	79,96	80,72	82,21	83,06
Hongrie	75,53	76,65	77,76	78,25
Malte	80,09	81,16	82,19	82,33
Pays-Bas	80,65	80,79	82,54	82,47
Autriche	80,7	81,68	83,07	83,28
Pologne	77,02	78,38	79,78	80,02
Portugal	79,31	80,52	82,23	82,41
Roumanie	73,29	74,88	76,86	77,22
Slovénie	79,1	80,38	82,03	82,59
Slovaquie	76,88	77,7	78,44	78,98
Finlande	80,67	81,68	83,12	83,28
Suède	81,99	82,17	83,09	:
Royaume-Uni	79,68	80,53	81,79	:

Source : Eurostat, le 10 février 2010

Tableau 6 : « Espérance de vie à la naissance, par sexe; Hommes »

Espérance de vie à la naissance, par sexe; Hommes

Pays/Anée	1997	2001	2007	2008
Belgique	74,17	74,95	77,06	:
Bulgarie	66,99	68,58	69,49	69,78
République tchèque	70,53	72,08	73,75	74,06
Danemark	73,58	74,69	76,17	76,52
Allemagne	74,09	75,56	77,41	77,63
Estonie	64,22	64,76	67,23	68,7
Irlande	73,36	74,53	77,4	77,53
Grèce	75,42	75,95	77,07	77,69
Espagne	75,17	76,18	77,76	78,01
France	:	75,45	77,6	:
Italie	75,8	77,1	:	:
Chypre	74,86	76,56	77,86	78,45
Lettonie	:	:	65,76	66,97
Lituanie	65,46	65,92	64,85	66,29
Luxembourg (Grand-Duché)	74,04	75,11	76,66	78,11
Hongrie	66,67	68,24	69,38	69,97
Malte	75,16	76,59	77,53	77,08
Pays-Bas	75,18	75,83	78,12	78,43
Autriche	74,07	75,65	77,43	77,75
Pologne	68,46	69,97	70,96	71,26
Portugal	72,17	73,54	75,93	76,24
Roumanie	65,22	67,54	69,71	69,71
Slovénie	71,1	72,26	74,65	75,53
Slovaquie	68,88	69,52	70,59	70,84
Finlande	73,48	74,6	75,96	76,47
Suède	76,76	77,58	79,02	:
Royaume-Uni	74,65	75,82	77,56	:

Source : Eurostat, le 10 février 2010,

Tableau 7 : « Evolution de la population âgée d'entre 15 et 64

(en milliers)	ans »		
	2010	2030	2060
EU27	334 987.4	321 943.6	283 292.6
BE	7 038.5	7 217.7	7 112.0
BG	5 224.6	4 331.9	2 952.6
CZ	7 327.8	6 695.5	5 171.3
DK	3 612.2	3 501.8	3 474.9
DE	54 204.1	44 160.2	38 891.9
EE	905.8	800.6	626.1
IE	3 137.3	3 826.3	3 905.4
EL	7 554.4	7 272.8	6 160.8
ES	31 877.5	33 964.2	28 420.8
FX	40 584.5	40 415.2	41 202.4
IT	39 397.5	38 118.0	32 748.5
CY	576.9	701.3	777.0
LV	1 550.3	1 304.4	897.5

Tableau 7 : « Evolution de la population âgée d'entre 15 et 64 ans » - la suite

(en milliers)	2010	2030	2060
LT	2 310.0	1 966.1	1 347.2
LU	334.9	385.5	441.1
HU	6 873.0	6 220.8	4 828.8
MT	288.0	266.9	222.2
NL	11 084.6	10 366.4	9 586.7
AT	5 674.2	5 590.7	5 171.7
PL	27 220.3	23 623.8	16 334.8
PT	7 174.2	7 184.7	6 347.4
RO	14 926.6	13 392.1	9 063.8
SI	1 414.4	1 252.8	956.2
SK	3 921.8	3 511.8	2 398.3
FI	3 542.	3 238.8	3 048.6
SE	6 077.8	6 179.9	6 193.1
UK	41 076.4	42 811.5	45 011.5
NO	3 183.6	3 371.0 3	3 493.6
CH	5 222.8	5 349.2	5 307.8

Source: Eurostat, EUROPOP2008 convergence scenario. GIANNAKOURIS, Konstantinos :

« Population and social conditions », Statistics in focus 72/2008. 16.07.2008.

Tableau 8 : « Croissance de la population totale »

	Population au 1er janvier			Croissance depuis le 1er janvier 2008 (%)	
	2008	2035	2060	2035	2060
EU27	495 394	520 654	505 719	5.1	2.1
Belgique	10 656	11 906	12 295	11.7	15.4
Bulgarie	7 642	6 535	5 485	-14.5	-28.2
République tchèque	10 346	10 288	9 514	-0.6	-8.0
Denemark	5 476	5 858	5 920	7.0	8.1
Allemagne	82 179	79 150	70 759	-3.7	-13.9
Estonie	1 339	1 243	1 132	-7.2	-15.4
Irlande	4 415	6 057	6 752	37.2	52.9
Grèce	11 217	11 575	11 118	3.2	-0.9
Espagne	45 283	53 027	51 913	17.1	14.6
France	61 876	69 021	71 800	11.5	16.0
Italie	59 529	61 995	59 390	4.1	-0.2
Chypres	795	1 121	1 320	41.1	66.2
Lettonie	2 269	1 970	1 682	-13.2	-25.9
Lituanie	3 365	2 998	2 548	-10.9	-24.3
Luxembourg	482	633	732	31.3	51.7
Hongrie	10 045	9 501	8 717	-5.4	-13.2
Malte	410	429	405	4.5	-1.4
Pays-Bas	16 404	17 271	16 596	5.3	1.2
Autriche	8 334	9 075	9 037	8.9	8.4
Pologne	38 116	36 141	31 139	-5.2	-18.3
Portugal	10 617	11 395	11 265	7.3	6.1

Roumanie	21 423	19 619	16 921	-8.4	-21.0
Slovénie	2 023	1 992	1 779	-1.5	-12.1
Slovaquie	5 399	5 231	4 547	-3.1	-15.8
Finlande	5 300	5 557	5 402	4.9	1.9
Suède	9 183	10 382	10 875	13.1	18.4
Royaume-Uni	61 270	70 685	76 677	15.4	25.1

Source : Eurostat, newsrelease 119/2008 du 26 août 2008 : « Population projections 2008-2060, From 2015, deaths projected to outnumber births in EU27.

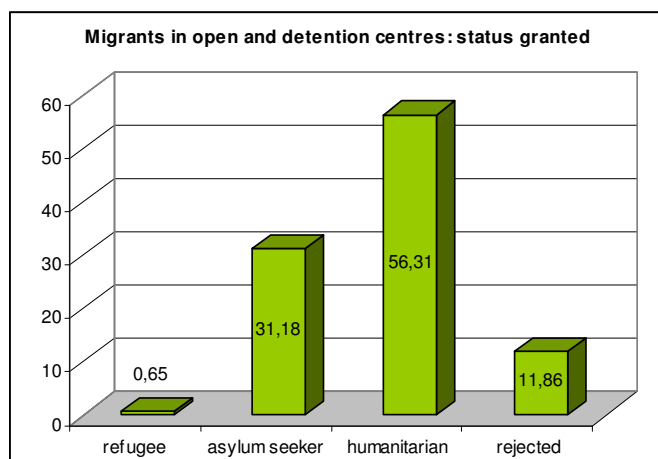
Tableau 9 : « Population âgée »

	Pourcentage de la population âgée de 65 ans et plus			Pourcentage de la population âgée de 80 ans et plus			Old age dependency ratio (%)	
	2008	2035	2060	2008	2035	2060	2008	2060
UE27	17.1	25.4	30.0	4.4	7.9	12.1	25.4	53.5
Belgique	17.0	24.2	26.5	4.7	7.4	10.2	25.8	45.8
Bulgarie	17.3	24.7	34.2	3.6	7.1	12.8	25.0	63.5
République tchèque	14.6	24.1	33.4	3.4	7.9	13.4	20.6	61.4
Denemark	15.6	24.1	25.0	4.1	7.7	10.0	23.6	42.7
Allemagne	20.1	30.2	32.5	4.7	8.9	13.2	30.3	59.1
Estonie	17.2	22.8	30.7	3.6	6.8	10.7	25.2	55.6
Irlande	11.2	17.6	25.2	2.8	5.0	9.6	16.3	43.6
Grèce	18.6	26.3	31.7	4.1	7.9	13.5	27.8	57.1
Espagne	16.6	24.8	32.3	4.6	7.2	14.5	24.2	59.1
France	16.5	24.4	25.9	5.0	8.5	10.8	25.3	45.2
Italie	20.1	28.6	32.7	5.5	9.1	14.9	30.5	59.3
Chypres	12.4	19.0	26.2	2.8	5.3	8.6	17.7	44.5
Lettonie	17.3	23.7	34.4	3.6	6.7	11.9	25.0	64.5
Lituanie	15.8	24.3	34.7	3.3	6.4	12.0	23.0	65.7
Luxembourg	14.2	21.3	23.6	3.5	5.8	8.9	20.9	39.1
Hongrie	16.2	23.1	31.9	3.7	7.6	12.6	23.5	57.6
Malte	13.8	24.8	32.4	3.2	8.3	11.8	19.8	59.1
Pays-Bas	14.7	25.9	27.3	3.8	8.0	10.9	21.8	47.2
Autriche	17.2	26.1	29.0	4.6	7.2	11.4	25.4	50.6
Pologne	13.5	24.2	36.2	3.0	7.7	13.1	19.0	69.0
Portugal	17.4	24.9	30.9	4.2	7.6	12.8	25.9	54.8
Roumanie	14.9	22.9	35.0	2.8	6.2	13.1	21.3	65.3
Slovénie	16.1	27.4	33.4	3.5	8.4	13.9	23.0	62.2
Slovaquie	12.0	23.0	36.1	2.6	6.4	13.2	16.6	68.5
Finlande	16.5	26.4	27.8	4.3	9.4	10.8	24.8	49.3
Suède	17.5	23.6	26.6	5.3	8.1	10.0	26.7	46.7
Royaume-Uni	16.1	21.9	24.7	4.5	6.7	9.0	24.3	42.1

Source : Eurostat, newsrelease 119/2008 du 26 août 2008 : « Population projections 2008-2060, From 2015, deaths projected to outnumber births in EU27.

Graphique 2 : « Immigrants détenus dans les centres ouverts et de détention »

selon le status attribué (en %) en mai 2009



Légende:

refugee – réfugié

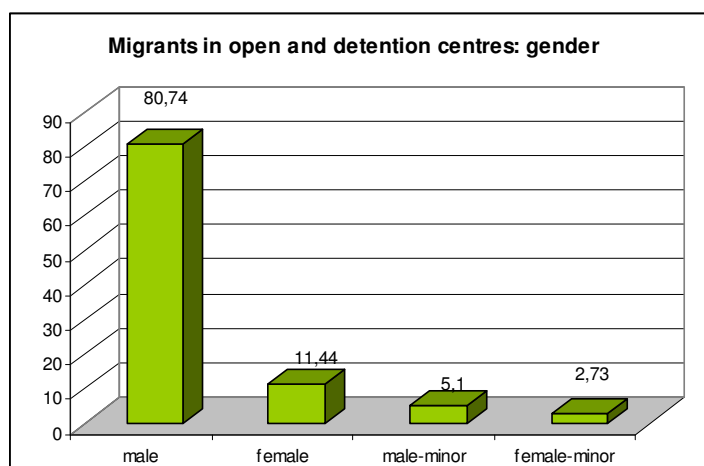
humanitarian – protection humanitaire

asylum seeker – chercheur d'asile rejected – rejeté

Source: rapport final du voyage d'étude des stagiaires du Comité des Régions de l'Union européenne, session de printemps 2009 ; mai 2009

Graphique 3 : « Immigrants détenus dans les centres ouverts et de détention »

Selon le sexe (en %)



Légende:

male-minor – hommes mineurs
 male - hommes
 female-minor – femmes mineurs
 female - femmes

Source: rapport final du voyage d'étude des stagiaires du Comité des Régions de l'Union européenne, session de printemps 2009 ; mai 2009

Tableau 10 : « Nombre de personnes nouvelles-arrivées »

Nombre de personnes arrivées en barques à Malte		
année	nombre de personnes	nombre de personnes par 1000 habitants
2002	1686	4,26
2003	502	1,26
2004	1388	3,48
2005	1822	4,52
2006	1780	4,4
2007	1702	4,17
2008	2775	6,77
2009q	1700	4,11
au total	13355	32,57

q = pour les premiers 3 trimestres

Sources :

- 1) rapport final du voyage d'étude des stagiaires du Comité des Régions de l'Union européenne, session de printemps 2009 ; mai 2009
- 2) Eurostat, « Population and social conditions », Anthony ALBERTINELLI, Piotr JUCHNO, 3/2010
- 3) Eurostat, « total population », 27.1.2010, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcod e=tps00001>

Tableau 11 : « Décomposition des demandeurs d'asile à Malte et en République tchèque »

Selon l'âge

Décomposition des demandeurs d'asile selon l'âge						
période: 3ème trimestre 2009						
	0-13	14-17	18-34	35-64	65 et plus	total
Malte	1,2	14,5	77,7	6	0	495
RT	25,7	1,8	45,2	26,8	0,4	270

Source : Eurostat, « Population and social conditions », Anthony ALBERTINELLI, Piotr JUCHNO, 3/2010

Tableau 12 : « Répartitions des demandeurs d'asile selon leur pays d'origine »

Répartitions des demandeurs d'asile selon leur pays d'origine			
période : 3ème trimestre 2009			
République tchèque		Malte	
pays	nombre de demandeurs	pays	nombre de demandeurs
Kazakhstan	55	Somalie	250
Ukraine	30	Niger	145
Mongolie	30	Mali	25
Turquie	25	Côte d'Ivoire	20
Sans nationalité	15	Burkina Fasso	15
Autres	120	Autres	40

Source : Eurostat, « Population and social conditions », Anthony ALBERTINELLI, Piotr JUCHNO, 3/2010

**Tableau 13 : « Nombre de demandes d'asile annuel dans l'UE 27 »
du 3ème trimestre 2008 au 3ème trimestre 2009**

Nombre de demandes d'asile dans l'UE 27		
durée: 12 mois, du 3ème trimestre 2008 au 3ème trimestre 2009		
pays	nombre de demandes par rapport à 1000 habitants	
Allemagne	29580	0,36
Autriche	15475	1,86
Belgique	18290	1,71
Bulgarie	750	0,1
Danemark	3340	0,61
Espagne	3455	0,08
Estonie	35	0,03
Finlande	5400	1,02
France	46280	0,72
Grèce	16225	1,45
Hongrie	4760	0,47
Chypres	x	X
Irlande	3130	0,71
Italie	20455	0,34
Lituanie	475	0,14
Lettonie	60	0,03
Luxembourg (Grand-Duché)	420	0,87
Malte	2310	5,63
Pays-Bas	15650	0,94
Pologne	10535	0,28
Portugal	145	0,01
République tchèque	1355	0,13
Roumanie	1210	0,06
Royaume Uni	x	X
Slovaquie	840	0,16
Slovénie	245	0,12
Suède	23305	2,54

Sources :

- 1) Eurostat, « Population and social conditions », Anthony ALBERTINELLI, Piotr JUCHNO, 3/2010
- 2) Eurostat, « total population », 27.1.2010, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcod e=tps00001>

Tableau 14 : « Evolution de la Population Totale »

Evolution de la Population Totale							
En milliers	2008	2010	2020	2030	2040	2050	2060

Malte	410,5	413,5	427	431,6	424,3	414,8	404,7
RT	10345,9	10394,1	10543,4	10420,2	10158,5	9891,9	9513,8
EU27	495394	499389	513837	519942	520102	515303	505718

Source : Eurostat, « Population and social conditions », Konstantinos GIANNAKOURIS, 72/2008

Tableau 15 : « Nombre de demandes d'asile à Malte »

traitées par l'Office du Commissaire aux réfugiés et les décisions selon les statuts

Nombre de demandes d'asile à Malte traitées par l'Office du Commissaire aux réfugiés et les décisions selon les statuts									
année	Nouvelles demandes	Demandes de l'année précédente	Nombre de statuts de réfugié accordés	Nombre de protections humanitaires accordées	Nombre de demandes rejetées	Retraits des demandes en cours	Demandes en cours	*dont les mineurs non accompagnés	Demandes en attente le début de la procédure *
2004	997	0	49	560	259	20	141	91	449
2005	1166	0	34	484	580	60	149	36	692
2006	1203	144	28	522	637	23	211	109	720
2007	1354	204	7	620	329	23	611	173	1285
2008	2515	606	19	1394**	1279	23	503	140	1100
2009	2337	492	20	1670***	895	79	222	x	17
2002-2009	10851	x	232	5694	4452	251	222	x	17
	** dont 7 se sont vus accordés la protection humanitaire temporaire								
	*** dont 10 se sont vus accordés la protection humanitaire temporaire								
	les données annuelles se réfèrent à des périodes du 1er janvier au 31 decembre de l'année								

Source : Données des statistiques de l'Office du Commissaire aux Réfugiées, fournies par le Commissaire aux réfugiés

Tableau 16 : « Comparaison des profils économiques et de

Tableau comparatif des profils économiques de Malte et de la République tchèque par rapport au profil de l'UE 27			
Indices / Pays ou zone	Malte	République tchèque	EU27
PIB par habitant en SPA	76.3[2008]	80.3[2008]	100 [2008]
Taux de croissance du PIB réel	1.6[2011]	2.3[2011]	1,6[2011]
Valeur ajoutée brute. Agriculture, chasse et pêche	1.8[2008]	2.5[2008]	1,8 [2008]
Valeur ajoutée brute. Industrie y compris énergie	17.4[2008]	31.0[2008]	20,1 [2008]
Valeur ajoutée brute. Construction	3.6[2008]	6.6[2008]	6,4 [2008]
Valeur ajoutée brute. Commerce, transports et communications	26.5[2008]	25.3[2008]	21,0 [2008]
Valeur ajoutée brute. Activités financières et services aux entreprises	22.0[2008]	17.9[2008]	28,2[2008]
Valeur ajoutée brute. Autres activités de services	28.9[2008]	16.7[2008]	22,5[2008]
Solde public	-4.7[2008]	-2.1[2008]	-2,3[2008]
Dette publique	63.8%[2008]	30.0%[2008]	61,5[2008]
Current taxes on income, wealth, etc. - (% of GDP) - General Government	13.1[2008]	8.6[2008]	13,1[2008]
Taxes sur la production et les importations - (% du PIB)	14.6[2008]	11.0[2008]	13,0[2008]
Productivité de la main-d'oeuvre par personne occupée	84.3[2011]	70.5[2011]	100[2011]
Productivité de la main-d'oeuvre par heure de travail	67.7[2008]	53.9[2008]	87,4[2008]
Rendements des obligations à long terme du secteur public	4.50[2010m01]	4.28[2010m01]	4,09[2010m01]
IPCH - indice global - taux d'inflation annuel	1.8[2009]	0.6[2009]	N/A
Intégration du marché - Intensité des investissements directs à l'étranger (IDE)	6.9[2008]		2,2[2008]
Taux d'emploi selon le sexe en % du total	55.3[2008]	66.6[2008]	65,9[2008]
Taux d'emploi de la main-d'oeuvre âgée selon le sexe en % du total	29.2[2008]	47.6[2008]	45,6[2008]
Part d'emploi en temps partiel en % des emplois totaux	11.5[2008]	4.9[2008]	18,2[2008]
Nombre d'heures travaillées par semaine des personnes ayant un emploi à plein temps	41.2[2008]	42.7[2008]	41,8[2007]
Taux de chômage selon le sexe en % du total	7.0[2009]	6.8[2009]	8,9[2009]
Le taux de chômage de longue durée (12 mois et plus) en % du total de la population active	2.5[2008]	2.2[2008]	2,6[2008]
Croissance du coût unitaire du travail réel	-1.1[2011]	-0.4[2011]	-1,0[2011]

marchés du travail »

Source: Eurostat: Interface « Profils des pays », thèmes de « Economie et finances » et de « Marché du travail ». <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/guip/themeAction.do>

Tableau 17 : « La population de la République tchèque »
(valeurs absolues, variations annuelles)

Indice	Nombre absolu (1er - 3ème trimestres)			Nombre par tranche de 1 000 habitants	
	2008	2009	variation 2009 - 2008	2008	2009 p)
Naissances	91 523	89 796	-1 727	11,7	11,5
Décès	78 651	78 950	299	10,1	10,1
Avortements	31 122	30 572	-550	4,0	3,9
Immigrés	64 537	32 094	-32 443	8,3	4,1
Emmigrés	4 857	9 285	4 428	0,6	1,2
Croissance due aux naissances	12 872	10 846	-2 026	1,7	1,4
Croissance due à la migration	59 680	22 809	-36 871	7,7	2,9
Croissance totale	72 552	33 655	-38 897	9,3	4,3
Population le 30 septembre	10 453 682	10 501 197	47 515	x	x

Source : Office des statistiques tchèque CSU

Tableau 18 : « Etrangers installés en République tchèque de façon permanente »

	Total	Décomposition selon le type de résidence		
		Résidence permanente	Séjours et permis de résidence de plus de 90 jours	Sans nationalité
1989	35 561	27 325	7 899	337
1990	35 198	27 204	7 695	299
1991	38 002	28 457	9 204	341
1992	49 957	29 145	20 428	384
1993	77 668	31 072	46 070	526
1994	104 343	33 164	71 179	-
1995	159 207	39 242	119 965	-
1996	199 152	46 388	152 764	-
1997	210 311	56 797	153 514	-
1998	220 187	64 352	155 835	-
1999	228 862	66 754	162 108	-
2000	200 951	66 855	134 096	-
2001	210 794	69 816	140 978	-
2002	231 608	75 249	156 359	-
2003	240 421	80 844	159 577	-
2004	254 294	99 467	154 827	-
2005	278 312	110 598	167 714	-
2006	321 456	139 185	182 271	-
2007	392 315	157 512	234 803	-
2008	437 565	172 191	265 374	-

Source : Office des statistiques tchèque CSU, Direction de la Police des étrangers du Ministère de l'Intérieur

Tableau 19 et 20 : « Données démographiques sur la République tchèque »

calculées par rapport aux 1000 habitants

Données calculées par rapport aux 1000 habitants	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Accroissement à l'origine de la migration par tranche de 1000 habitants	0,1	0,1	0,3	1,1	0,5	1,0	1,0	1,0	1,2	0,9
Avortements par tranche de 1000 habitants	12,2	12,2	11,6	10,6	8,3	6,5	6,0	5,8	5,5	5,4
Naissances par tranche de 1000 habitants	12,4	12,6	12,5	11,8	11,7	10,3	9,3	8,8	8,8	8,8
Décès par tranche de 1000 habitants	12,3	12,5	12,1	11,7	11,4	11,4	11,4	10,9	10,9	10,6
Accroissement total par tranche de 1000 habitant	0,2	0,2	0,8	1,3	0,8	-0,1	-1,1	-1,2	-1,0	-0,9

Données calculées par rapport aux 1000 habitants	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Accroissement à l'origine de la migration par tranche de 1000 habitants	0,9	0,6	-0,8	1,2	2,5	1,8	3,5	3,4	8,1	6,9
Avortements par tranche de 1000 habitants	5,1	4,6	4,4	4,3	4,1	4,0	3,9	3,9	4,0	4,0
Naissances par tranche de 1000 habitants	8,7	8,8	8,9	9,1	9,2	9,6	10,0	10,3	11,1	11,5
Décès par tranche de 1000 habitants	10,7	10,6	10,5	10,6	10,9	10,5	10,5	10,2	10,1	10,1
Accroissement total par tranche de 1000 habitant	-1,1	-1,1	-2,5	-0,3	0,8	0,9	3,0	3,5	9,1	8,3

Source : Office des statistiques tchèque CSU

Tableau 21 : « Evolutions du taux de chômage en République tchèque »

Taux de chômage (le 31 décembre)							
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
République tchèque	0,66	4,13	2,57	3,52	3,19	2,93	3,52
Prague	0,64	1,16	0,32	0,34	0,28	0,29	0,43
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
République tchèque	5,23	7,48	9,37	8,78	8,90	9,81	10,31
Prague	0,87	2,31	3,52	3,42	3,39	3,73	4,02
	2004 ²⁾	2005	2006	2007	2008		
République tchèque	9,47	8,88	7,67	5,98	5,96		
Prague	3,58	3,25	2,72	2,16	2,14		

Source : Office des statistiques tchèque CSU, données du Ministère du Travail

Tableau 22 : « Données démographiques assorties sur la République tchèque » ;

Source : Office des statistiques tchèque CSU

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Population	10 362	10 364	10 313	10 326	10 334	10 333	10 321	10 309	10 299	10 290
hommes	5 036	5 037	5 006	5 013	5 019	5 020	5 017	5 012	5 009	5 005
femmes	5 326	5 327	5 307	5 312	5 315	5 313	5 305	5 297	5 290	5 284
Selon l'âge										
0 - 14	2 253	2 194	2 121	2 065	2 010	1 948	1 893	1 843	1 795	1 751
15 - 64	6 817	6 868	6 877	6 933	6 981	7 029	7 056	7 078	7 102	7 127
65 et plus	1 292	1 302	1 315	1 328	1 343	1 356	1 372	1 388	1 402	1 411
Selon l'âge (en %):										
0 - 14	21,7	21,2	20,6	20,0	19,4	18,9	18,3	17,9	17,4	17,0
15 - 64	65,8	66,3	66,7	67,1	67,6	68,0	68,4	68,7	69,0	69,3
65 et plus	12,5	12,6	12,8	12,9	13,0	13,1	13,3	13,5	13,6	13,7
Âge moyen	36,1	36,3	36,5	36,6	36,8	37,0	37,3	37,6	37,9	38,2
hommes	34,4	34,5	34,7	34,9	35,1	35,3	35,6	35,9	36,2	36,5
femmes	37,8	37,9	38,1	38,3	38,4	38,6	38,9	39,2	39,4	39,7
Espérance de vie										
hommes	68,12	67,58	68,25	68,44	69,20	69,54	69,72	70,37	70,50	71,13
femmes	75,39	75,36	75,72	76,14	76,41	76,58	76,63	77,27	77,49	78,06
Espérance de vie à l'âge de 60 ans										
hommes	14,86	14,74	15,02	15,16	15,56	15,91	15,89	16,25	16,39	16,72
femmes	19,19	19,54	19,47	19,82	19,85	19,98	20,04	20,39	20,67	21,00
Proportion de vieillesse (65+ / 0-14 en %)	57,4	59,4	62,0	64,3	66,8	69,6	72,5	75,3	78,1	80,6
Naissances	128 356	130 564	129 354	121 705	121 025	106 579	96 097	90 446	90 657	90 535
Naissances selon l'âge des mères										
moins de 19 ans	17 467	18 405	20 045	19 719	19 088	14 341	10 609	8 139	6 939	6 035
40 ans et plus	665	702	766	768	763	741	707	692	684	710
Age moyen d'une mère	24,8	24,8	24,7	24,8	25,0	25,4	25,8	26,1	26,4	26,6
Taux de fécondité	1,874	1,893	1,861	1,715	1,666	1,438	1,278	1,185	1,173	1,157
Naissances par 1000 habitants	12,4	12,6	12,5	11,8	11,7	10,3	9,3	8,8	8,8	8,8
Décès	127 747	129 166	124 290	120 337	118 185	117 373	117 913	112 782	112 744	109 527
décès par 1000 habitants	12,3	12,5	12,1	11,7	11,4	11,4	11,4	10,9	10,9	10,6
Immigrés	9 400	12 411	14 096	19 072	12 900	10 207	10 540	10 857	12 880	10 729
Emmigrés	7 941	11 787	11 220	7 291	7 424	265	541	728	805	1 241
Croissance de la population grâce à la migration	1 459	624	2 876	11 781	5 476	9 942	9 999	10 129	12 075	9 488
Croissance de la population grâce à la migration par 1000 habitants	0,1	0,1	0,3	1,1	0,5	1,0	1,0	1,0	1,2	0,9
Croissance de la	609	1 398	5 064	1 368	2 840	-10 794	-21 816	-22 336	-22 087	-18 992

population au total										
Croissance de la population par 1000 habitants	0,1	0,1	0,5	0,1	0,3	-1,0	-2,1	-2,2	-2,1	-1,8
Croissance	2 068	2 022	7 940	13 149	8 316	-852	-11 817	-12 207	-10 012	-9 504
Croissance totale	0,2	0,2	0,8	1,3	0,8	-0,1	-1,1	-1,2	-1,0	-0,9

Tableau 22 : « Données démographiques assorties sur la République tchèque »,

la suite ; Source : Office des statistiques tchèque CSU

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre des habitants	10 278	10 267	10 206	10 203	10 211	10 221	10 251	10 287	10 381	10 468
hommes	5 001	4 997	4 968	4 967	4 975	4 981	5 003	5 026	5 083	5 136
femmes	5 277	5 270	5 238	5 237	5 237	5 240	5 248	5 261	5 298	5 331
Selon l'âge										
0 - 14	1 707	1 664	1 622	1 590	1 554	1 527	1 501	1 480	1 477	1 480
15 - 64	7 153	7 179	7 170	7 196	7 234	7 259	7 293	7 325	7 391	7 431
65 et plus	1 418	1 423	1 415	1 418	1 423	1 435	1 456	1 482	1 513	1 556
Selon l'âge (en %):										
0 - 14	16,6	16,2	15,9	15,6	15,2	14,9	14,6	14,4	14,2	14,1
15 - 64	69,6	69,9	70,2	70,5	70,8	71,0	71,1	71,2	71,2	71,0
65 et plus	13,8	13,9	13,9	13,9	13,9	14,0	14,2	14,4	14,6	14,9
Âge moyen	38,5	38,8	39,0	39,3	39,5	39,8	40,0	40,2	40,3	40,5
hommes	36,8	37,1	37,4	37,7	37,9	38,2	38,4	38,6	38,8	38,9
femmes	40,0	40,3	40,5	40,8	41,0	41,3	41,5	41,7	41,8	42,0
Espérance de vie										
hommes	71,40	71,65	72,07	72,07	72,03	72,55	72,88	73,45	73,67	73,96
femmes	78,13	78,35	78,41	78,54	78,51	79,04	79,10	79,67	79,90	80,13
Espérance de vie à l'âge de 60 ans										
hommes	16,85	17,02	17,32	17,28	17,21	17,59	17,77	18,18	18,38	18,54
femmes	20,99	21,21	21,23	21,31	21,26	21,64	21,70	22,13	22,31	22,56
Proportion de vieillesse (65+ / 0-14 en %)	83,1	85,5	87,2	89,2	91,6	94,0	97,0	100,2	102,4	105,1
Naissances	89 471	90 910	90 715	92 786	93 685	97 664	102 211	105 831	114 632	119 570
Naissances selon l'âge des mères										
moins de 19 ans	5 347	4 468	3 827	3 795	3 713	3 659	3 502	3 490	3 534	3 610
40 ans et plus	731	749	852	918	1 033	1 150	1 276	1 463	1 670	1 889
âge moyen de mère	26,9	27,2	27,5	27,8	28,1	28,3	28,6	28,9	29,1	29,3
Taux de fécondité	1,133	1,144	1,146	1,171	1,179	1,226	1,282	1,328	1,438	1,497
Naissances par 1000 habitants	8,7	8,8	8,9	9,1	9,2	9,6	10,0	10,3	11,1	11,5
Décès	109 768	109 001	107 755	108 243	111 288	107 177	107 938	104 441	104 636	104 948
décès par 1000 habitants	10,7	10,6	10,5	10,6	10,9	10,5	10,5	10,2	10,1	10,1
Immigrés	9 910	7 802	12 918	44 679	60 015	53 453	60 294	68 183	104 445	77 817
Emmigrés	1 136	1 263	21 469	32 389	34 226	34 818	24 065	33 463	20 500	6 027
Croissance de la population grâce à la migration	8 774	6 539	-8 551	12 290	25 789	18 635	36 229	34 720	83 945	71 790
Croissance de la population grâce	0,9	0,6	-0,8	1,2	2,5	1,8	3,5	3,4	8,1	6,9

à la migration par 1000 habitants										
Croissance de la population au total	-20 297	-18 091	-17 040	-15 457	-17 603	-9 513	-5 727	1 390	9 996	14 622
Croissance de la population par 1000 habitants	-2,0	-1,8	-1,7	-1,5	-1,7	-0,9	-0,6	0,1	1,0	1,4
Croissance	-11 523	-11 552	-25 591	-3 167	8 186	9 122	30 502	36 110	93 941	86 412
Croissance totale	-1,1	-1,1	-2,5	-0,3	0,8	0,9	3,0	3,5	9,1	8,3

Tableau 23 : « L'emploi des ressortissants étrangers en République tchèque » (février 2010)

Région	Nombre		Citoyens de l'UE et de l'AELE		Etrangers sans obligation d'un permis de travail		Cartes vertes – personnel de clé	
	Total	Dont les femmes	Total	Dont les femmes	Total	Dont les femmes	Total	Dont les femmes
Total	222 719	75 872	136 233	43 884	17 395	8 398	14	9
Prague	80 983	30 220	43 104	16 655	5 673	2 661	3	1

Permis de travail		Cartes vertes - type A		Cartes vertes - type B		Cartes vertes - type C	
Total	Dont les femmes	Total	Dont les femmes	Total	Dont les femmes	Total	Dont les femmes
69 027	23 562	6	2	23	6	21	11
32 199	10 901	3	1	1	1	0	0

Source: Les statistiques du Ministère du Travail et des Affaires sociales : « L'emploi des ressortissants étrangers : février 2010 ». http://portal.mpsv.cz/sz/stat/zam_ciz_stat_pris

Glossaire des abréviations employées dans le travail :

Classées selon l'ordre alphabétique

AELE	Association européenne de libre-échange
CE	Communautés européennes
CSU	« Český statistický úřad », Office des statistiques tchèque
DAR	Projet « DAR - Comprehensive Return Programme Including Re-Integration » Programme de retours intégrant une réintégration comprehensive
EUROSTAT	Eurostat est l'Office statistique de l'Union européenne
HERA	programme d'échanges entre l'Espagne d'un côté et la Mauritanie et le Sénégal du côté partenaire
LCA	« Local Council's Association », Association des Conseils régionaux
NTIC	nouvelles technologies d'information et de communication
NUTS II	Nomenclature des Unites Territoriales Statistique, utilisée par Eurostat
OCDE	Organisation de cooperation e de developement economic
ONG	organisation non-gouvernementale
PECO	pays de l'Europe centrale et orientale
PIB	produit intérieur brut
PIB par habitant en SPA	produit intérieur brut par habitant exprimé en standards de pouvoir d'achat
PNB	produit national brut
SIDA	Syndrome de l'ImmunoDéficiency Acquisée
TIC	technologies d'information et de communication
UE	Union européenne
UE des 15	15 Etats membres de l'Union européenne (1995)
UE des 25	25 Etats membres de l'Union européenne (2004)
UE des 27	27 Etats membres de l'Union européenne (2007)
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Anotace
Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta
Katedra Romanistiky

Diplomová práce

Jméno a příjmení:	Vladimír KRAPF
Název práce:	Les évolutions démographiques à l'origine des défis économiques : démarches possibles des Etats membres de l'Union européenne pour aboutir à la situation de gagnant-gagnant ; exemples de Malte et de la République tchèque
Vedoucí práce:	Nicolas Schoemacker
Počet stran	66
Počet slov	21 070 (23 982 s poznámkami pod čarou)
Počet znaků bez mezer	113 482 (130 197 s poznámkami pod čarou)
Počet znaků s mezerami	134 372 (154 130 s poznámkami pod čarou)
Počet příloh	22
Počet titulů použité literatury	6
Klíčová slova:	Evolutions démographiques Economie Immigration Marché du travail Union européenne Main-d'oeuvre Malte République tchèque

Magisterská diplomová práce si klade za cíl analyzovat vývoj demografického stárnutí evropské populace a jeho možné ekonomické dopady na hospodářství jednotného trhu Evropské unie a jejích členských států. Dále se práce zabývá řízenou imigrací jako jedním z možných nástrojů pro řešení hospodářských výzev, které přináší stárnoucí obyvatelstvo, přičemž prvotní důraz je kladen především na Maltu a Českou republiku jakožto země představující opačné póly v dané problematice. Nejdůležitějším výsledkem práce je návrh východiska, jehož prostřednictvím by státy dospěly ke strategii „dvojího vítězství“.

Bibliographie

Sources littéraires :

- Ministère des Finances de l'Economie et des Investissements Economic Policy Division. *Economic Survey*. La Valette : Government press, 2009. 204 pages. ISBN: 978-99932-94-24-5.
- TRAGAKI, Alexandra. KISTOWSKI, G. V. Kristin. VAUPEL, W. James. BAROSSO, José Manuel Durao. JOYWIAK, Janina. KOTOWSKA, Irena. FASSLABEND, Werner. BOVENBERG, Lans. GRADUS, Raymond. STAUNER, Gabriele. RAJOY, Mariano. FASSLABEND, Werner. GOLDSTONE, Jack A. *European View : The Challenges of Ageing Europe*. Bruxelles : Springer, 2008.

Rapports, études, autres documents :

- CAROLINE, Giuseppe. COSTELLO, Declan. GUARDIA, Nuria Diez. MOURRE, Gilles. PRZYWARA Bartosz. SALOMAKI, Aino. *Le papier économique numéro 236 sur les impacts du vieillissement de l'Europe*. Direction générale pour les affaires économiques et financières de la Commission européenne. Décembre 2005, ISBN : 92-894-8875-1. 12 pages.
- GIANNAKOURIS, Konstantinos. *Population and social conditions : Ageing characterises the demographic perspectives of the European societie*. Eurostat, EUROPOP2008 convergence scenario. Statistics in focus 72/2008. 16 juillet 2008. ISSN 1977-0316.
- GIANNAKOURIS, Konstantinos. *Population and social coditions : Regional population projections EUROPOP 2008: Most EU regions face older population profile in 2030*. Eurostat. Statistics in focus 1/2010. 13 janvier 2010. ISSN 1977-0316.
- RODIER, Claire. TEULE, Catherine. *Rapport n°403 de septembre 2004. Enfermer les étrangers, dissuader les réfugiés : le contrôle des flux migratoires à Malte*. Fédération International des Ligues des Droits de l'Homme. Imprimerie de la FIDH. 2004. 44 pages.
- Conseil de l'Union Européenne. *Le règlement Dublin II*. Règlement (CE) no 343/2003 du Conseil du 18 février 2003.
- Conseil de l'Union Européenne. *Recommandation du Conseil du 14 mai 2008 concernant les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres de la Communauté*. (2008-2010) (2008/390/CE). 2008.
- Eurostat. *Immigration in the EU27 in 2006. 40 % of immigrants who settled in the EU27 were citizens of EU27 Member States*. Communiqué de presse numéro 162/2008 du 18 novembre 2008 : REF.: 20081013STO39205
<<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?language=FR&type=IM-PRESS&reference=20081013STO39205>>

- Ministère du Travail et des Affaires sociales. *Dobrovolné návraty*. Communiqué de presse du 23 mars 2009. <<http://www.mpsv.cz/cs/6575>>

- Ministère du Travail et des Affaires sociales. *L'emploi des ressortissants étrangers : février 2010*. Les statistiques : <http://portal.mpsv.cz/sz/stat/zam_ciz_stat_prisl>

- Stagiaires du Comité des Régions de l'Union européenne, session de printemps 2009. *Malta facing the challenges of irregular migration*. Rapport final du voyage d'étude à Malte. Mai 2009. Bruxelles. 12 pages.

Articles Web :

- BARŠOVÁ, Andrea. *Evropa potřebuje přistěhovalce*. *Evropská komise vydala „zelenou knihu“ o ekonomické migraci*. Migraceonline.cz. Le 5 avril 2005. <<http://www.migraceonline.cz/e-knihovna/?x=1957140>>

- DRBOHLAV, Dušan. *Ekonomické dopady migrace*. Migraceonline.cz. Février 2007. <<http://www.migration4media.net/node/7>>

- DRBOHLAV, Dušan. *Přistěhovalci zaplatí v daních státu více, než od něj pak čerpají*. HN.IHNED.CZ. Le 9 janvier 2004. <<http://hn.ihned.cz/c1-13829570-pristehovalci-zaplati-v-danich-statu-vice-nez-od-nej-pak-cepaji>>

- HOLUB, Petr. *V Česku žijeme déle a více umíráme, je nám líto*. Aktuálně.cz. Le 16 mars 2010. <<http://aktualne.centrum.cz/domaci/spolecnost/clanek.phtml?id=663342>>

- HOLÝ, Tomáš. *Český babyboom končí, Husákovy děti už odrodily*. Novinky.cz. Le 11 septembre 2009 <<http://www.novinky.cz/domaci/178740-cesky-babyboom-konci-husakovy-deti-uz-odrodily.html>>

- JELÍNKOVÁ, Marie. *Co vidíte jako podstatné události a změny, které se udály na poli migrace ve Střední a Východní Evropě v roce 2006?*. Komentáře o událostech v migraci roce 2006. Mars 2007. Le 27 mars 2007. Migraceonline.cz. <<http://www.migraceonline.cz/e-knihovna/?x=1978391>
<<http://www.migraceonline.cz/e-knihovna/?x=1978391>
ihned.cz/c1-26754650-cechu-bude-o-milion-mene-spocetl-eurostat>

- KRÁLÍČEK, Tomáš. *Eurostat: Počet lidí v EU roste, hlavně díky přistěhovalcům*. IHNED.CZ. Le 15 décembre 2008. <<http://zahranicni.ihned.cz/c1-31718780-eurostat-pocet-lidi-v-eu-roste-hlavne-diky-pristehovalcum>>

- LEONTIYEVA, Yana. *Imigranti v ČR – jsou přínosem nebo zátěží?*. Socioweb.cz. Le 30 décembre 2009. <<http://www.socioweb.cz/index.php?disp=temata&shw=330&lst=105>>

- MOTEJL, Otakar. Article *Co vidíte jako podstatné události a změny, které se udály na poli migrace ve Střední a Východní Evropě v roce 2006?*. Komentáře o událostech v migraci roce 2006. Mars 2007. Le 27 mars 2007. <<http://www.migraceonline.cz/e-knihovna/?x=1978391>>

- PACURAR, Georg. *Počet narozených se snížil mírně, přistěhovalých výrazně.* Pressweb. Le 12 juin 2009. <<http://www.pressweb.cz/zprava/11928-pocet-narozenych-se-snizil-mirne-pristehovalych-vyrazne>>
- SPINDLER, William. *France gives red carpet welcome to refugees relocated from Malta.* UNHCR The UN Refugee Agency. Le 10 juillet 2009. <<http://www.unhcr.org/4a574d906.html>>
- SURÁ, Martina. *Počet narozených dětí poprvé za osm let klesl, populaci ČR zvedají imigranti.* iDNES.cz. Le 14 décembre 2009. <http://zpravy.idnes.cz/pocet-narozenych-deti-poprve-za-osm-let-klesl-populaci-cr-zvedaji-imigranti-17e-/domaci.asp?c=A091214_091313_domaci_taj#utm_source=idnes.cz&utm_medium=rss>
- Odbor azylové a migrační politiky du Ministère de l'Intérieur de la République tchèque. *Projekt dobrovolných návratů.* Le 3 août 2009. <<http://www.mvcr.cz/clanek/migrace-novy-clanek-890951.aspx?q=Y2hudW09NQ%3D%3D>>
- *Přistěhovalci pošlou z Česka domů každý rok miliardy korun.* Lidové noviny. Le 15 février 2010. <http://byznys.lidovky.cz/pristehovalci-poslou-z-ceska-domu-kazdy-rok-miliardy-korun-p47-/firmy-trhy.asp?c=A100215_102946_firmy-trhy_nev>

Articles de presse :

Articles avec le nom de l'auteur publié :

- JEŽEK, Martin. GÜNTER, Vladislav. *Příliv imigrantů do Evropy brzdí krize.* Journal E15. Numéro 249 du 11 novembre 2008. Pages 6 et 7.
- HAVLIGEROVA, Jana. *Janota vrací do hry debatu o penězích.* Journal E15. Numéro 546 du 21 janvier 2010. Pages 4 et 5.
- PAVLAŠČÁKOVÁ, Pavla. *Cizinci se na zkoušky z češtiny nehrnou.* Journal E15. Numéro 274 du 17 décembre 2008. Page 6.
- SLÁDKOVÁ, Lucie. *V Česku výrazně přibývá cizinců.* Journal E15. Numéro 521 du 14 décembre 2009. Page 3.

Articles avec le nom de l'auteur non publié :

- *Anketa : Est-ce que l'obligation de passer l'examen de tchèque pour les étrangers demandant le permis de séjour permanent à partir de janvier 2009 est un bon moyen pour leur intégration ?*. Journal E15. Numéro 249 du 12 novembre 2008. Page 5.
- *ČSÚ: Nezaměstnanost vzrostla na 7,3 procenta*. Journal E15. Numéro 558 du 8 février 2010. Page 7.
- *Experti: Česko před stárnutím neochrání ani přistěhovalci*. Journal E15. Numéro 226 du 8 octobre 2008. Page 4.
- *Lidí z unie pracuje v Česku dvakrát víc než Čechů v unii*. Journal E15. Numéro 224 du 6 octobre 2008. Page 3.
- *Pakt o migraci má zelenou*. Journal E15. Numéro 218 du 26 septembre 2008. Page 21.
- *Počet obyvatel Česka narostl za půl roku o 43 800 lidí*. Journal E15. Numéro 208 du 12 septembre 2008. Pages 4 et 5
- *Počet žadatelů o azyl se snížil*. Journal E15. Numéro 271 du 12 décembre 2008. Page 4.
- *Tisíce vietnamských večeřek*. Journal E15. Numéro 556 du 4 février 2010. Page 6.
- *V říjnu požádalo v ČR o azyl 176 cizinců*. Journal E15. Numéro 251 du 13 novembre 2008. Page 5.
- *Vyhošťování cizinců musí přezkoumávat soudy*. Journal E15. Numéro 275 du 18 décembre 2008. Page 4.

Sites Web consultés entre septembre 2008 et mars 2010 :

<<http://www.czso.cz/>>

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/malte_230/presentation-malte_1400/geographie_8690.html>

<<http://ec.europa.eu/eurostat>>

<<http://www.flexicurity.org/flexicurite-EN.html>>

<http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil16/CRE/conditions_vie/rde.htm>

<http://www.statistiques-mondiales.com/taux_de_fecondite.htm>

Personnes interviewées

ABELA, George. Président de Malta.

BUGRI, Ahmed. Dirigeant du Centre ouvert de Marsa.

CASSAR, Joseph. Jesuits Service for Refugees.
DARRIGO, Philippa. SOS Malta
FRIGGIERI, Mario. Commissaire aux réfugiés de Malte
KHERADMAND, Mohammad Hossein. Haut Commissaire aux réfugiés des Nations Unies à Malte.
MAGRO, Jimmy. COHEN, Michael. Local Council's Association (Association des Conseils régionaux)
MALLIA, Andrew. Commandant des Forces Armées de Malte.
MICALLEF, Julian. assistant du département de la direction des affaires de Nationaux des pays tiers, le Ministère de la Justice et de l'Intérieur.
MUSCAT, Joseph. Leader du Parti travailliste de Malte.
et les représentants de l'Université de Malte : UFR Sciences économiques, Sociologie, Psychologie, Sciences Politiques, Droit et les représentants de Amnesty International Malta et de Centre for Labour Studies.